

PLAN LOCAL D'URBANISME

1


RAPPORT DE PRÉSENTATION


 Géomètre-Expert

 Modélisation 3D & BIM

 Prestations par drone

 Urbanisme & Paysage

 Ingénierie VRD

 A.M.O. patrimoniale

Agence de MONTAUBAN

60 Impasse de Berlin
Albasud CS 80391
82003 MONTAUBAN Cedex
montauban@urbactis.eu

Agence de BOULOC

16 Rue Jean Jaurès
31420 BOULOC
boulouc@urbactis.eu

Agence de GRENADE

1289 Rue des Pyrénées BP 3
31330 GRENADE/GARONNE
grenade@urbactis.eu

05 63 66 44 22
Numéro unique
www.urbactis.eu

REÇU LE
31 JAN. 2020
PREFECTURE DU TARN

 **Gaillac-Graulhet**
AGGLOMÉRATION
entre vignoble et bastides

Pour le Président
Par délégation

Pascal NÉEL
Vice-Président
Dossier n°120102

PLAN LOCAL D'URBANISME

1

RAPPORT DE PRÉSENTATION



Agence de MONTAUBAN

60 Impasse de Berlin
Albasud - CS 80391
82003 MONTAUBAN Cedex
montauban@urbactis.eu

Agence de BOULOC

16 Rue Jean Jaurès
31620 BOULOC
boulloc@urbactis.eu

Agence de GRENADE

1289 Rue des Pyrénées - BP 3
31330 GRENADE/GARONNE
grenade@urbactis.eu

05 63 66 44 22
Numéro unique
www.urbactis.eu

Dossier n°120102

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
PREAMBULE	4
PRESENTATION DE LA COMMUNE	7
1 Situation géographique	8
2 Caractéristiques générales de la commune	9
3 Contexte intercommunal et supracommunal	10
3.1 Gaillac-Graulhet Agglomération	10
3.2 Le Scot du pays du vignoble gaillacois, bastides et val dadou.	11
3.3 Le programme local de l'habitat de la communauté de communes du rabastinois.	12
3.4 Le Plan Climat Energie Territorial du Tarn	13
3.5 Le SDAGE Adour-Garonne	14
3.6 Schéma Régional Climat Air Energie	14
3.7 Le Schéma Régional de Cohérence Écologique de Midi-Pyrénées	15
3.8 Obligation pour le PLU de conformité ou non avec les documents supra communaux	15
ANALYSE THEMATIQUE DE LA COMMUNE	16
1 La démographie	17
1.1 Évolution démographique (INSEE et données communales 2016)	17
1.2 Évolution des soldes démographiques (INSEE2009 + données communales 2012)	17
1.3 Évolution démographique par classe d'âge (INSEE, Recensement 2009)	18
1.4 Fiscalité de la commune	19
2 L'habitat	19
2.1 Répartition quantitative des logements par catégories (INSEE, RGP 2009)	19
2.2 caractéristique des résidences principales et statut d'occupation	20
2.3 Autorisations d'urbanisme et consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers délivrés au cours des dernières années.	20
2.4 Densité.	22
2.5 Prix du foncier.	22
2.6 Synthèse.	22
3 Caractéristiques socio-économiques	22
3.1 La population active	22
3.2 Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone	23
3.3 Liste et localisation des acteurs économiques de la commune.	24
3.4 Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	24
4 Agriculture	25
4.1 Pédologie des sols	25
4.2 Occupation des sols	25
4.3 Évolution de l'agriculture	26
4.4 Enjeux agricoles pour le territoire communal de Mézens	27
5 Reseaux et voirie	29
5.1 Le Trafic routier	29
5.2 Transports en commun et déplacements doux	29
5.3 adduction en eau potable, assainissement, défense incendie	30
5.4 Réseau numérique	31
5.5 Déchets	31
6 Etat initial de l'environnement	32
6.1 relief, géologie et pédologie	32
6.2 géologie et pédologie	32
6.3 hydrologie et hydrogéologie	33
6.4 climatologie	34

6.5 les entités paysagères	35
6.6 la trame verte	35
6.7 les fenêtres visuelles	36
6.8 la trame verte et bleue	36
6.9 Les milieux naturels sensibles	42
6.10 les risques naturels	44
7 Etat initial des espaces urbains	45
7.1 état de l'urbanisation	45
7.2 perceptions du bourg	46
7.3 constructions récentes	47
7.4 perception des entrées et sorties d'agglomération	48
7.5 Monument inscrit et petit patrimoine	48

ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT ET EXPOSE DES CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DU PROJET SUR LES ZONES NATURELLES MAJEURS, EN PARTICULIER SUR LA ZONE NATURA 2000

1 incidences generales sur l'environnement	51
1.1 Risques naturels	51
1.2 Réseaux	51
1.3 Zones naturelles sensibles et la préservation des trames vertes et bleues	51
1.4 Déplacements et sécurité routière	51
1.5 Énergies renouvelables et implantation des constructions	52
1.6 Pollution et Qualité de l'air	52
1.7 Installations classées et autres enjeux environnementaux	52
1.8 Les contraintes sonores	52
1.9 Les documents supracommunaux	52
1.10 Gestion des ressources en eau	53
2 Analyse generale du document graphique de zonage	53
2.1 Analyse Terrain	53

JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES ET JUSTIFICATION DU ZONAGE, DU REGLEMENT ET DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

1 Justification des choix retenus pour le projet d'aménagement et de développement durables	61
1.1 Orientations générales des politiques communales.	61
1.2 Objectifs en matière de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'Étalement urbain	62
1.3 Facteurs complémentaires justifiant la stratégie communale de développement	62
2 Justification du document graphique de zonage, du reglement local d'urbanisme et des orientations d'aménagement et de programmation	63
2.1 Principes généraux	63
2.2 les différents éléments du document graphique de zonage	64
2.3 Justification du zonage par rapport à la carte communale	70
2.4 Justification des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)	71
2.5 Justification du règlement local d'urbanisme	71

MESURES COMPENSATOIRES

INDICATEURS POUR LE BILAN ET SUIVI DU PLU

DESCRIPTION DES METHODES UTILISEES POUR EVALUER LES INCIDENCES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES

1 Méthode pour l'analyse de l'etat initial	80
2 Méthode pour l'analyse des incidences du plu et la définition des mesures	80

3	Les difficultés rencontrées	80
RESUME NON TECHNIQUE		81
1	Analyse des incidences du plu sur l'environnement	82
2	Indicateurs pour le bilan du plu	82
3	Méthodologie retenue pour l'évaluation environnementale	82

PREAMBULE

Dispositions générales du code de l'Urbanisme

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement.

Les articles L110 et L121-1 énoncent les principes fondamentaux servant de cadre aux politiques nationales d'aménagement et d'urbanisme. On relèvera plus particulièrement :

- **Assurer** à toutes populations des conditions **d'habitat, d'emploi, de services et de transports** répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources
- Favoriser la **diversité des fonctions et la mixité sociale**
- Assurer la **protection** des milieux naturels et des paysages
- Garantir la **sécurité** et la salubrité publique
- Promouvoir **l'équilibre entre le développement de l'espace urbain et la préservation du milieu rural**, c'est-à-dire gérer le sol de façon **économe**.

Les documents d'urbanisme locaux doivent les respecter, les compétences en matière d'urbanisme étant dévolues aux communes depuis les lois de décentralisation de 1983. Tout manquement sera sanctionné lors du contrôle de légalité du document.

La loi n°2009 – 967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a complété les dispositions du droit de l'urbanisme dans le sens d'une intégration plus poussée du développement durable.

Ainsi les objectifs suivants sont inscrits dans l'article L110 du code de l'urbanisme :

- **Réduire les émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie, économiser les ressources fossiles.** Des dispositions réglementaires peuvent être fixées pour aller dans le sens de constructions écologiques se servant des ressources naturelles comme source d'énergie, l'étalement urbain limité tend à diminuer l'usage de la voiture qui entraînerait une diminution des émissions de gaz à effet de serre...
- **Préserver la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques.** Les trames vertes et bleues identifiées doivent être préservées pour conserver une continuité au sein des corridors écologiques indispensables à la survie et au développement de la faune et de la flore.
- **Lutter contre le changement climatique et s'adapter à ce changement.** Une diminution de la consommation d'énergie passe par une densification et donc une réduction des déplacements ainsi que par des caractéristiques architecturales allant dans le sens du développement durable.

Par ailleurs, cette loi dispose que le droit de l'urbanisme devra prendre en compte les objectifs suivants :

- a) Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, les collectivités territoriales fixant des objectifs chiffrés en la matière après que les indicateurs de consommation d'espace auront été définis.
- b) Lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie, ainsi que permettre la revitalisation des centres-villes, les collectivités territoriales disposant désormais, ou étant dotées dans l'année qui suit l'adoption de la présente loi, d'outils leur permettant en particulier de

conditionner la création de nouveaux quartiers, d'opérations d'aménagement à dominante d'habitat ou de bureaux à la création ou au renforcement correspondant des infrastructures de transport, ainsi que de prescrire, dans certaines zones, des seuils minimaux de densité ou des performances énergétiques supérieures à la réglementation.

- c) Concevoir l'urbanisme de façon globale en harmonisant les documents d'orientation et les documents de planification établis à l'échelle de l'agglomération ;
- d) Préserver la biodiversité, notamment à travers la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques ;
- e) Assurer une gestion économe des ressources et de l'espace et réexaminer dans cette perspective les dispositifs fiscaux et les incitations financières relatives au logement et à l'urbanisme.
- f) Permettre la mise en œuvre de travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, notamment l'isolation extérieure en adaptant les règles relatives à la protection du domaine public ;
- g) Créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun.

Lorsque le document d'urbanisme comprend tout ou partie d'une zone Natura 2000, celui-ci fait l'objet d'une évaluation environnementale. Le contenu du rapport de présentation est dans ce cas fixé par l'article R.123-2-1 du code de l'urbanisme :

« Lorsque le plan local d'urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale conformément aux articles [L. 121-10](#) et suivants, le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au deuxième alinéa de l'article [L. 123-1-2](#) et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article [L. 122-4](#) du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article [L. 414-4](#) du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article [L. 123-2](#) ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article [L. 123-12-2](#). Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

En cas de modification, de révision ou de mise en compatibilité dans les cas prévus aux articles [R. 123-23-1](#), [R. 123-23-2](#), [R. 123-23-3](#) et [R. 123-23-4](#), du plan local d'urbanisme, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.

Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents. »

Objectifs de la commune au travers de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

Mézens dispose aujourd'hui d'une carte communale approuvée par le Préfet le 27 juillet 2006. La commune appartient à des échelons intercommunaux (Pays Vignoble Gaillacois Bastides et Val Dadou, ainsi qu'à la Communauté de Communes du Rabastinois qui ont élaboré respectivement des documents de références qui sont le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et le Programme Local de l'Habitat (PLH).

Aujourd'hui, la carte communale ne permet plus de maîtriser correctement le développement urbanistique à l'échelle communale et accueillir de nouveaux habitants en cohérence avec le projet de développement de la municipalité. Par ailleurs, il est nécessaire d'intégrer les orientations des documents supracommunaux dans le projet communal. Pour ces raisons, Le conseil municipal de Mézens a prescrit l'élaboration d'un PLU par délibération en date du 21 avril 2011

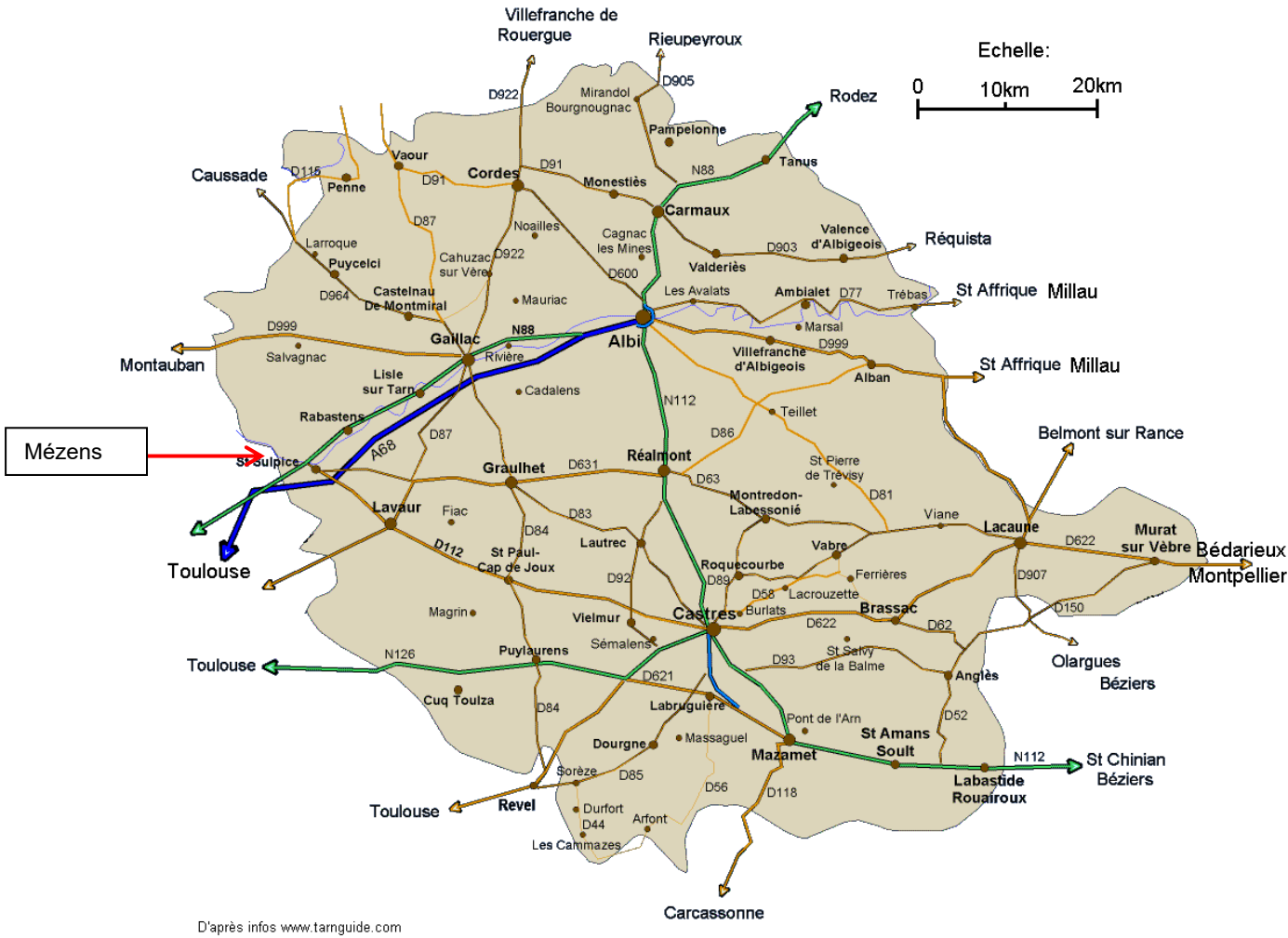
PRESENTATION DE LA COMMUNE

1 SITUATION GÉOGRAPHIQUE

La **commune de Mézens** se situe à l'Ouest du département du Tarn, en limite immédiate avec la Haute-Garonne.

Appartenant au canton rural Vignobles et Bastides, la commune se situe sous l'influence de deux pôles urbains majeurs de la région Midi-Pyrénées, celui de Toulouse et d'Albi. Trois pôles ruraux secondaires, Saint-Sulpice, Lavarur et Rabastens dans une moindre mesure, complète l'aire d'influence sur le territoire communal de Mézens.

Situation géographique de la commune de Mézens dans le département du Tarn.



Source : Site Internet Tamguide

Cette **position stratégique** est la conséquence de la multiplicité d'axes de communication longeant ou traversant son territoire, permettant de rejoindre les deux pôles urbains majeurs. Ainsi, Toulouse, située à 32 km de Mézens, peut être rejointe en 30 minutes et Albi, distant de 49 km, en 40 minutes.

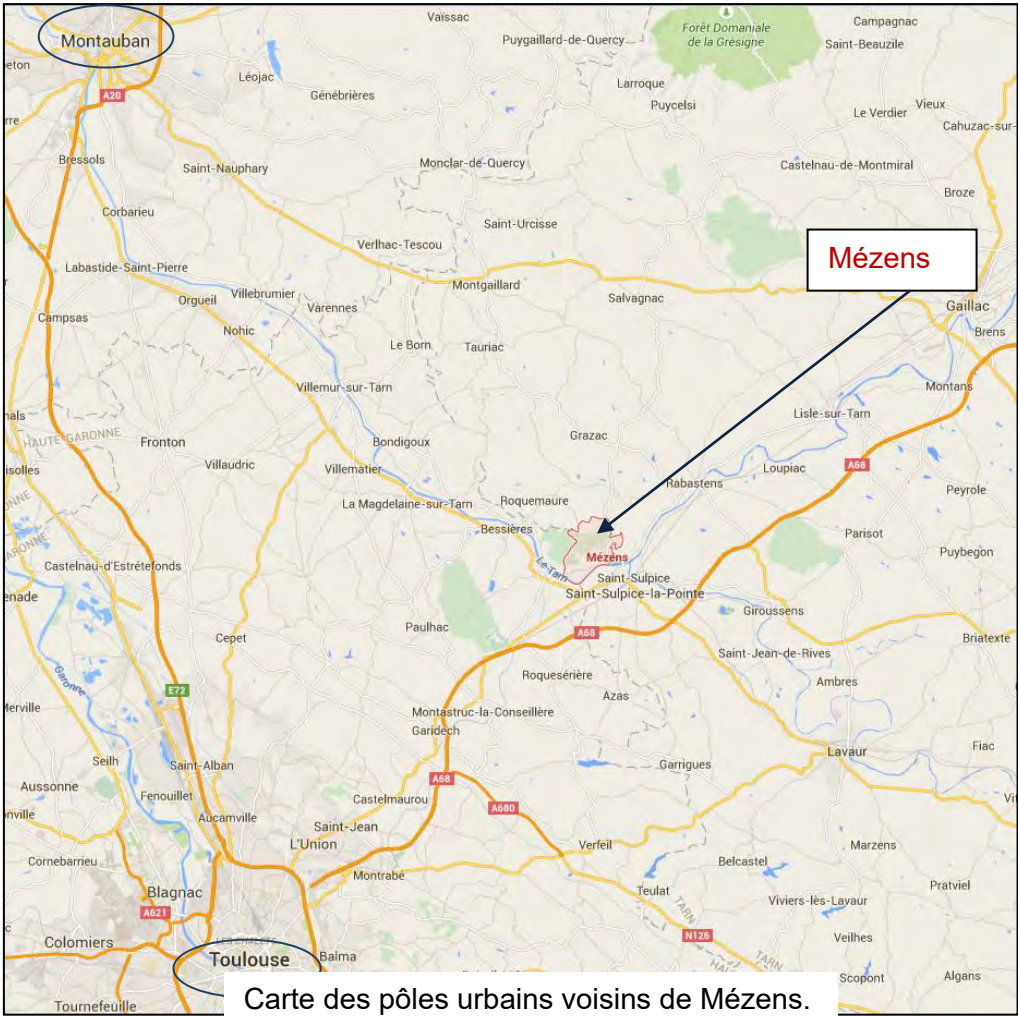
De par leur distance respective par rapport à Mézens (Saint-Sulpice à 3 km, Rabastens à 7 km et Lavarur à 17 km), les pôles secondaires développent une attractivité différente par rapport aux habitants de Mézens. Ainsi Mézens appartient à l'aire d'influence commerciale de Saint-Sulpice et de Rabastens pour les petites et moyennes surfaces. Au contraire, les pôles urbains majeurs exercent leur influence pour les grandes surfaces commerciales.

Tableau indicatif du positionnement de Mézens par rapport aux pôles urbains majeurs situés à proximité (Tarn et Haute-Garonne, données 2012)

	Nombre d'habitants	Distance en Km par rapport à Mézens	Temps de parcours
Toulouse	440 204	32	30 min
Albi	48 858	49	40 min
Gaillac	13 164	31	27 min
Lavarur	10 475	17	23 min
Saint Sulpice	7 921	3	6 min
Rabastens	4 965	7	9 min

Source Urbactis

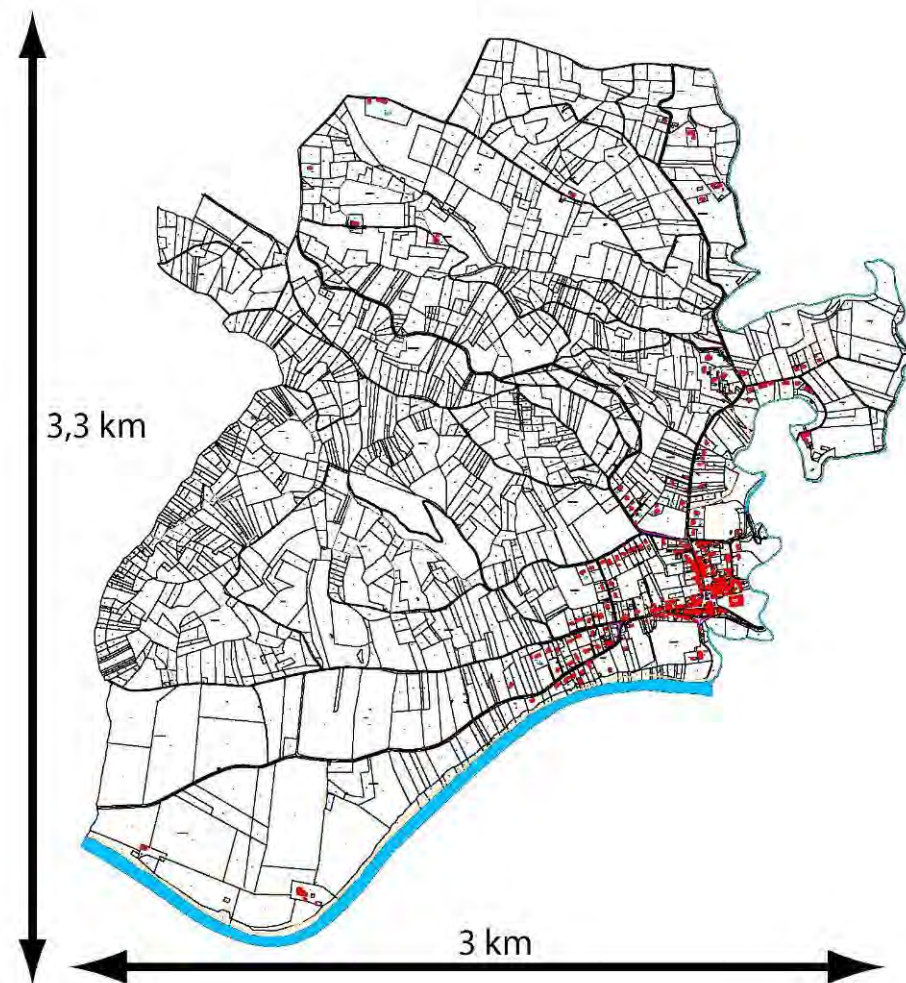
Le principal nœud routier se situe sur la commune limitrophe de Saint-Sulpice, où un échangeur de l'A68 est implanté. Par ailleurs, la RD 630 traverse également la commune de Saint-Sulpice. Ces deux axes principaux permettent de rejoindre les deux pôles urbains rapidement, ce qui accentue la position stratégique de la commune de Mézens.



Carte des pôles urbains voisins de Mézens.

2 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE LA COMMUNE

Forme et dimensions du territoire communal de Mézens.



Source : Fond cartographique IGN 2012 ; Urbactis

D'une superficie de 590 hectares, le territoire communal de Mézens présente une **forme relativement compacte**. Elle s'étend entre 1 et 3.3 kilomètres du Nord au Sud et de 1 à 3 kilomètres d'Est en Ouest. Mézens est limitrophe des communes de Roquemaure, Buzet-sur-Tarn, Grazac, Rabastens et Saint-Sulpice.

Photographie aérienne du territoire communal de Mézens.



Source : site internet Géoportail

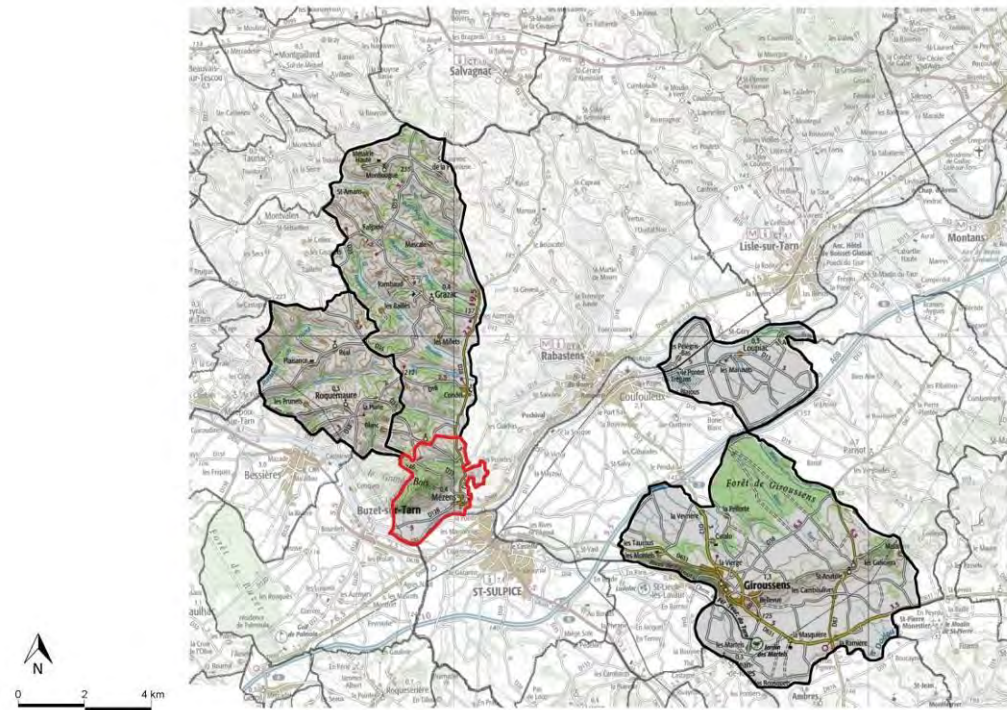
Situé au Sud-Est de la commune, le bourg de Mézens présente une entité bâtie relativement concentrée autour d'un château médiéval reconstruit au XIII^{ème} siècle par Pilfort de Rabastens, en opposition au **caractère fortement rural** qui se dégage de l'ensemble du territoire. L'emplacement de ce château était stratégique car il marquait la limite entre le toulousain et l'albigeois.

Mézens se compose également des hameaux de Janoye et de Cambou situés au Nord du Bourg et de nombreux écarts à l'image de Borde Grande, les Debars, les Bermonts...

L'histoire du bourg est relativement ancienne. Le développement s'est effectué principalement le long de la RD28 (Route de Condel) et en direction de Janoye.

La composition du territoire communal est complétée par un vaste massif boisé au centre Ouest, le Grand Bois, et par des espaces agricoles qui encerclent les entités bâties.

Au contraire des autres bourgs ruraux de l'intercommunalité, celui de Mézens apparaît relativement concentré et structuré.



Historiquement, le village de Mézens vient du règne des Wisigoths dont il tient son nom. Le village originel s'est développé autour d'un château médiéval, reconstruit au XIII^{ème} siècle par Pilfort de Rabastens.

L'emplacement de ce château était stratégique car il marquait la limite entre le Toulousain et l'Albigeois (deux noms chargés d'histoire). Aujourd'hui encore, cet édifice est important pour le territoire communal, du fait notamment que sa tour s'élève dans le paysage, et s'offre à la vue depuis de nombreux secteurs de la commune et des collectivités environnantes.

Carte de Cassini : relevés faits entre 1756 et 1789



Au XVIII^{ème} siècle, selon la carte de Cassini, Mézens est toujours un bourg concentré autour de son château. Un vaste boisement s'étend du Nord au Sud-Est du territoire communal. Aujourd'hui, la surface boisée a diminué au Nord pour n'occuper aujourd'hui que les espaces les plus pentus de la commune.

3 CONTEXTE INTERCOMMUNAL ET SUPRACOMMUNAL

3.1 GAILLAC-GRAULHET AGGLOMÉRATION

Mézens fait partie de Gaillac – Graulhet Agglomération qui regroupe 61 communes, cumulant 73 228 habitants en 2016 (source : INSEE).

Cette communauté d'agglomération résulte de la fusion, en janvier 2017, de la communauté de communes du Pays rabastinois, de la communauté de communes Tarn et Dadou et de la communauté de communes Vère-Grésigne – Pays Salvagnacois. Son siège est fixé à Téco.

Situées à l'Ouest du département du Tarn, à mi-chemin de Castres, Montauban, Albi et Toulouse, l'agglomération s'étend sur un territoire de 119 483 hectares. A l'épicentre de deux bassins d'emplois, Albi et Toulouse, L'agglomération se trouve à cheval sur deux territoires à identité touristique forte : le Gaillacois « Pays de Vignoble » et le Lauraguais « pays de Cocagne » qui sont les éléments fondateurs des paysages du territoire.

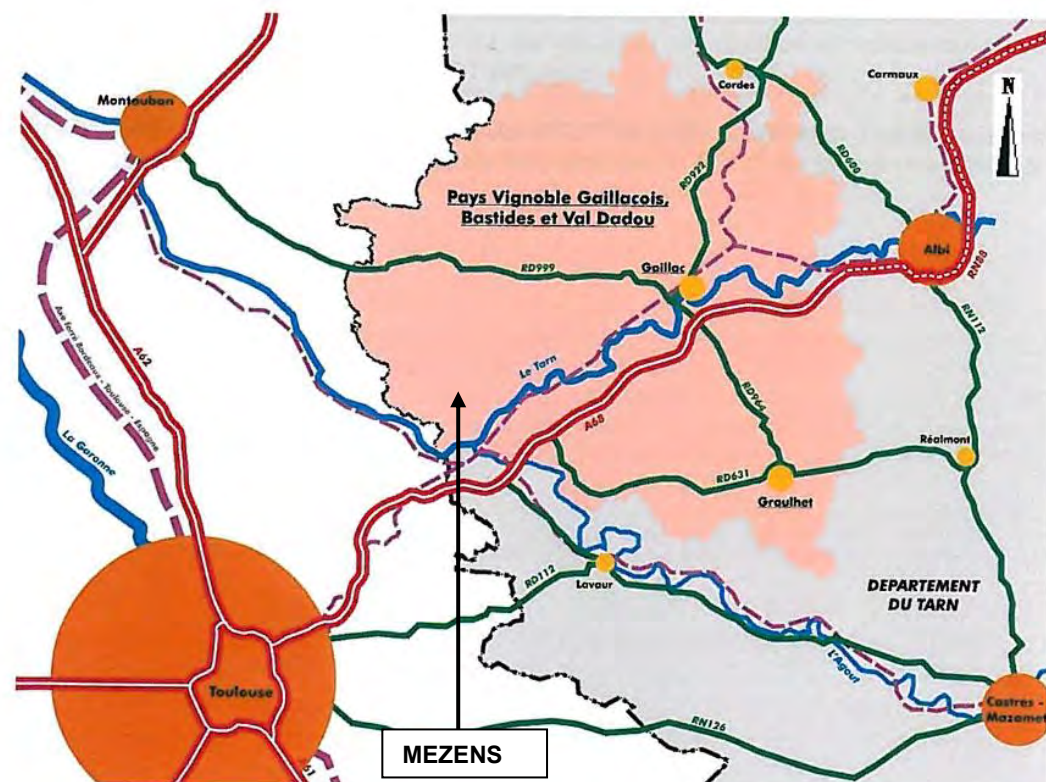


Source : www.gaillac-graulhet.fr

3.2 LE SCOT DU PAYS DU VIGNOLE GAILLACOIS, BASTIDES ET VAL DADOU.

Le territoire communal de Mézens appartient au **Pays du Vignoble Gaillacois, Bastides et Val Dadou**. Composé par les Communautés de Communes de Tarn et Dadou, du Pays Rabastinois, de Salvagnac, de Vère Grésigne ainsi que d'une commune n'appartenant pas à un établissement public de coopération intercommunale. Le Pays se localise en partie Nord-Ouest du Département du Tarn, en limite du Tarn-et-Garonne, de la Haute-Garonne. Il regroupe 63 communes dont la commune de Mézens. À noter que les Communautés de Communes de Salvagnac et Vère-Grésigne ont fusionné le 1^{er} janvier 2013 sous le nom de Communautés de Communes Vère Grésigne / Pays Salvagnacois.

Cadastre général du territoire du SCOT.



Le Document d'Orientations Générales fixe le cadre juridique du Schéma de Cohérence Territoriale et détermine les modalités d'application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

Enjeu n°1 : Espaces naturels, agricoles et forestiers

- Protéger les espaces d'intérêt écologique majeur
- Conforter les réseaux écologiques sur les plateaux et collines agricoles et dans les grandes vallées.
- Entretenir les milieux calcicoles pour préserver leur intérêt.
- Préserver les zones humides et poursuivre les efforts en matière de reconquête de la qualité écologique des rivières.

Enjeu n°2 : Paysages et entrées de ville :

- Protéger les paysages et le patrimoine
- Mettre en valeur les routes et les entrées de ville
- Maîtriser l'organisation des vallées

Enjeu n°3 : Environnement et Risques, la préservation de la ressource en eau

- Garantir la sécurité de l'approvisionnement en eau potable
- Poursuivre l'amélioration des systèmes d'assainissement des eaux usées.

Enjeu n°4 : Environnement et Risques, les objectifs liés à la prévention des risques

- Prévenir le risque d'inondation
- Prévenir le risque de feux
- Prévenir le risque de mouvement de terrain
- Prévenir les risques technologiques

Enjeu n°5 : Environnement et Risques, assurer la santé publique

- Maîtriser les émissions de polluants et de gaz à effets de serre et réduire les consommations énergétiques.
- Prévenir l'exposition des populations aux nuisances sonores

Enjeu n°6 : Grands équilibres du développement

- Les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Enjeu n°7 : Grands équilibres du développement, les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés.

- Le principe d'organisation des extensions urbaines et périurbaines
- Le principe de renforcement et de renouvellement des espaces urbains et des centres bourgs
- Le principe d'organisation qualitative du territoire.

Enjeu n°8 : Mixité dans l'habitat, Les objectifs relatifs à la cohérence entre urbanisation et logements sociaux

- Produire des logements sociaux en corrélation avec la croissance démographique
- Diversifier l'offre de logements
- Renforcer la mixité sociale
- Maîtriser la consommation foncière et les conditions d'urbanisation des extensions urbaines

Enjeu n°9 : Déplacements et transports, les objectifs relatifs à la cohérence entre urbanisation, besoins en déplacements, création de dessertes en transports collectifs.

- Les principes généraux de cohérence entre l'urbanisation et les besoins en déplacements
- La prise en compte des modes de transports collectifs dans les politiques publiques et les pôles de développement.
- Le développement et la promotion des déplacements cyclables
- L'amélioration et la préservation des réseaux routiers structurants du territoire.

- La prise en compte des grands projets d'équipements extérieurs au SCOT, liés aux déplacements.

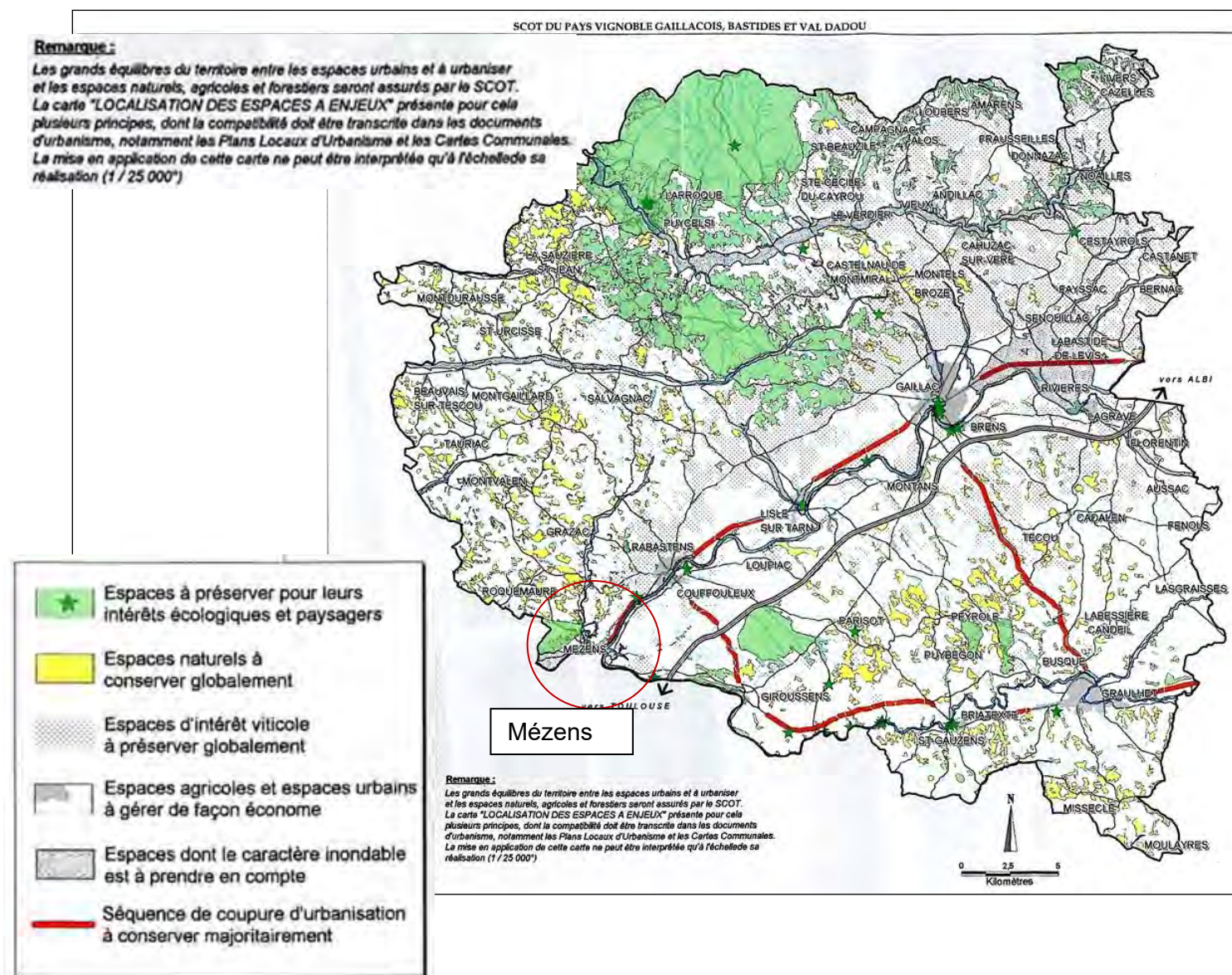
Enjeu n°10 : Les objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces.

- Les zones d'activités
- L'activité commerciale
- Le tourisme

Enjeu n°11 : Les objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal, les grands projets d'équipements et de services.

En annexe du présent diagnostic, se trouve un tableau de synthèse du document d'orientations générales, dans lequel on retrouve pour chaque enjeu les prescriptions et les recommandations qui y sont associées.

Localisation des espaces à enjeux du SCOT. Données : Rapport de Présentation du SCOT du Pays du Vignoble Gaillacois, Bastides et Val Dadou (dossier approuvé mai 2009)



3.3 LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU RABASTINOIS.

Les objectifs fixés dans le PLH sont à prendre en compte lors de l'élaboration du PLU. Une synthèse de ce PLH est réalisée ci-dessous pour mieux cerner les objectifs à atteindre avec le PLU. La CORA a décidé d'élaborer un PLH pour mettre en œuvre les orientations habitat du SCOT, soit :

- Réduire et maîtriser la consommation foncière
- Diversifier l'offre en logements
- Favoriser un nouveau développement urbain

3.3.1 Une offre locative insuffisante

Le territoire intercommunal se compose d'un parc locatif privé cher (de 6,5 €/m² à 9 €/m² en 2007) et pas toujours dans un état de confort suffisant. La part du locatif privé est de 17.2% en 2006. Au contraire, le parc locatif social est très faible. Ainsi, le parc privé joue un rôle social d'accueil des jeunes ménages et des ménages en difficulté.

3.3.2 Une tension immobilière et foncière

Le territoire intercommunal connaît une tension forte jusqu'en 2007, situation qui perdure depuis. Le marché de l'ancien tourne autour de 2000 €/m² pour les appartements et de 2600 €/m² pour les maisons. Un prix de terrain à bâtir oscille entre 50 et 80 €/m². Source PLH de la CORA

45% des transactions réalisées entre 1999 et 2007 ont concerné du foncier agricole destinées à du résidentiel (12 €/m² à 15 €/m²). Les communes ont mis en œuvre des outils de maîtrise qui restent limités avec des documents d'urbanisme sur l'ensemble des territoires (1POS, 1PLU et 5 cartes communales) mais n'offrant pas les mêmes outils. Quelques réserves foncières existent encore pour permettre la réalisation de nouvelles opérations d'habitat.

Le retournement immobilier récent est encore mal appréhendé. On note une baisse du rythme des transactions, l'arrêt de certains projets et une baisse globale des autorisations. Toutefois, en ce qui concerne le prix, la baisse est encore peu perceptible.

3.3.3 Les orientations du PLH de la CORA à prendre en compte dans le présent PLU.

Maîtriser le foncier disponible par :

- La traduction du projet dans les documents d'urbanisme.
- La mise en œuvre d'une politique d'acquisitions foncières.

Diversifier l'offre de logements en favorisant :

- De nouvelles formes urbaines
- De nouveaux modes de production de l'habitat (opérations mixtes, opérations d'aménagement)
- un développement de l'offre locative sociale dans un cadre concerté avec les opérateurs

Intervenir sur l'habitat existant afin de :

- Favoriser la remise sur le marché des logements vacants
- Améliorer les conditions de logement des ménages, notamment fragiles.
- Mettre en place un portage technique et politique du PLH et un partenariat efficace.

3.3.4 Les objectifs de production

Afin de répondre à certains des objectifs cités ci-dessus, le PLH de la Communauté de Communes du Rabastinois a défini des objectifs de productions de production de logements et de consommation de foncier. Le PLH prévoit donc la construction de 153 logements par an pour une consommation

moyenne de 960 m² par logement réalisé en extension urbaine. Depuis la dernière modification du PLH, la commune de Mézens n'a plus l'obligation de produire des logements sociaux.

3.3.5 Autres perspectives : réalisation d'une étude foncière habitat

L'objectif de cette étude est

- d'accompagner les projets des communes (y compris l'élaboration de documents d'urbanisme) en assurant la cohérence du développement intercommunal et la prise en compte des diversités territoriales.
- De définir les outils communautaires et d'affiner les outils communaux

Les collectivités pourront s'appuyer sur cette étude pour connaître :

- Où produire (identification des fonciers stratégiques)
- Combien et quels types de logements (définition de programmations territorialisées)

Enfin l'étude permettra :

- o La définition des outils communautaires : règlement d'intervention du FIF-H, des aides au logement social, des aides abus opérations d'intérêt communautaire...
- o L'élaboration d'une boîte à outils pour les communes
- o Une démarche partenariale avec les opérateurs, publics et privés, de l'habitat et de l'aménagement.

3.3.6 Le développement de l'offre locative sociale

Actuellement, la demande sur le territoire se compose d'une trentaine de demandeurs en stock, souvent de petits et de jeunes ménages. Il est donc nécessaire d'avoir une vision plus fine et localisée de la demande, à la fois quantitativement et qualitativement.

Pour répondre à cet enjeu, le PLH prévoit une production sur l'ensemble du territoire :

- o 80 lots à Rabastens, 60 à Couffoulex, 30 à Giroussens durant la validité du PLH.
- o 12 sur chacune des 4 autres communes dont **Mézens**

Par ailleurs, le PLH différencie les types d'offres à développer par territoire :

- o Neuf ou acquisition-Amélioration
- o Taille des opérations, types de logements.

3.4 LE PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL DU TARN

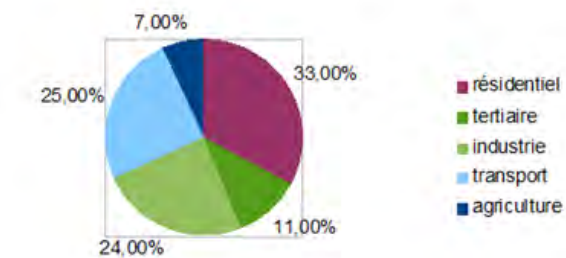
3.4.1. Le profil énergie-climat du Tarn

Le diagnostic, réalisé de Mai à Novembre 2011 par le Conseil général du Tarn, a permis de construire le profil énergie-climat du Tarn.

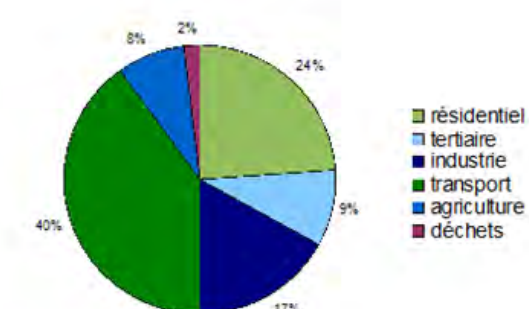
Dans le volet atténuation, s'intéressant aux émissions de gaz à effet de serre, à la consommation et la production d'énergie sur le territoire tarnais, de grands enjeux sont apparus : le bâti public économe, la lutte contre la précarité énergétique, l'aménagement du territoire, les transports...

Le volet adaptation au changement climatique s'est attaché à étudier les impacts possibles du changement climatique sur le département sans restriction par rapport aux compétences du fait de la complexité de la thématique. Les grands enseignements sont le manque de connaissance sur les impacts locaux et la nécessité d'intégrer une vigilance face à ce phénomène. Le Plan Climat Territorial (PCET) adopté en juin 2012 par le conseil général du Tarn a fait un bilan de la consommation énergétique sur le territoire et des émissions de gaz à effet de serre :

répartition des consommations d'énergie par secteur



Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur



Ainsi, les secteurs du transport et du résidentiel/tertiaire sont les plus émetteurs en Gaz à Effet de Serre (GES) sur le département.

3.4.1 Les grands enjeux

La synthèse des rencontres « énergie-climat » associées au diagnostic a permis d'identifier 4 grands enjeux comme piliers du programme d'action du PCET.

Enjeu 1 - Performance énergétique des bâtiments et des transports

Enjeu 2 - Aménagement du territoire et lutte contre le changement climatique, notamment au travers de la gestion de la ressource en eau, la protection de la biodiversité et l'accompagnement des filières climato-dépendantes.

Enjeu 3 - Adaptation au changement climatique

Enjeu 4 - Mobilisation des acteurs pour atteindre les objectifs du PCET

Les objectifs du PCET du Tarn :

« 3 fois 20 »

Comme tout programme d'action en faveur de lutte contre le changement climatique le PCET du Tarn reprend les objectifs européens.

- Réduire de 20% la consommation d'énergie d'ici 2020
- Réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à leur niveau de 1990
- Porter à 23% la part d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale d'ici 2020

Ainsi, concrètement à l'échelle du PLU, la lutte contre le changement climatique est un enjeu important qui passe d'abord par une réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) :

□ En recherchant la **sobriété énergétique**, consistant à réduire les gaspillages et consommations en changeant nos comportements individuels et sociétaux,

□ En améliorant l'**efficacité énergétique**, c'est-à-dire en ayant recours à des technologies qui réduisent les consommations d'énergie à service rendu équivalent,

□ En développant les **énergies renouvelables**, qui ont un faible impact sur notre environnement.

Aussi, le PLU se doit d'intégrer de nouvelles orientations pour la maîtrise énergétique et l'atténuation au changement climatique au travers notamment des leviers d'action suivants :

- agir sur l'aménagement du territoire pour réduire les déplacements induits en favorisant une urbanisation mixte et dense en favorisant les déplacements de proximité.
- développer les offres alternatives au véhicule particulier,
- développer le report modal vers les modes plus respectueux de l'environnement
- promouvoir la production des énergies renouvelables,
- encourager la réhabilitation du parc résidentiel et tertiaire existant, notamment pour lutter contre la précarité énergétique.
- soutenir la structuration des filières professionnelles ancrées dans les territoires pour favoriser l'économie de proximité (agriculture, éco-construction, forêt, tourisme, ...).
- encourager une évolution des activités touristiques en visant une meilleure maîtrise de l'énergie et la diminution des émissions de gaz à effet de serre.
- intégrer les évolutions des risques naturels liées au changement climatique dans les documents d'urbanisme, afin de protéger les populations et les biens en limitant l'urbanisation de ces zones à risques (inondations, RGA, zones forestières),
- pérenniser la capacité d'adaptation de la biodiversité par la mise en œuvre des trames verte et bleue
- préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques en anticipant les conflits d'usage
- renforcer les objectifs en matière de consommation d'espace
- adapter les filières économiques climato-dépendantes (les filières touristique, agricole et forestière).

3.5 LE SDAGE ADOUR-GARONNE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour Garonne (2016-2021) devra être pris en compte pour la gestion de l'eau et des réseaux naturels.

➤ **ORIENTATION A : CRÉER LES CONDITIONS DE GOUVERNANCE FAVORABLES À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DU SDAGE**

- Optimiser l'organisation des moyens et des acteurs
- Mieux connaître, pour mieux gérer
- Développer l'analyse économique dans le SDAGE
- Concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire

➤ **ORIENTATION B : RÉDUIRE LES POLLUTIONS**

- Agir sur les rejets en macropolluants et micropolluants
- Réduire les pollutions d'origine agricole et assimilée
- Préserver et reconquérir la qualité de l'eau pour l'eau potable et les activités de loisirs liées à l'eau
- Sur le littoral, préserver et reconquérir la qualité des eaux Des estuaires et des lacs naturels

➤ **ORIENTATION C : AMÉLIORER LA GESTION QUANTITATIVE**

- Mieux connaître et faire connaître pour mieux gérer
- Gérer durablement la ressource en eau en intégrant Le changement climatique
- Gérer la crise

➤ **ORIENTATION D : PRÉSERVER ET RESTAURER LES FONCTIONNALITÉS DES MILIEUX AQUATIQUES**

- Réduire l'impact des aménagements et des activités sur les milieux aquatiques
- Gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau, la continuité écologique et le littoral
- Préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau
- Réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation

3.6 SCHÉMA RÉGIONAL CLIMAT AIR ENERGIE

La Région en partenariat avec l'État a élaboré un Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) afin de mener une action cohérente dans le domaine du climat, de l'air et de l'énergie sur tout le territoire.

Le SRCAE doit permettre notamment de décliner les engagements nationaux et internationaux à l'horizon 2020, en tenant compte des spécificités et enjeux locaux.

En Midi-Pyrénées, près de 300 structures ont contribué à l'élaboration du SRCAE : collectivités locales, entreprises, socioprofessionnels, associations, institutions.... Le co-pilotage État - Région a été mené dans une démarche de partage des diagnostics, des analyses et des orientations. L'ensemble du document a été ensuite largement approuvé dans le cadre de la consultation publique, dans laquelle citoyens et acteurs de Midi-Pyrénées ont été conviés à s'exprimer ; en particulier plus de 3000 organismes ont été sollicités pour formuler un avis.

Ce schéma fixe 5 objectifs stratégiques à l'horizon 2020, concernant :

- La réduction des consommations énergétiques,

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- Le développement des énergies renouvelables,
- De la qualité de l'air,
- L'adaptation au changement climatique.

Ainsi, sont notamment visées une réduction de 15% des consommations énergétiques dans le secteur du bâtiment de 10% dans les transports, ainsi qu'une augmentation de 50% de la production d'énergies renouvelables. Ces objectifs sont déclinés en 48 orientations thématiques. Ce schéma constitue une première étape de la stratégie régionale en matière de climat-air-énergie à l'horizon 2020. Sa mise en œuvre concertée est aujourd'hui l'affaire de tous. La Région Midi-Pyrénées y contribue en particulier au travers de son Plan 2011-2020 Midi-Pyrénées Énergies.

3.7 LE SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE DE MIDI-PYRÉNÉES

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) constitue la déclinaison concrète de la Trame Verte et Bleue au niveau régional¹.

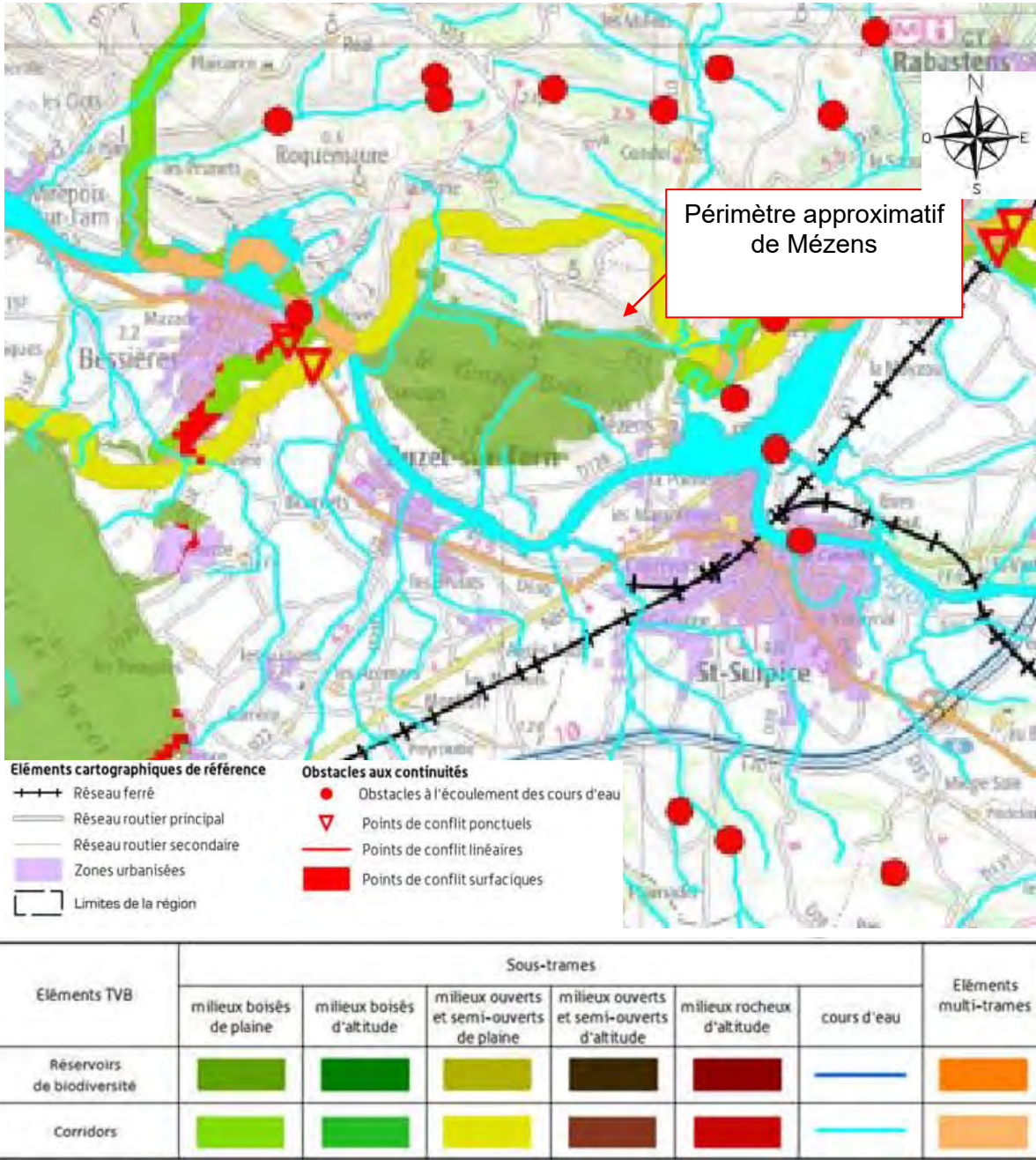
Il définit les grands réservoirs de biodiversité ainsi que les corridors écologiques au niveau régional.

Le travail de la présente étape consiste à étudier, intégrer et transposer les données du SRCE (échelle 1/100 000^{ème}) à l'échelle du territoire, soit à une échelle 1/10 000^{ème}.

L'approche d'étude du SRCE est la suivante :

- Analyse de la TVB au niveau régional ;
- Transposition de la TVB du SRCE au niveau local ;
- Affinage de la TVB du SRCE à l'échelle 1/10 000.

L'objectif de cette sous-étape est d'intégrer en tant qu'éléments de cadrage les données du SRCE disponibles et utiles et être conforme à l'article L.371-3 du Code de l'Environnement.



Données au SRCE au droit du secteur de Mézens (Source : SRCE Midi Pyrénées, 2013)

Ce document de référence est pris en compte dans le cadre de la réflexion à l'échelle de la commune de la définition de la trame verte et de la trame bleue (voir ci-après la partie relative à l'état initial de l'environnement).

3.8 OBLIGATION POUR LE PLU DE CONFORMITÉ OU NON AVEC LES DOCUMENTS SUPRA COMMUNAUX

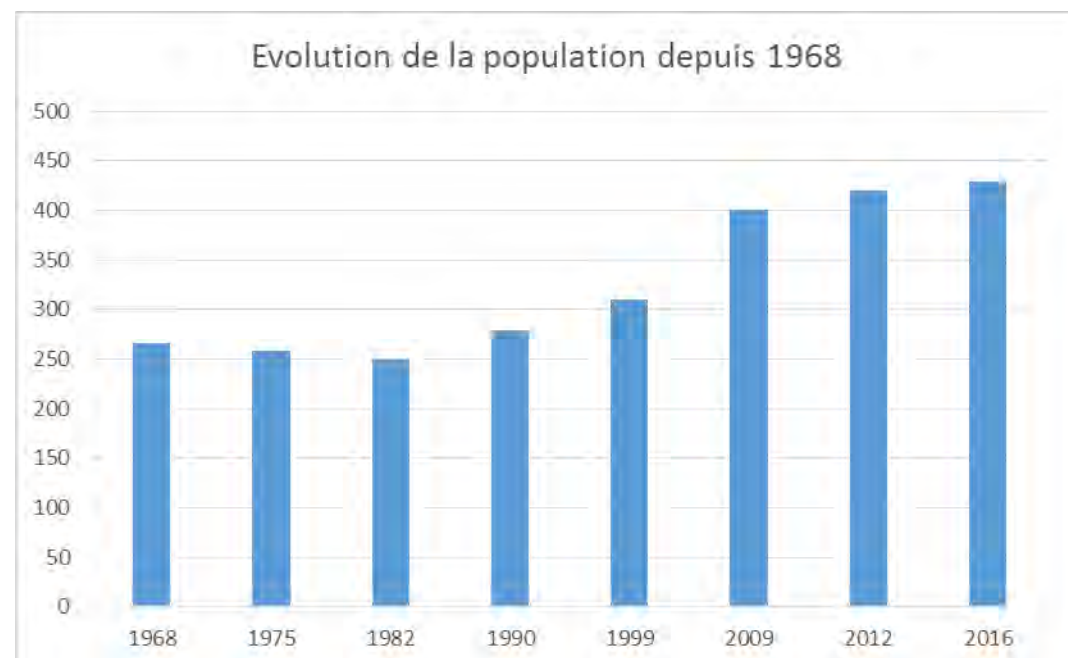
La loi ALUR du 24 Mars 2014 a modifié l'article L131-1 et suivants, en renforçant le SCoT intégrateur qui devient l'unique document de référence quand il existe pour les PLU. Le SCoT est par ailleurs intégrateur des documents supérieurs que sont les SDAGE et SAGE notamment.

¹ Conformément à la procédure en vigueur, le PLU a fait l'objet d'une demande d'évaluation environnementale au cas par cas auprès de la DREAL. Sur la base du dossier transmis et compte tenu du projet communal, la DREAL a considéré que le PLU de Mézens devait faire l'objet d'une évaluation environnementale renforcée au titre du code de l'urbanisme.

ANALYSE THEMATIQUE DE LA COMMUNE

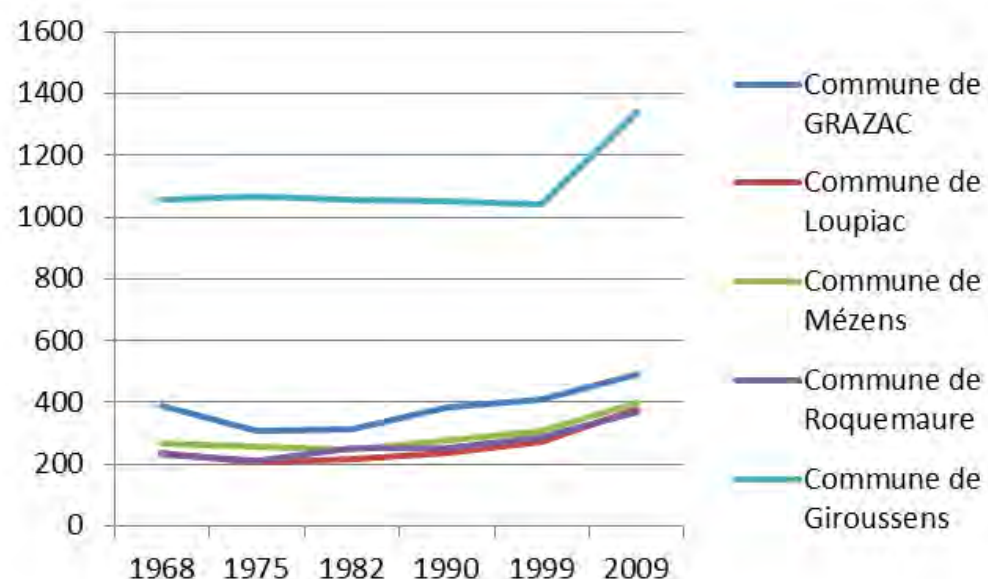
1 LA DÉMOGRAPHIE

1.1 ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE (INSEE ET DONNÉES COMMUNALES 2016)



En 2016, la population communale comptait 426 habitants en augmentation. Depuis 1982 la situation de Mézens traduit bien la dynamique démographique du territoire intercommunal avec une augmentation de 58% en quarante ans, soit un gain de 135 personnes. À noter que cette croissance est plus forte sur la dernière période intercensitaire avec 91 habitants supplémentaires en 10 ans. Cette tendance démographique positive continue avec en 2012 420 habitants, soit une croissance de 4.5% sur 3 années.

Toutefois, le territoire communal a connu une période de baisse (1975-1982) avec 9 habitants de moins qui peut avoir pour cause une variation d'un des soldes démographiques (solde naturel ou solde migratoire).

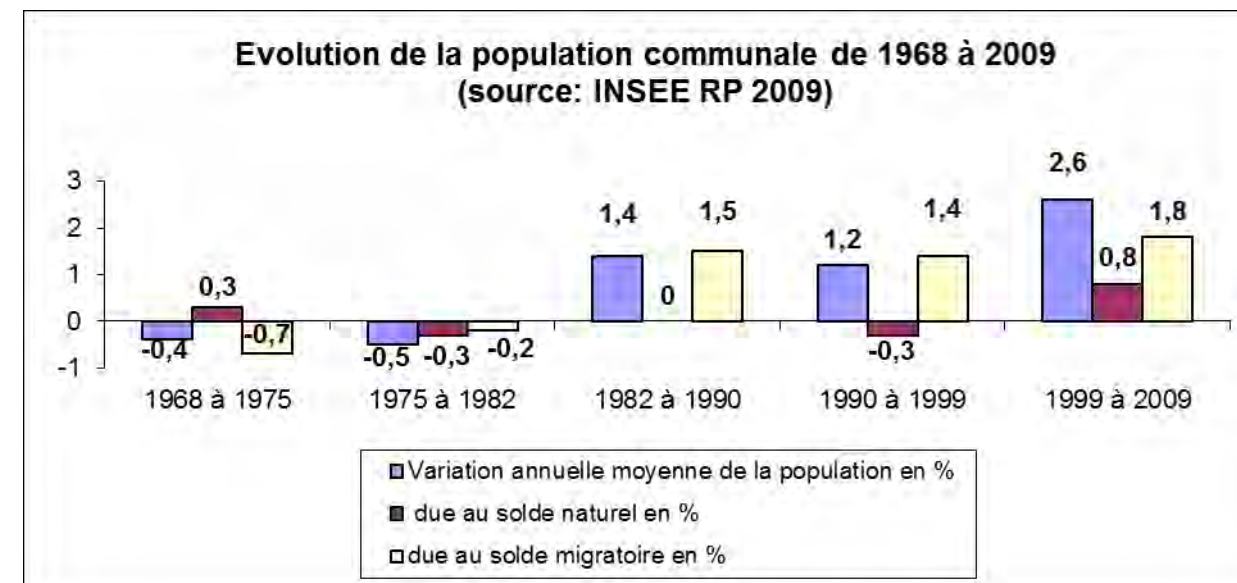


L'évolution démographique de Mézens n'est pas contradictoire avec celle observée sur la Communauté de Communes du Rabastinois. En effet, les autres communes rurales du Rabastinois connaissent la même tendance avec une augmentation de leur population depuis les années 80 et une forte poussée sur la dernière période intercensitaire.

Cette évolution positive démontre l'attractivité du territoire de la CORA pour de nouvelles populations, qui s'explique par la position stratégique entre deux pôles urbains, Toulouse et Albi.

1.2 ÉVOLUTION DES SOLDES DÉMOGRAPHIQUES (INSEE2009 + DONNÉES COMMUNALES 2012)

La croissance démographique communale s'explique par un solde migratoire positif et élevé depuis 1982 et un solde naturel qui redevient positif à partir de 1999.



Entre 1968 et 1982, la commune a connu une baisse sensible de sa population. Ce n'est qu'à partir des années 1980 que la population communale a augmenté. La forte évolution du solde migratoire sur la période 1982-2009 outre la confirmation de l'attractivité de la commune de Mézens pour des populations nouvelles extérieures, laisse présager une tension sur l'offre de logements disponibles sur le territoire communal, avec des conséquences plus ou moins importantes pour l'aménagement communal.

Cette migration est liée à plusieurs facteurs :

- Aspiration à la maison individuelle, et Mézens dispose d'un atout indéniable avec du foncier disponible.
- Recherche d'un coût de foncier accessible et d'une fiscalité acceptable qui font des communes rurales comme Mézens, un lieu attractif
- Des infrastructures routières nouvelles qui confèrent à Mézens une grande proximité avec Albi et Toulouse, les deux pôles urbains principaux.

Par ailleurs, l'évolution positive du solde naturel sur la dernière période intercensitaire montre que la commune de Mézens accueille de jeunes ménages en âge d'avoir des enfants, facteur de renouvellement de la population communale. De plus, un taux de natalité plus important que le taux de mortalité engendre également un rajeunissement de la population, ce qui accentue le renouvellement démographique à l'échelle communale.

Sur la période 2009-octobre 2012, l'évolution du solde naturel reste favorable avec un équilibre entre le nombre de naissance et de décès sur cette période comme le montre le tableau ci-après.

Année	Nombre de naissances	Nombre de décès
2009	4	3
2010	4	3
2011	3	5
2012 (données octobre 2012)	4	5
Total	15	16

Source : données communales

À noter que la forte variation annuelle moyenne de la population (2.6% sur la période 1999-2009) est très importante pour une commune de l'échelle de Mézens, ce qui engendre des besoins en termes d'équipements et d'infrastructures pour accompagner cette croissance.

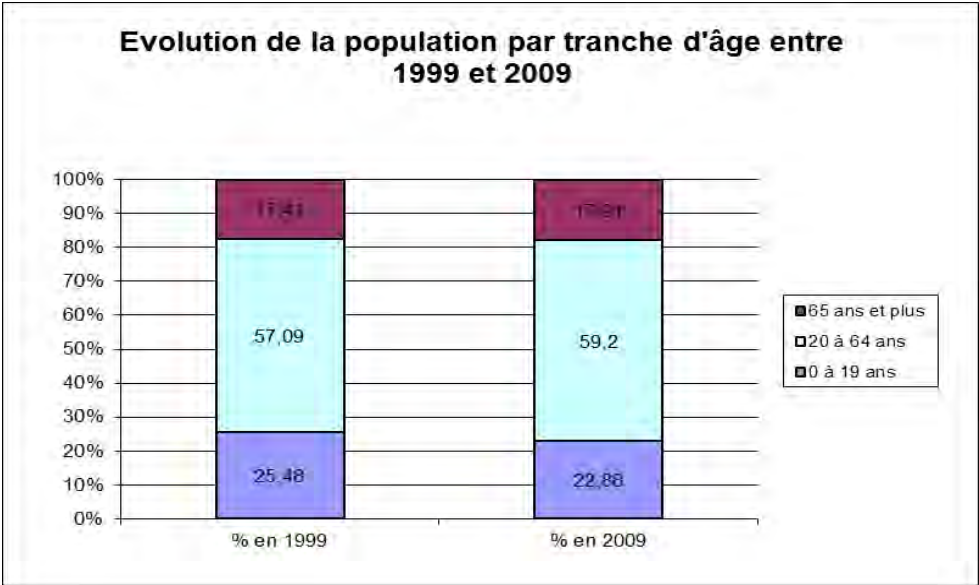
Dans le cadre du Plan Local d'urbanisme, une réflexion sur cette croissance démographique annuelle moyenne a été menée, en cohérence avec les objectifs du PLH et du SCOT, deux documents supracommunaux.

L'installation des ménages sur Mézens traduit bien l'attractivité du territoire communal avec 10,8% des ménages qui se sont installés il y a moins de deux ans (données 2009). Bien que les ménages installés depuis plus de 10 ans sur la commune soient majoritaires, l'écart entre « les anciens et les nouveaux » ménages se resserre. En effet, les ménages qui ont emménagé récemment représentent 44,6% pour 55,6% pour les ménages installés depuis plus longtemps.

Les évaluations municipales, entre 2009 et 2012, confirment cette tendance avec l'arrivée de nouveaux ménages sur le territoire communal. Cette situation présente un avantage pour la commune de Mézens favorisant un renouvellement de sa population, facteur de dynamisme pour une collectivité.

1.3 ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE PAR CLASSE D'ÂGE (INSEE, RECENSEMENT 2009)

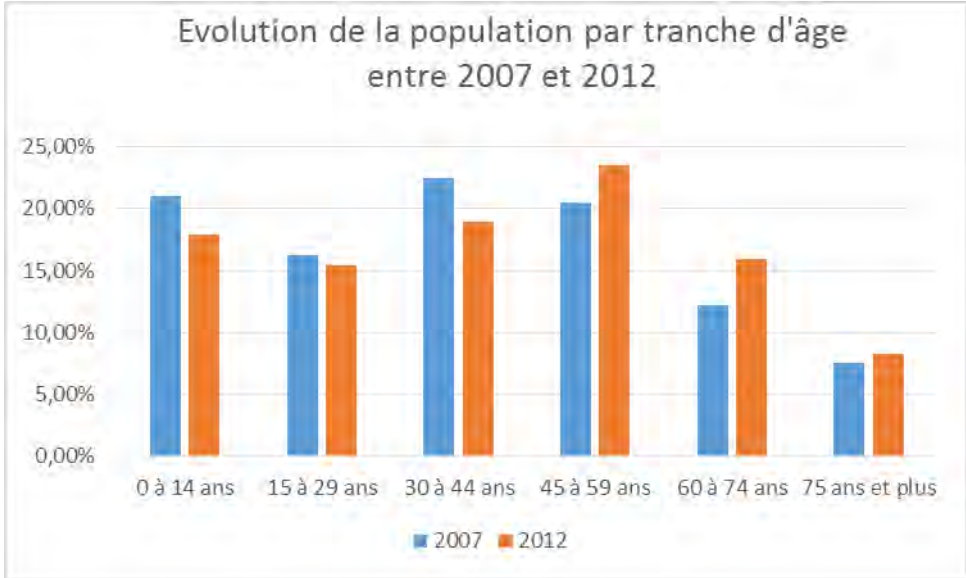
Une analyse plus précise de l'évolution des classes d'âge sur Mézens traduit un rajeunissement de la population sur la période 1999-2009.



En effet, sur la dernière période intercensitaire, la classe d'âge des 20-64 ans est en augmentation (+2.1%) ce qui confirme le rajeunissement de la population communale. Ce constat s'explique notamment par la tendance au niveau national avec une accession au premier logement de plus en plus tard, du fait notamment de la poursuite d'études, mais aussi par la nécessité d'avoir des ressources financières suffisantes pour les primo-accédant.

En parallèle, La tranche d'âge 0-20 ans est en diminution sensible (-2.6%) entre 1999 et 2009.

Au contraire, la part des 65 ans et plus reste stable sur la dernière période intercensitaire (+0.5%).



(Source INSEE)

Comme l'illustre le diagramme ci-dessus, les phénomènes observés sur la première décennie des années 2000 sont à reconsidérer partiellement sur les dernières années (2007-2012), car on peut observer une certaine augmentation des plus de 45 ans.

1.4 FISCALITÉ DE LA COMMUNE

En 2010, la commune de Mézens a réalisé un excédent brut de fonctionnement de 18 000 €

Les opérations de financement :

Le total des produits de fonctionnement représente 388 €/hab.

Le total des charges de fonctionnement représente 336 €/hab.

On obtient donc un résultat comptable de 53 €/hab.

Les opérations d'investissement :

Total des ressources d'investissement = 287 €/hab.

Total des emplois d'investissement = 209 €/hab.

On obtient donc un besoin ou une capacité de financement de la section d'investissement de -78€/hab.

Soit un résultat d'ensemble de 53 €/hab.

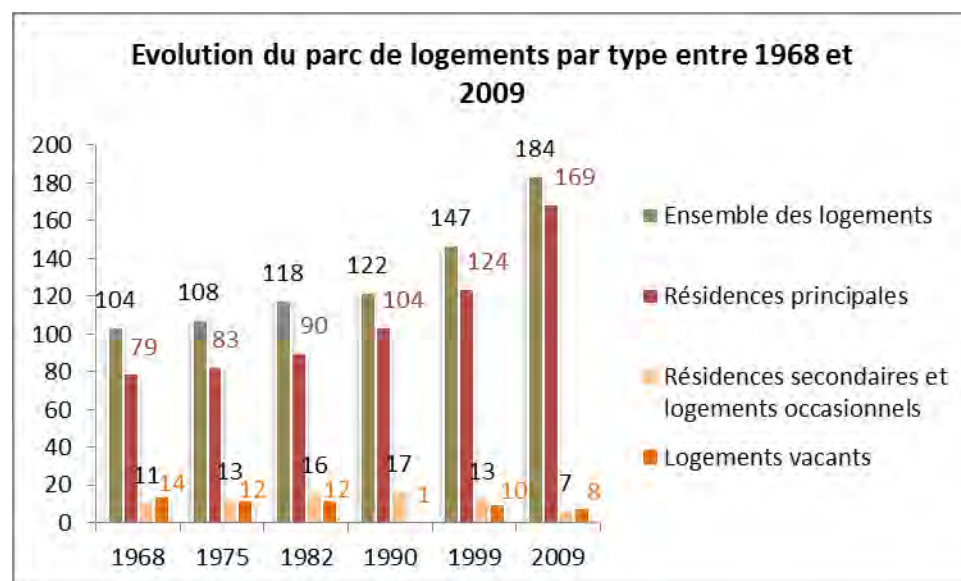
Les fonds de roulement représentent 236 €/hab.

Ce fond de roulement étant positif, la commune a à priori la capacité d'investir. Elle bénéficie donc d'une marge de manœuvre relativement importante en termes d'investissement étant donné qu'elle est déjà endettée à hauteur de 20 €/an/hab.

2 L'HABITAT

2.1 RÉPARTITION QUANTITATIVE DES LOGEMENTS PAR CATÉGORIES (INSEE, RGP 2009)

Le parc de logements total sur Mézens croît au cours de la période 1968-2009, présentant une tendance similaire à l'évolution de la population communale. En 2009, la commune comptait 184 logements, en progression de 76% depuis 1968.



L'augmentation du parc de logements profite essentiellement au nombre de résidences principales qui confirme l'attractivité de Mézens pour de nouvelles populations. Le parc de résidences principales a augmenté de 53% sur la même période, confirmant la vocation résidentielle du territoire communal. Parallèlement, le nombre de logements vacants et le nombre de résidences secondaires diminue sur la dernière période intercensitaire traduisant une reprise des logements existants et un changement de destination. Toutefois en 2009, il reste un potentiel de logements à valoriser pour des résidences principales et qui pourrait répondre en partie aux nouvelles demandes d'installation sur Mézens.

L'évolution du parc total de logements sur Mézens suit les mêmes tendances que plusieurs autres communes de la CORA. Ce constat démontre une certaine pression sur ce secteur du département, qui peut s'expliquer par la proximité de pôles urbains et d'axes de communication d'intérêt régional.

Les données du recensement général de la population de 2012, rendues accessibles en 2015, indiquent une quasi-stagnation par rapport aux données de 2009. Ainsi en 2012, il convient de retenir les éléments suivants :

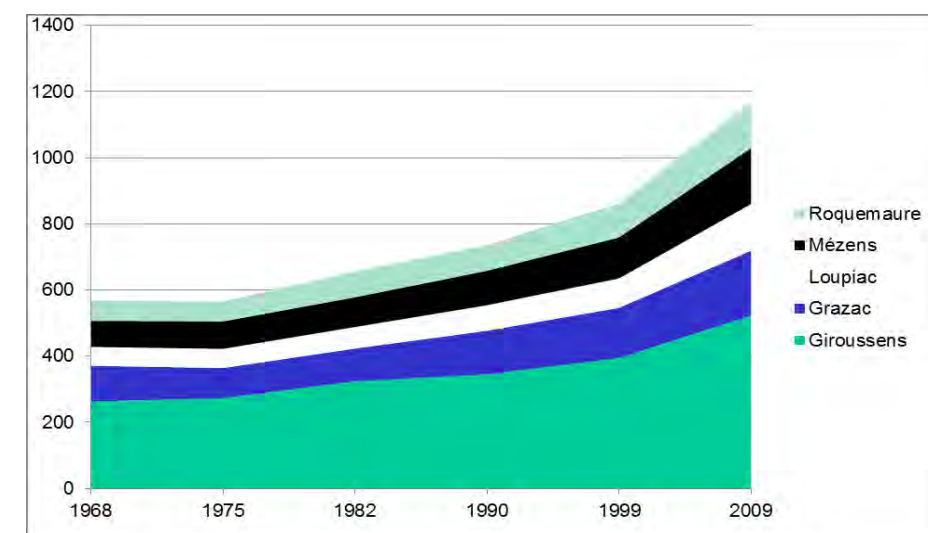
Ensemble des logements 182

Résidences principales 169

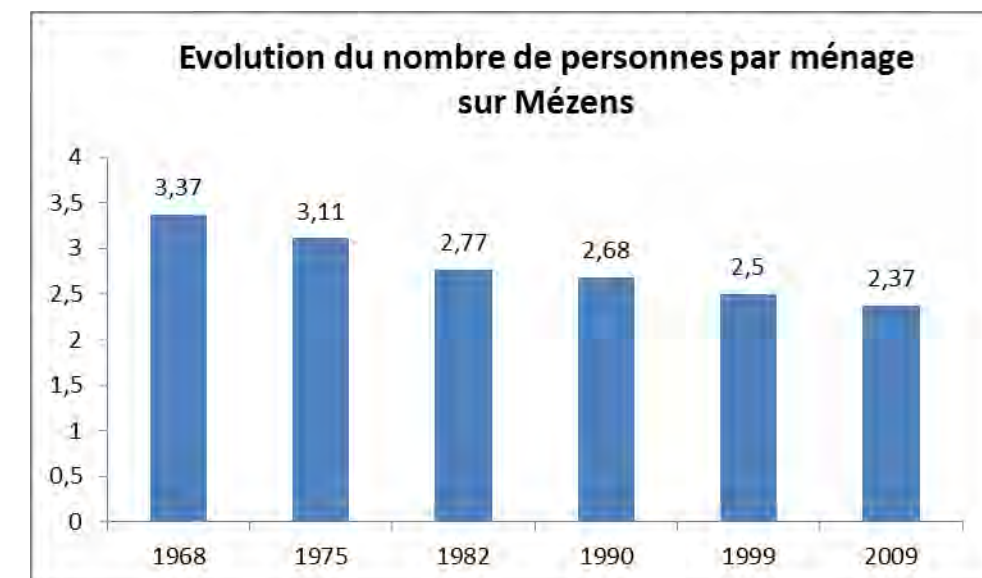
Résidences secondaires et logements occasionnels 6

Logements vacants 7

Évolution du nombre de logements durant la période 1968 – 2009 sur les communes de Roquemaure, Loupiac, Mézens, Grazac et Giroussens.



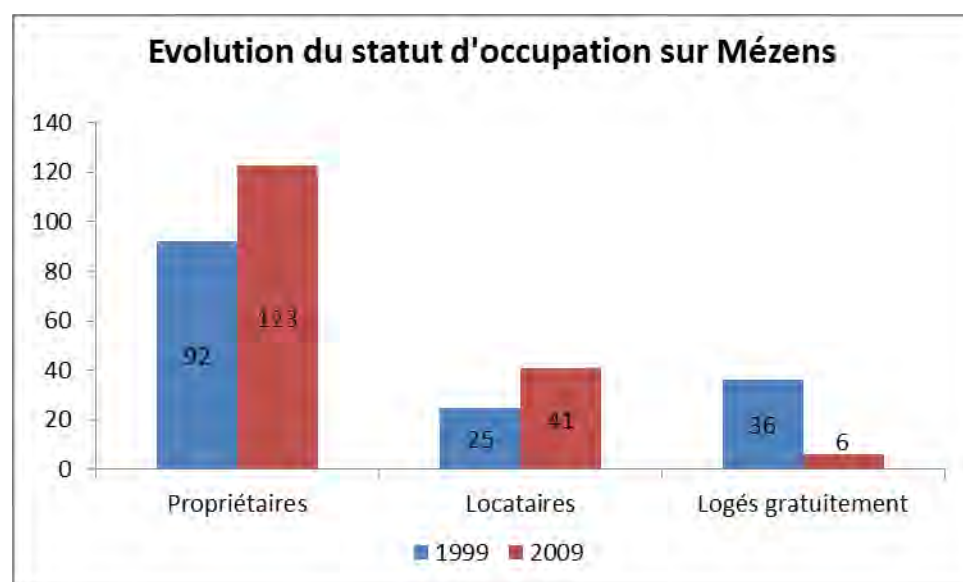
Une analyse de la composition des ménages montre une baisse du nombre de personnes sur la période 1968-2009, pour atteindre 2.37 habitants par logement (contre une taille des ménages de 2.4 habitants en 2011 sur l'ensemble du territoire de la CORA). Bien que la commune présente une tendance négative, la situation communale reste plus favorable qu'au niveau national (2.2 personnes par ménage).



La baisse du nombre moyen de personnes par ménage s'explique par le phénomène de décohabitation (chaque génération dispose de son logement) et par l'augmentation du nombre de familles monoparentales. Cette situation caractérise l'ensemble du territoire national. En ce qui concerne Mézens, cette tendance est complétée par l'accueil de jeunes ménages parfois sans enfants et un nombre de seniors relativement important (18% de la population totale communale).

2.2 CARACTÉRISTIQUE DES RÉSIDENCES PRINCIPALES ET STATUT D'OCCUPATION

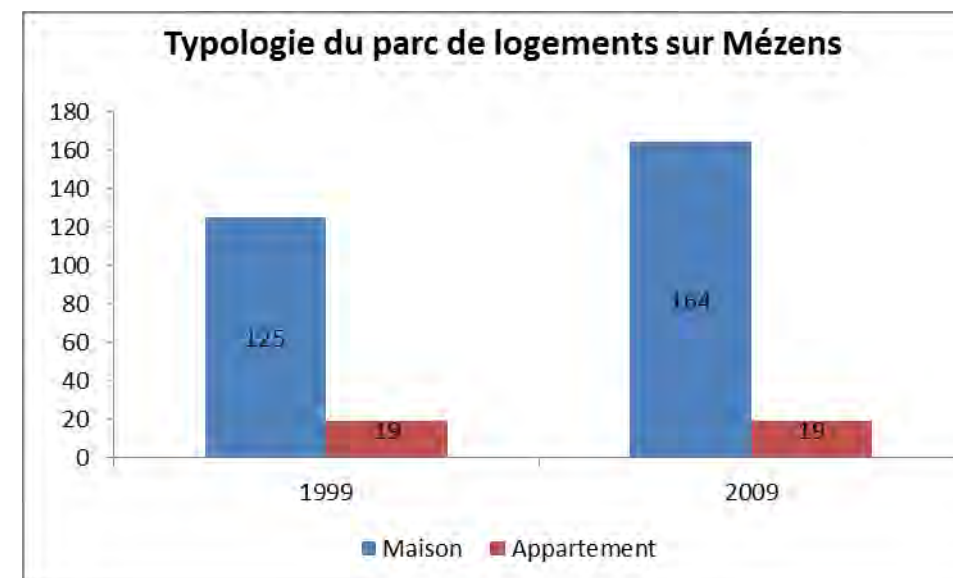
À l'image de la plupart des communes rurales, Mézens présente une majorité de propriétaires occupant.



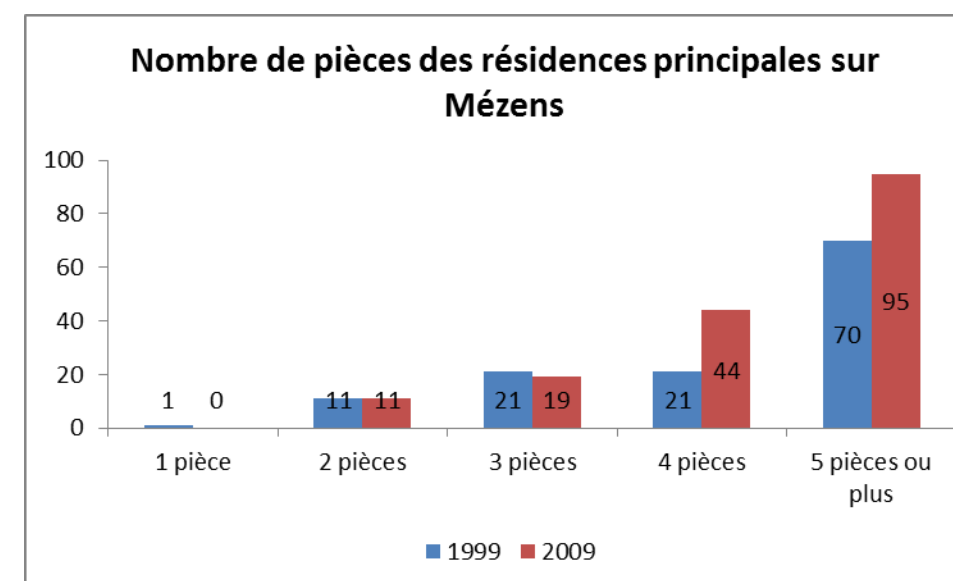
Le nombre de propriétaires est en augmentation au cours de la dernière période intercensitaire, situation similaire au contexte national. Sur la même période, le nombre de locataires est en augmentation, mais leur part subit une légère baisse par rapport au nombre total de résidences principales. La production de logements sur la commune s'effectue plus en faveur des propriétaires que des investisseurs.

Enfin, la part des personnes logées gratuitement est en forte baisse, résultat du phénomène de décohabitation, visible à l'échelle nationale.

Le parc de logements sur la commune se caractérise par une majorité de maisons individuelles, situation caractéristique d'une commune rurale de l'échelle de Mézens. Le nombre d'appartements se stabilise au cours de la même période. Ces dernières années, la production de logements sur Mézens s'est uniquement effectuée sous la forme d'habitat individuel, ce qui favorise une consommation de foncier plus important et un étalement urbain.



De même, la production de ces dernières années a privilégié la réalisation de grands logements (majoritairement 4, 5 pièces et plus). Cette situation s'explique par l'accueil de familles sur Mézens qui nécessite donc de grands logements. À cela s'ajoute la tendance que les ménages français veulent des logements de plus en plus grands, mais aussi par la réhabilitation de bâtiments, autrefois à vocation agricole, qui présentent des superficies importantes.



Les données du recensement INSEE de 2012 indiquent absolument aucune évolution significative par rapport à 2009.

2.3 AUTORISATIONS D'URBANISME ET CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS DÉLIVRÉS AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES.

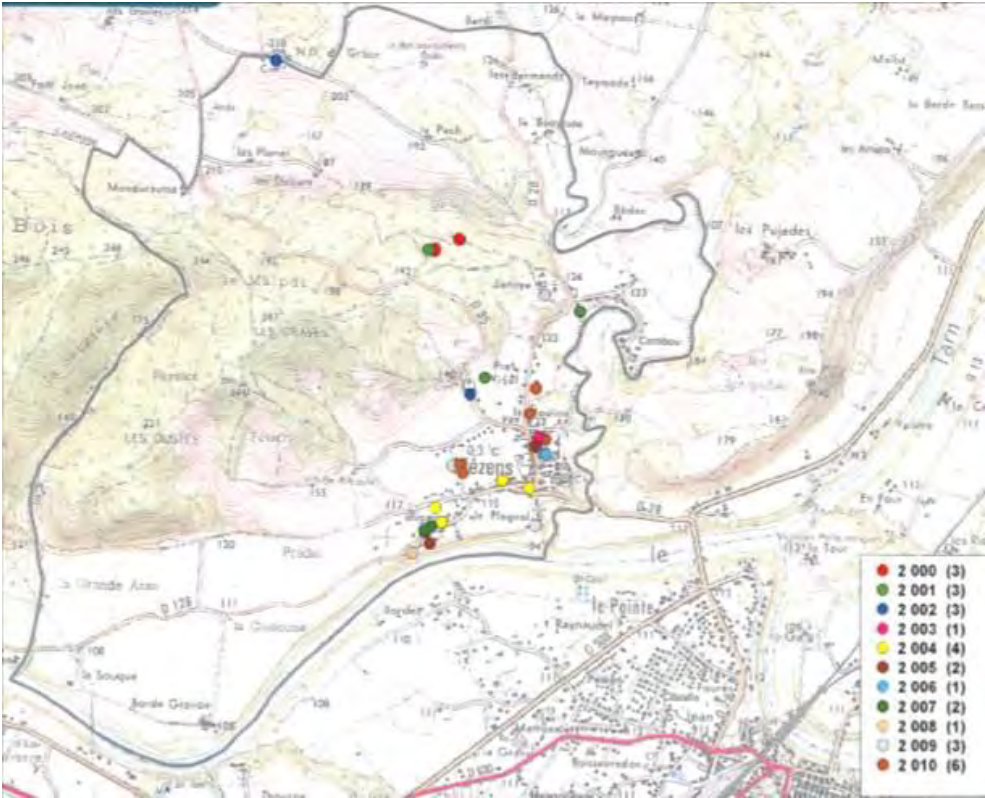
Depuis 2000, Mézens a connu plusieurs autorisations d'urbanisme qui ont fait évoluer le tissu bâti de la commune. Ainsi, 68 autorisations d'urbanisme ont été accordées entre 2000 et 2011. Les tableaux ci-dessous montrent l'évolution des autorisations d'urbanisme depuis 2000.

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Certificat d'urbanisme	0	0	3	5	1	3	4	1
Permis de construire Logement	3	3	3	1	4	2	1	2
Permis de construire agricole	0	0	1	0	0	0	0	0
Permis de construire activité	0	0	0	0	0	0	0	0
Permis de lotir	0	0	0	0	0	0	0	1
Déclaration préalable	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	3	7	6	5	5	5	4

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Certificat d'urbanisme	0	5	3	3	0	0	0	0	28
Permis de construire Logement	1	3	6	0	15	4	6	3	57
Permis de construire agricole	0	0	2	0	0	0	1	0	4
Permis de construire activité	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Permis de lotir	0	0	1	0	0	0	0	0	2
Déclaration préalable	1	1	1	2	0	0	0	0	5
Total	2	11	12	5	15	4	7	3	97

En moyenne, Mézens voit entre 3 et 5 autorisations d'urbanisme par an, qui sont essentiellement des certificats d'urbanisme ou des permis de construire. À noter que certaines années, le nombre d'autorisations d'urbanisme double. Ainsi, en 2010 et en 2011, Mézens a vu respectivement 11 et 12 autorisations d'urbanisme délivrées. Ces autorisations d'urbanisme bénéficient principalement à la production de logements (29 projets). Ce constat confirme l'attractivité de la commune pour de nouveaux résidents, ce qui engendre inévitablement une consommation de foncier avec la réalisation de constructions individuelles.

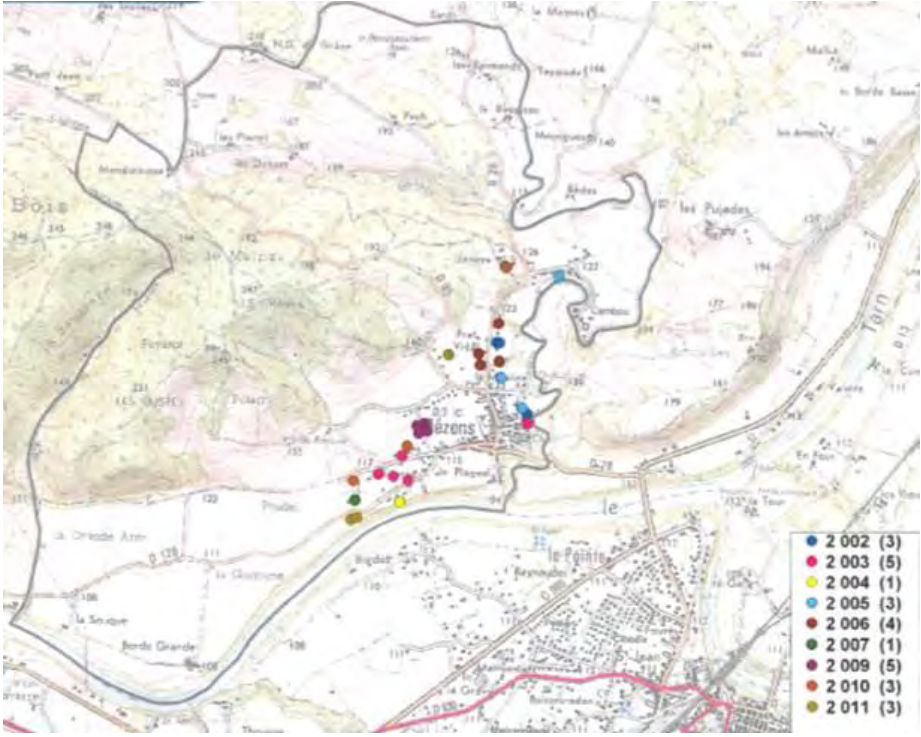
Localisation des permis accordés pour des logements



Source : Porter à Connaissance de l'État

Les nouveaux logements construits sur Mézens se concentrent sur le bourg, même si on note une tendance à l'étalement urbain en direction du Sud (5 constructions) ainsi que le long de la RD28 (2 constructions). Le hameau de Janoye voit également la réalisation d'une nouvelle construction. Si on regarde également la localisation des certificats d'urbanisme et des permis de lotir, la tendance à l'étalement urbain vers le Sud est confirmée. En marge de ces données statistiques, il est à souligner que la zone constructible n'a pas bouger sur les 10 dernières années, aussi il n'y a pas eu de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Localisation des certificats d'urbanisme



Source : Porter à Connaissance de l'État
Localisation des permis de lotir



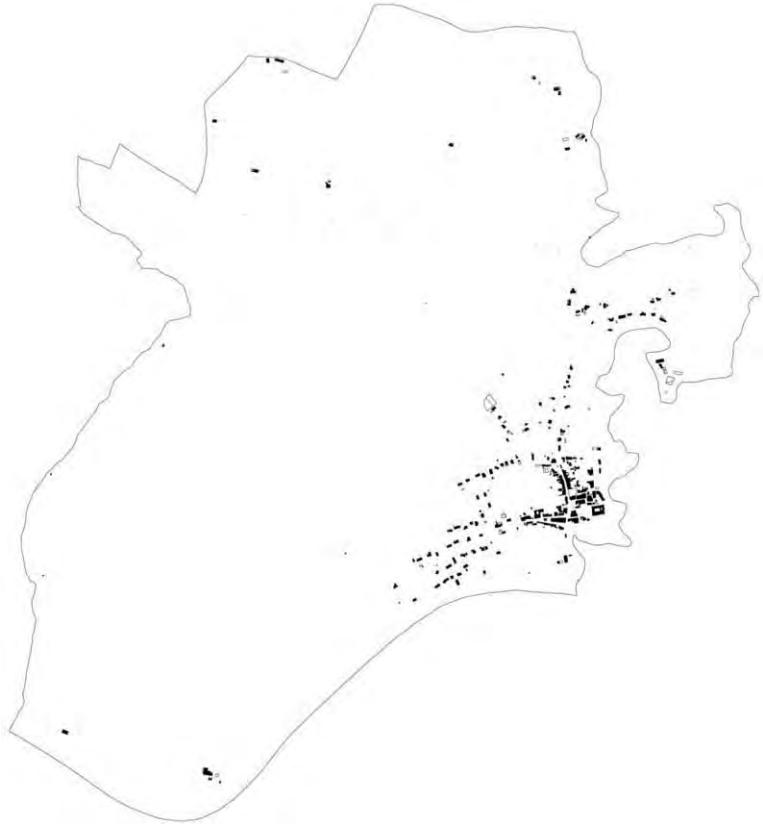
Source : Porter à Connaissance de l'État

Toutefois, 3 constructions agricoles ont été accordées sur la même période, ce qui conforte à la commune de Mézens, une vocation agricole.

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, la municipalité veillera à préserver un équilibre entre foncier à destination résidentielle et préservation des terres agricoles, deux caractéristiques principales de la commune de Mézens.

2.4 DENSITÉ.

Le développement de l'urbanisation au cours des dernières décennies s'est effectué de deux manières différentes. Le bourg présente une densité plus importante avec une moyenne de 20 à 25 logements à l'hectare, soit des parcelles moyennes de 400 à 500 m². Au contraire, l'urbanisation récente, en périphérie du bourg et sur le hameau de Janoye s'est développée avec une densité d'environ 6 logements à l'hectare, soit des parcelles moyennes de 1600 m².



2.5 PRIX DU FONCIER.

Le territoire communal de Mézens doit une partie de son attractivité à un coût du foncier faible qui l'a rendu compétitif vis-à-vis de territoires mieux situés par rapport à l'agglomération toulousaine et aux centres d'emplois proches. C'est le phénomène d'étalement urbain de la tâche urbaine des grandes agglomérations qui s'effectuent sous forme de couronne.

Actuellement, le prix du foncier se situe en moyenne à 50€/m², mais avoisinent parfois 70 à 80 €/m². Ce coût important et la taille des parcelles mises sur le marché représentent un frein pour certaines catégories de ménages. De plus, l'augmentation de la demande et la diminution du foncier disponible accentuera ce phénomène et entraînera inévitablement une augmentation du coût.

Cette situation pourra à terme diminuer l'attractivité de la commune au profit de territoires de plus en plus éloignés des bassins d'emplois et moins bien connectés, avec un coût de l'énergie encore acceptables.

Dans le cas d'un renchérissement du coût de l'énergie, et de l'augmentation du coût du foncier sur Mézens, l'attractivité du territoire communal pourra diminuer au profit de secteurs plus proches des pôles d'emplois et desservis par des transports en commun.

2.6 SYNTHÈSE.

En 10 ans, 2006-2015, 41 résidences principales ont été produites sur le territoire communal (exclusivement de la maison individuelle). 100 % de cette production était à but d'occupation personnelle. Ce développement résidentiel a entraîné une forte consommation foncière. Le terrain moyen s'établit à près de 1600 m² par logement sur la période 1999 – 2009.

Une pression foncière importante avec la reprise et le changement de destination du bâti existant. Toutefois, il existe encore un potentiel de constructions à valoriser.

Une arrivée importante de nouveaux ménages de communes extérieures, majoritairement jeunes, à la recherche d'un foncier abordable.

3 CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES

3.1 LA POPULATION ACTIVE

Sur la dernière période intercensitaire, la population active communale de Mézens croît simultanément à la population totale communale. Toutefois, la part des actifs et inactifs reste stable sur cette période ce qui tend à confirmer l'hypothèse que Mézens est attractif pour des familles.

	1999	2009
Ensemble	191	257
Actifs en %	78	78
dont actifs ayant un emploi en %	71,7	69,7
dont chômeurs en %	6,3	8,3
Inactifs en %	22	22
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	5,8	7,9
Retraités ou préretraités en %	7,9	5,5
Autres inactifs en %	8,4	8,7

Toutefois, le nombre d'actifs ayant un emploi chute au profit du nombre de chômeurs, une des conséquences de la situation nationale en termes d'emplois. En 2009, le taux de chômage sur Mézens était de 8.3%. Outre le contexte national, cette situation peut s'expliquer par la caractéristique rurale du canton de Rabastens avec un tissu artisanal majoritaire qui subit de plein fouet la crise économique.

Tout en restant stable, la part des inactifs connaît des évolutions avec une baisse du nombre de retraités ou préretraités au profit des élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés. Ce constat confirme le rajeunissement de la population communale.

3.2 LIEU DE TRAVAIL DES ACTIFS DE 15 ANS OU PLUS AYANT UN EMPLOI QUI RÉSIDENT DANS LA ZONE

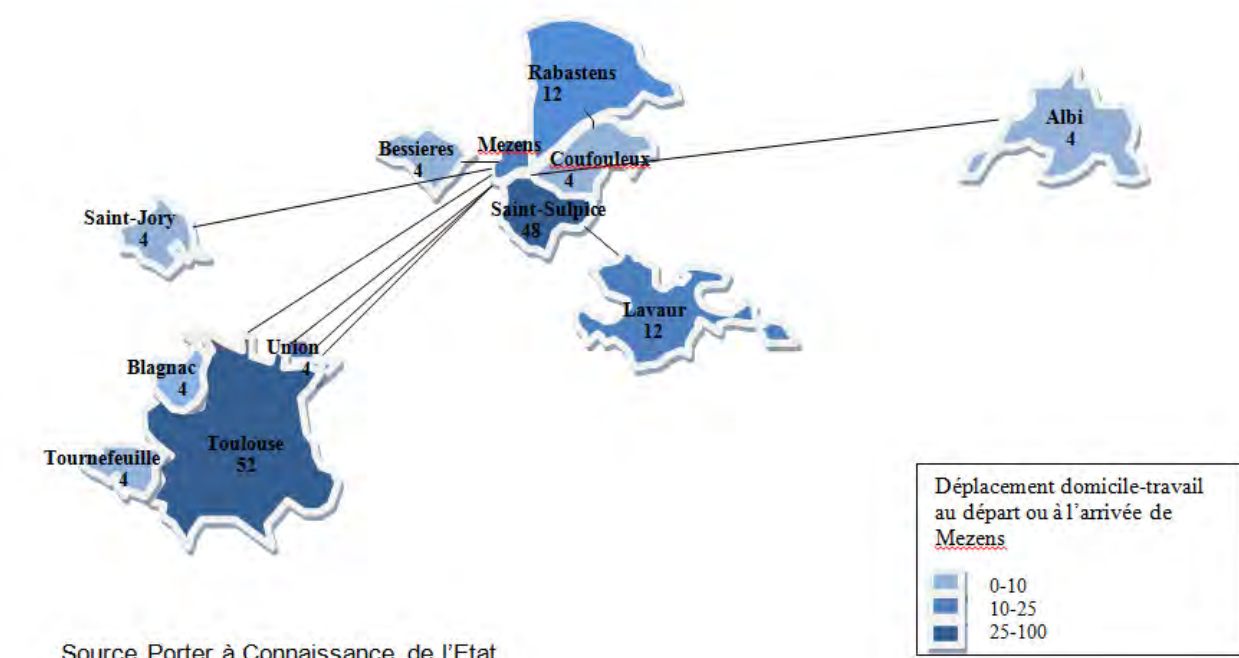
(INSEE, RGP 2012)

Les actifs Mézensols travaillent majoritairement à l'extérieur de la commune. Cette situation est caractéristique d'un territoire rural qui concentre peu d'entreprises génératrices d'emplois, accentué pour la commune de Mézens, par la proximité de deux pôles urbains importants qui captent les actifs. Cette attraction est facilitée par la présence de différents moyens de déplacements (routier, ferroviaire).

Toutefois, le territoire communal comprend plusieurs activités économiques qui offrent notamment 17 emplois aux résidents. Cette part est en diminution au cours de la dernière période intercensitaire, mais reste encore majoritaire par rapport au nombre total d'emplois présents sur le territoire communal.

Cette situation engendre des migrations pendulaires quotidiennes à partir de la commune, en direction de plusieurs pôles économiques attractifs, deux principaux et deux secondaires. En 2006, 36% des actifs exerçaient leur profession sur l'agglomération toulousaine et 27% sur la commune de Saint-Sulpice. La part des actifs travaillant sur le territoire intercommunal est de 20%, dont 11% pour Mézens.

Carte des déplacements professionnels des actifs de Mézens en 2006



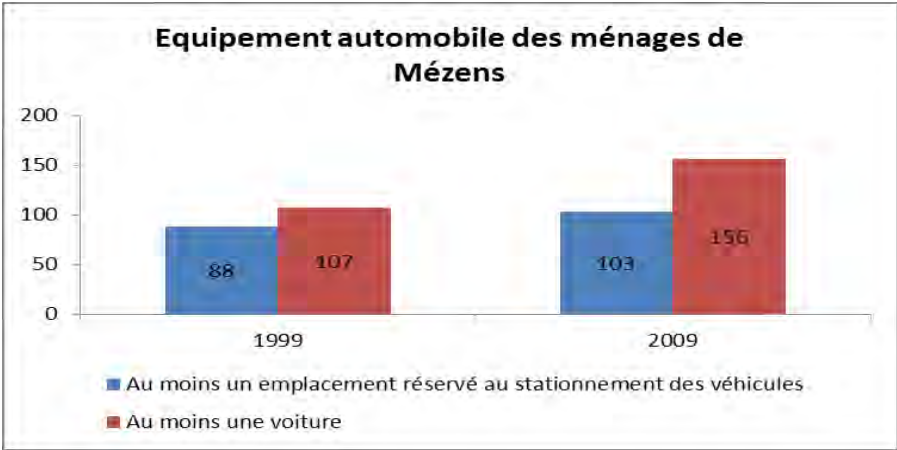
	1999	%	2009	%
Ensemble	137	100	180	100
Travaillent :				
Dans la commune de résidence	21	15,3	17	9,6
Dans une autre commune que la commune de résidence	116	84,7	163	90,4
Située dans le département de résidence	62	45,3	87	48,3
Située dans un autre département de la région de résidence	52	38	75	41,6
Située dans une autre région en France métropolitaine	2	1,5	1	0,6
Située dans une autre région hors de France métropolitaine	0	0	0	0

42% environ des actifs travaillent sur un autre département essentiellement sur la Haute-Garonne, département limitrophe à Mézens. L'arrivée de l'A68 a permis de faciliter ces déplacements vers les différents pôles d'emploi.

Sur la commune de Mézens, le tissu économique se caractérise par des petites et moyennes structures puisque l'ensemble des activités économiques installées sur le territoire ont moins de 10 salariés avec une majorité d'entreprises individuelles (79%).

L'agriculture représente une part importante des activités de la commune (environ 37% des entreprises). Les activités de commerce et réparations représentent le deuxième secteur d'activité de la commune avec 25% du total.

Les déplacements s'effectuent principalement en voiture individuelle. Les ménages Mézensols présentent un équipement en automobile important. En 2009, 156 ménages, soit 92% du nombre total dispose au minimum d'une voiture individuelle, en augmentation au cours de la dernière période intercensitaires.



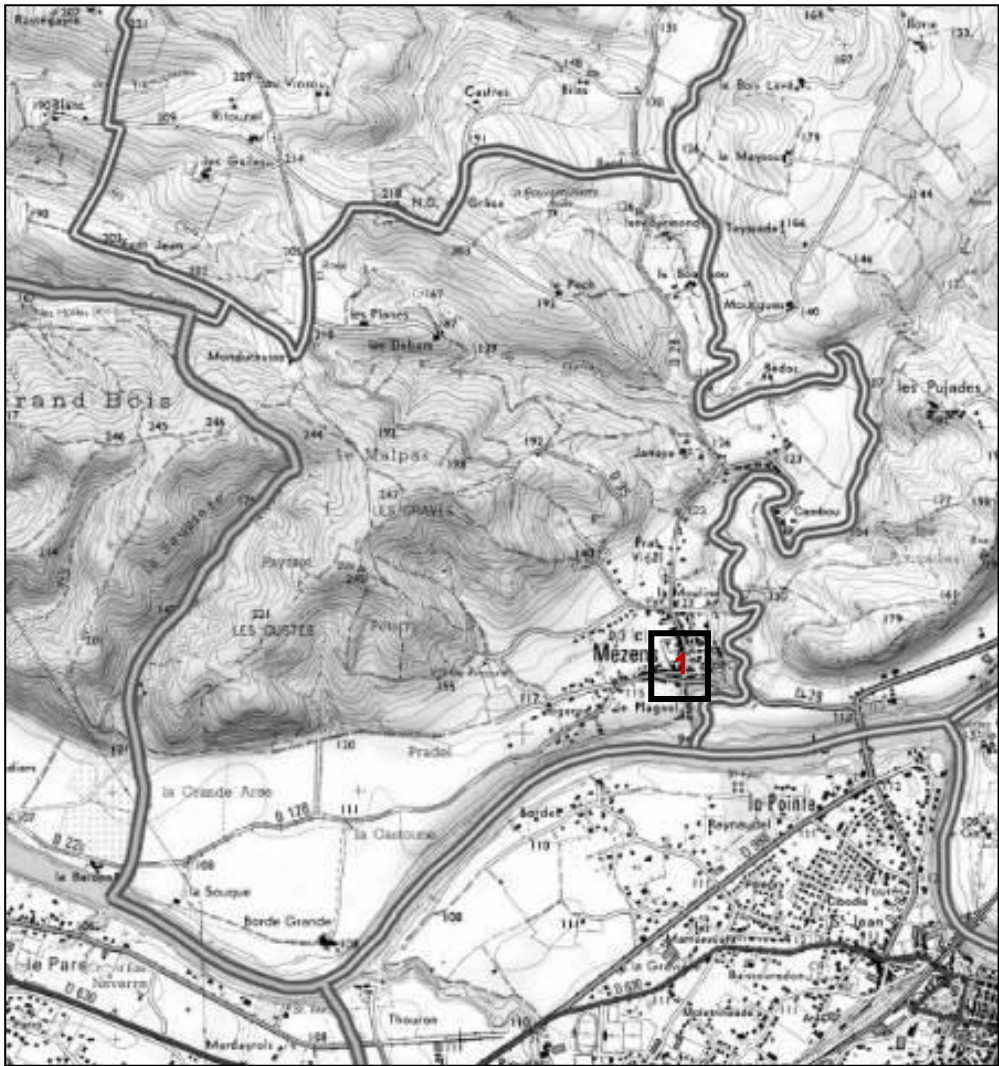
Par contre, seul 103 ménages disposent au minimum d'un emplacement de stationnement, ce qui implique la présence de véhicules sur le domaine public, le long des axes de communication. À ce titre, il est à souligner que la collectivité dispose d'une vingtaine de places de stationnement dans le centre-bourg, le long de l'axe principal.

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Ensemble	24	100	19	5	0	0	0
Agriculture, sylviculture et pêche	9	37,5	9	0	0	0	0
Industrie	1	4,2	1	0	0	0	0
Construction	4	16,7	2	2	0	0	0
Commerce et réparations	6	25	5	1	0	0	0
Services	4	16,7	2	2	0	0	0

3.3 LISTE ET LOCALISATION DES ACTEURS ÉCONOMIQUES DE LA COMMUNE.

La liste suivante répertorie les activités de la commune hors secteur agricole (sous la forme nom – adresse – domaine d’activité). Elles sont localisées sur la carte ci-contre).

1. **Jade Investissement SARL** – Le Plagnol – Organisme de placement en valeur immobilière
- Localisation des activités économiques de la commune (Source : URBACTIS)



3.4 INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT (ICPE)

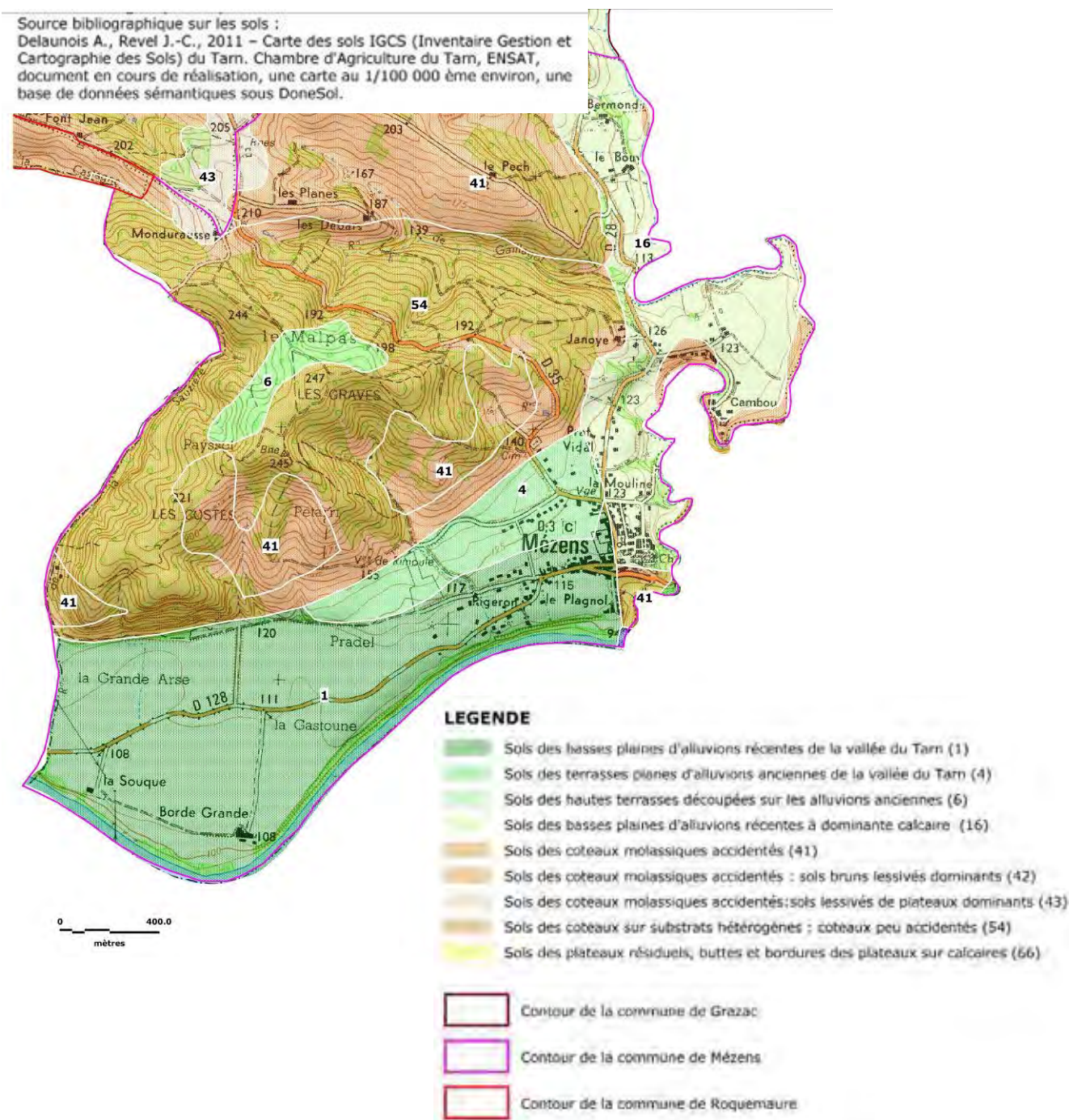
Actuellement, aucune activité soumise au régime des Installations Classées pour la Protection de l’Environnement (ICPE), n’est installée sur Mézens.

4 AGRICULTURE

Mézens se situe dans les ensembles paysagers des « Coteaux de Montclar » pour la majeure partie de son territoire et sur « la Plaine du Tarn » pour une petite partie en limite communale Sud. Deux types de pratiques agricoles cohabitent : les formes bocagères (agriculture traditionnelle) et les formes agricoles modernisées (espaces ouverts facilitant la mécanisation de l'agriculture).

4.1 PÉDOLOGIE DES SOLS

Carte des unités cartographiques des sols (source diagnostic agricole et foncier : chambre d'agriculture du Tarn juin 2012)



La commune de Mézens se situe essentiellement sur les coteaux molassiques hétérogènes du bassin aquitain. Ce sont des coteaux hétérogènes à pentes fortes, sur molasse calcaires avec des recouvrements de dépôts acides, parfois graveleux. Les sols sont souvent argilo-calcaires, ou argileux battants et acides, localement graveleux (UCS 41, 42, 43, 54). La valeur agronomique est moyenne à faible, avec des risques importants d'érosion.

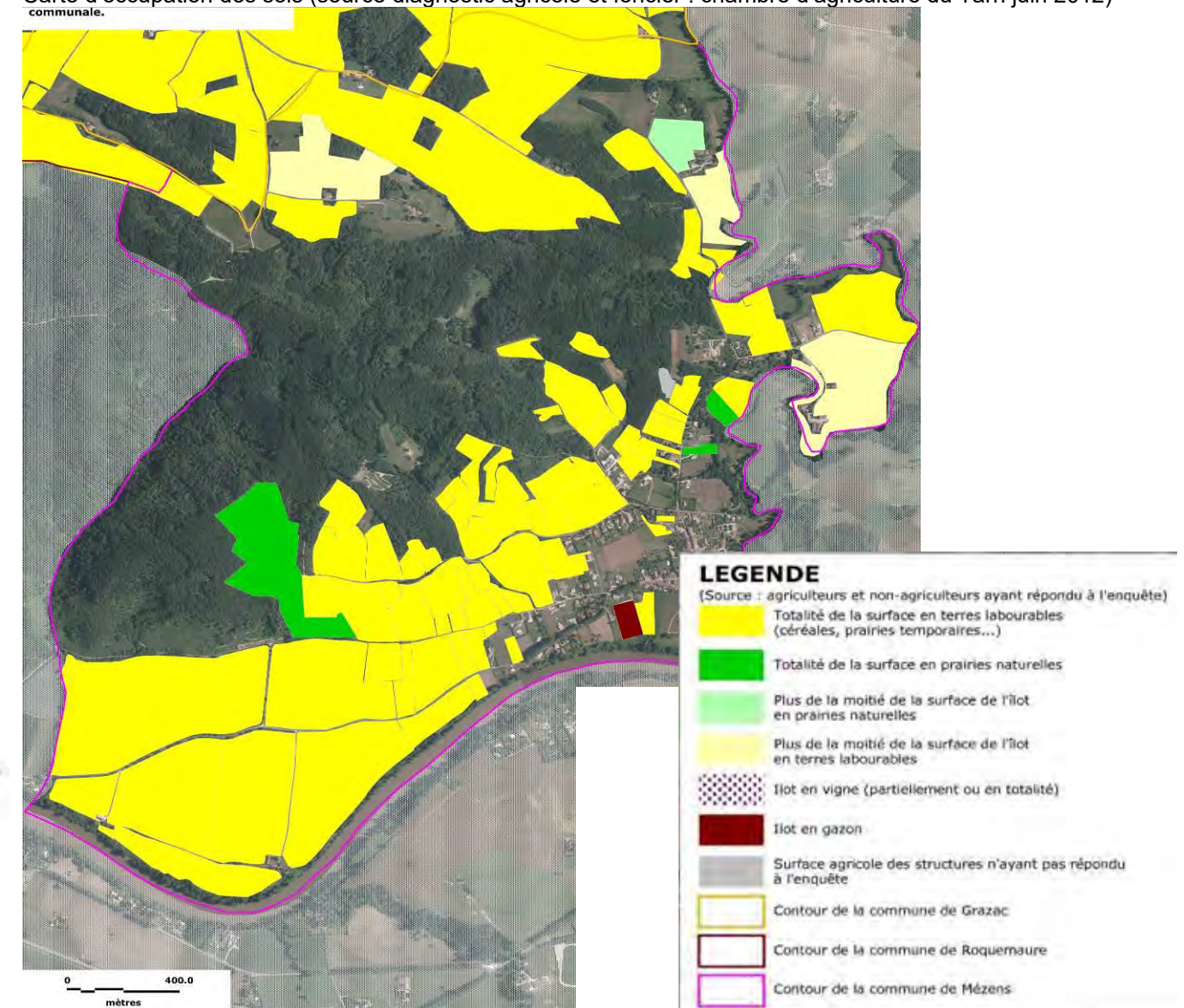
Au sud du territoire, se trouvent les alluvions du Tarn avec :

- des sols le plus souvent profonds dans la basse plaine, présentant une très bonne valeur agronomique (UCS1)
- des sols battants, moyennement profonds, hydromorphes sur la basse terrasse (UCS4), présentant une valeur agronomique moyenne,
- des sols hétérogènes, battants, hydromorphes et de faible valeur agronomique sur la haute terrasse (UCS6).

Dans les petites vallées étroites, se trouvent des sols argilo-calcaires profonds (UCS16), présentant une bonne valeur agronomique.

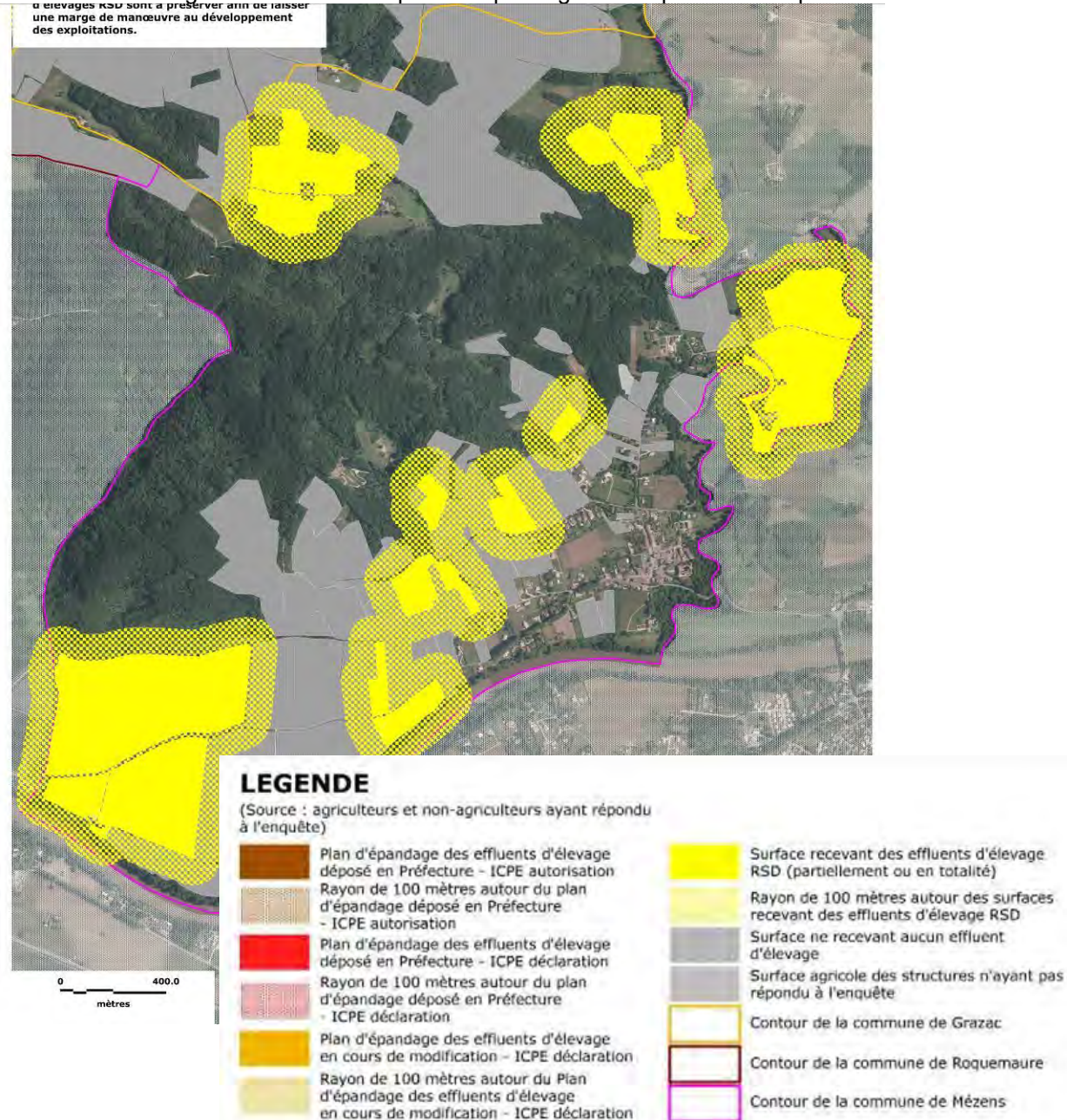
4.2 OCCUPATION DES SOLS

Carte d'occupation des sols (source diagnostic agricole et foncier : chambre d'agriculture du Tarn juin 2012)



La superficie agricole sur Mézens représente environ 44% du territoire communal, soit 258,70 hectares.

Carte des terres agricoles concernées par de l'épandage et leur périmètre de protection



Source diagnostic agricole et foncier : chambre d'agriculture du Tarn (Juin 2012)

Les terres labourables où s'est développée la culture céréalière et oléagineuse représentent 82% de la Superficie Agricole Utile de Mézens. 7% du reliquat sont des prairies naturelles et 11% des prairies temporaires. Les cultures céréalières et oléagineuses se sont développées essentiellement au Sud du territoire et au Nord du territoire communal, où la pente est faible d'une part, et où la valeur agronomique reste intéressante.

Les surfaces en herbe se répartissent sur l'ensemble du territoire, mais pour certaines sont des espaces tampons entre les cultures et la forêt. Un îlot agricole est planté en gazon.

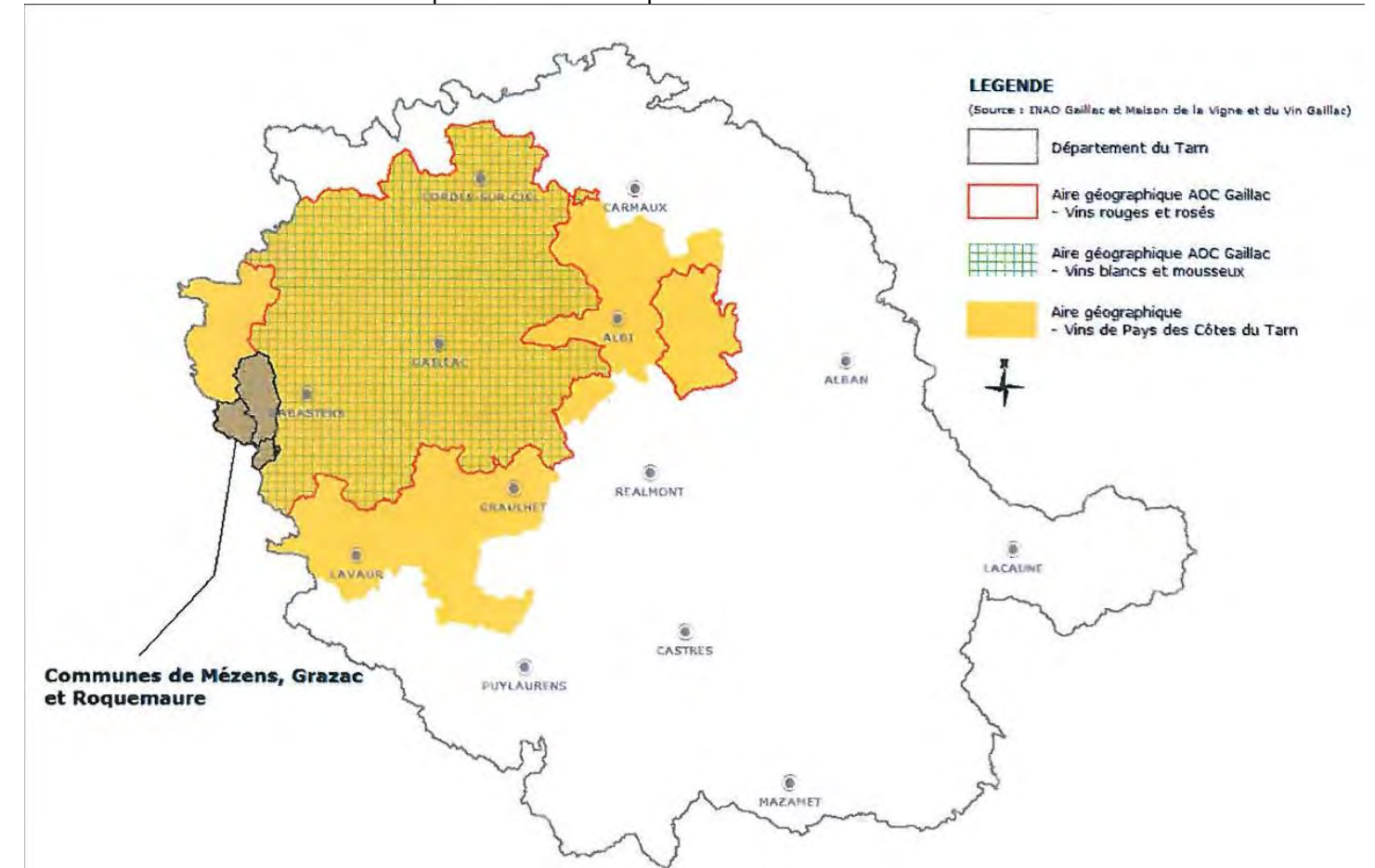
Bien qu'aucun élevage ne soit recensé sur le territoire communal, la plupart des terres agricoles peuvent recevoir des épandages d'effluents. Ainsi 28% des surfaces agricoles de Mézens reçoivent des effluents d'élevage.

L'épandage d'effluents d'élevage sur les parcelles est encadré par la réglementation. Celui-ci doit se réaliser à une distance minimale des habitations comprise entre 0 et 100 mètres, selon la nature des déjections animales apportées aux champs (fumier, lisier, compost), la pratique utilisée par l'éleveur (enfouissement ou non, délai d'enfouissement (12h ou 24 h) et le nombre maximum d'animaux présents simultanément sur l'exploitation.

Afin de réduire le risque de conflits d'usage entre la vocation agricole et la vocation résidentielle, il est préconisé d'éloigner les zones constructibles de 100 mètres de toutes surfaces recevant des effluents d'élevage.

La commune de Mézens appartient à l'aire géographique des vins de Pays des Côtes du Tarn, répertorié par l'Institut des Appellations d'Origine (INAO). Cette classification du territoire représente un gage de qualité pour d'éventuelles productions viticoles.

Situation de la commune de Mézens parmi les zones de production de vins dans le Tarn



Source diagnostic agricole et foncier : chambre d'agriculture du Tarn (Juin 2012)

4.3 ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE

Au dernier recensement agricole (2010), 13 structures utilisent la superficie agricole communale, dont 11 sont des exploitations agricoles professionnelles. Sur l'ensemble de ces structures, Mézens comporte 6 sièges d'exploitations professionnelles. Entre les deux recensements, un exploitant est passé à un statut de « retraité actif ».

La majorité des structures agricoles exploitant sur le territoire communal sont en rythme de croisière, ce qui engendre le maintien de ces activités à long terme. À noter que la commune de Mézens a vu s'installer un jeune exploitant en 2009. Afin de préserver la vocation agricole du territoire, les élus

communaux devront équilibrer le développement de l'urbanisation et le développement rural, avec la définition de secteurs de constructibilité limitée favorisant le maintien et le développement du tissu agricole.

Les sept structures communales exploitent plus de 53% de la surface agricole de Mézens.
Les autres exploitations ont leur siège sur une des communes limitrophes (Roquemaure, Grazac, Buzet-sur-Tarn) ou se situe à une distance plus importante (Garrigues).

Les surfaces déclarées au titre de la Politique Agricole Commune restent stables au cours de la dernière période intercensitaire. C'est donc une tendance à la concentration des exploitations qui se dessinent, similaire à la situation nationale. La superficie moyenne par demandeur est de 37 hectares alors que pour le département du Tarn, celle-ci atteint 51 hectares. Cette diminution de la Superficie Agricole Utile par siège d'exploitation engendre une disparition définitive de cette surface pour l'agriculture. L'urbanisation a grignoté les terres agricoles qui étaient anciennement exploitées. L'augmentation de population entraînant une demande en logement implique la construction de nouvelles habitations sur des terres précédemment destinées à l'agriculture.

Même si cette consommation est inévitable, elle peut être limitée en densifiant le tissu bâti au détriment de l'étalement urbain, et en favorisant la reprise et la réhabilitation des logements existants.

Suite au recensement agricole de 2010, 60% des exploitants agricoles de Mézens sont âgés de 40 à 56 ans. Trois exploitants ont plus de 57 ans, âge pour lequel une réflexion sur la transmission de l'activité est à envisager. Afin de prendre en compte cette spécificité, les élus devront analyser les évolutions de ces structures agricoles (transmission familiale, mise en vente, cessation de l'activité)



4.4 ENJEUX AGRICOLES POUR LE TERRITOIRE COMMUNAL DE MÉZENS

L'évolution de l'agriculture à l'échelle nationale, les caractéristiques topographiques et agricoles du territoire de Mézens engendrent plusieurs enjeux qui seraient souhaitable de prendre en compte dans le PLU.

- Un enjeu de préservation des terres :

Les espaces agricoles de Mézens se caractérisent par des potentialités agronomiques variables, globalement moyennes. De plus, de nombreuses surfaces jouent un rôle particulier dans le fonctionnement des exploitations (épandage, surface drainées et/ou irrigables...).

Dans le cadre du PLU et avec une obligation de consommer du foncier agricole, il serait souhaitable de préserver les terres agricoles ayant la meilleure valeur agronomique ou ayant fait l'objet d'investissement pour l'améliorer.

- Un enjeu de localisation des sièges d'exploitations :

Les exploitations ayant leur siège sur la commune de Mézens se situent principalement sur le bourg de la commune. Cette situation traduit une concurrence foncière entre l'agriculture et l'urbanisation, engendrant parfois l'impossibilité pour une exploitation agricole de se développer, voire de se maintenir. Dans le cadre du PLU, il serait souhaitable de permettre une occupation mixte du territoire communal, y compris à l'intérieur du bourg.

La préservation des sites agricoles aujourd'hui valorisés en activité ou valorisables doit continuer d'être assurée. De même, il est important pour les exploitations de pouvoir créer des installations dont ils ont besoin, notamment en fonction de pratiques d'exploitation en évolution, sans les contraintes de proximité dues à des habitations existantes voisines ou futures, c'est-à-dire dans le respect des règles d'éloignement réciproque relatives aux épandages, aux parcours d'élevage et installations classées.

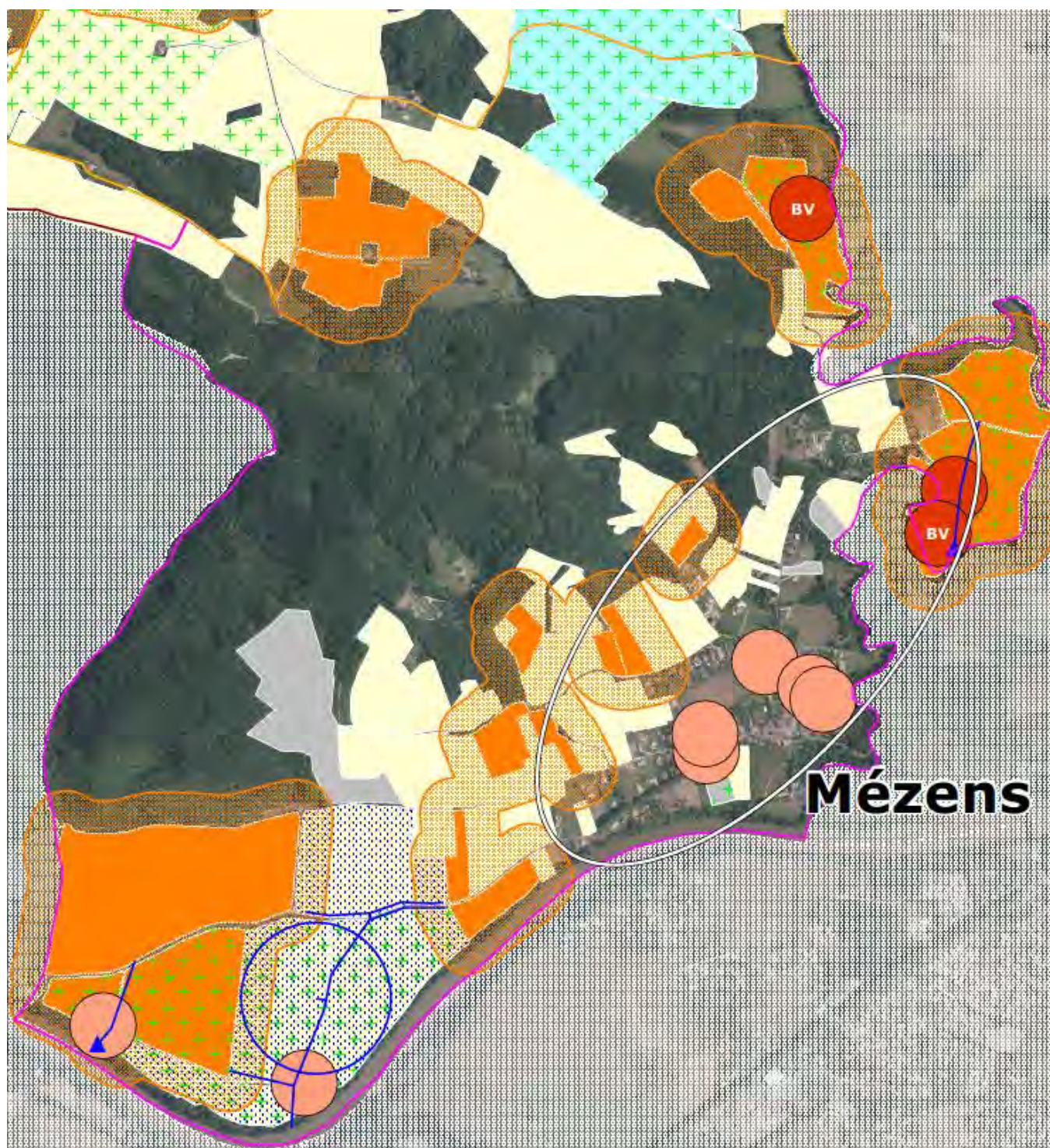
- Un enjeu paysager et patrimonial :

La diminution du nombre d'exploitations engendre une certaine incidence sur le paysage. En effet, un déclin de l'activité agricole aurait de réelles incidences sur la qualité et l'évolution à court terme des paysages : augmentation des friches, espaces naturels entretenus en régression, avec pour conséquence une plus grande vulnérabilité aux risques d'incendie, la perte de l'identité paysagère des sites.

D'autre part, comme le prévoit la loi à présent, l'avenir du patrimoine bâti agricole délaissé (anciens bâtiments de ferme, granges) doit pouvoir faire l'objet de changement d'affectations, en fonction d'un inventaire clairement identifié des bâtiments ayant des qualités architecturales patrimoniales dans les secteurs actuellement à vocation agricole. (Article L123-3-1 du code de l'urbanisme). Ce changement d'affectation ne pourra cependant être réalisé que s'il ne nuit pas à l'activité agricole environnante et que si les réseaux divers acceptent un nouvel usage.

Une stratégie en matière de changement de destination des bâtiments sera définie dans le cadre du Projet d'Aménagement et de développement durable.





La carte ci-après reprend les principaux enjeux agricoles de la commune, carte issue du diagnostic agricole de juin 2012.












LEGENDE

(Source : CA81, agriculteurs et non-agriculteurs ayant répondu à l'enquête)





Les bâtiments d'exploitation agricole

-  Rayon de 100 mètres autour des bâtiments liés à une activité d'élevage (ou autre activité) – ICPE
-  Rayon de 100 mètres autour des bâtiments liés à une activité d'élevage – RSD
-  Rayon de 100 mètres autour des bâtiments sans lien avec une activité d'élevage (stockage matériel agricole, céréales...)
-  Rayon de 100 mètres autour des projets de construction

Les surfaces à enjeux pour l'agriculture

-  Plan d'épandage des effluents d'élevage déposé en Préfecture (ou en cours) - ICPE autorisation ou déclaration
-  Rayon de 100 mètres autour des plans d'épandage des effluents d'élevage déposés en Préfecture (ou en cours) - ICPE autorisation ou déclaration
-  Surface recevant des effluents d'élevage RSD (partiellement ou en totalité)
-  Rayon de 100 mètres autour des effluents d'élevage - RSD
-  Surface irrigable (partiellement ou en totalité) à partir d'une station de pompage "privée"
-  Station de pompage "privée"
-  Canalisation enterrée d'irrigation "privée"
-  Pivot d'irrigation
-  Surface drainée (partiellement ou en totalité)

Autres informations

-  Surface en terre labourable (totalité de l'ilot en céréales, oléo-protéagineux ou prairies temporaires)
-  Autre surface stratégique (proximité des bâtiments, MAE)
-  Surface agricole non répertoriée comme étant drainée, irrigable, recevant des effluents d'élevage...
-  Contour de la commune de Grazac

5 RESEAUX ET VOIRIE

5.1 LE TRAFIC ROUTIER

La commune est traversée par trois voies départementales (RD 28, RD 35, RD 128). Ces trois départementales se rejoignent au niveau du bourg historique

- La RD 35 relie Mézens à Roquemaure
- La RD 28 relie Mézens à Saint Sulpice
- La RD 128 relie Mézens à Buzet-sur-Tarn

Carte de la trame viaire



La RD 28 et la RD35 se rejoignent juste avant le centre bourg de Mézens qui devient le passage obligé pour les habitants des communes de Roquemaure et de Grazac ou souhaitant rejoindre l'échangeur

roucier de Saint-Sulpice ou bien la gare. À certaines heures de la journée, le trafic dans le centre de la commune peut engendrer des risques pour les autres usagers (piétons...) ou un engorgement du trafic.

Au cours de ces dernières années, ces voies départementales ont vu se développer l'urbanisation avec la multiplication d'accès individuels, point de conflit éventuel avec les usagers des voies départementales. Afin de réduire ce risque, le nombre d'accès directs sur les voies publiques départementales est à limiter et l'accès pourra être refusé par le gestionnaire si la sécurité des usagers de la route départementale est mise en cause.

Hors zone agglomérée, un recul des constructions devra être instauré afin de préserver la qualité paysagère des espaces non urbanisés et limiter les problématiques de visibilité au niveau des accès. Ce recul sera de 15 mètres par rapport à l'axe des routes départementales et sera porté à 20 mètres en cas de plantations d'alignement.

La carte de la page précédente fait apparaître le réseau routier de la commune. Les routes départementales connaissent un développement de l'urbanisation linéaire, augmentant ainsi le trafic sur ces voies et les points de conflits éventuels. De plus, la configuration de ces voies n'est plus adaptée à une croissance du trafic automobile, renforçant ainsi l'insécurité routière pour l'ensemble des usagers

En ce qui concerne les transports scolaires, le règlement départemental prévoit une prise en charge des élèves en dehors des 3 kilomètres de distance entre le domicile et l'établissement scolaire. À ce titre, la commune de Mézens bénéficie du service de transport scolaire avec plusieurs arrêts sur la commune. Toutefois, la municipalité veillera à la mise en sécurité des cheminements doux permettant de rejoindre les points d'arrêts à partir des différents secteurs ouverts à l'urbanisation.

5.2 TRANSPORTS EN COMMUN ET DÉPLACEMENTS DOUX

Mézens dépend de la gare SNCF de Saint-Sulpice qui offre la possibilité aux résidents de rejoindre Toulouse ou Albi. Plusieurs liaisons quotidiennes sont proposées aux usagers.

Par ailleurs, la commune est desservie par la ligne de bus départementale n°702 (Albi- Saint Sulpice) avec un arrêt dans le bourg. 14 trajets quotidiens sont effectués toute l'année du lundi au vendredi et 8 trajets quotidiens pendant la période estivale.

Mézens est traversée par le chemin de randonnée Vallon et Forêt. Long de 30 km, ce sentier, géré par la Communauté de Communes offre aux randonneurs, panoramas, verdure et cultures au gré des secteurs. Ce sentier passe par les communes de Roquemaure, Grazac et Mézens. Cet itinéraire est également inscrit au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) sous le nom « Boucle de Mézens », géré par le Conseil général.

Par ailleurs, Mézens est traversée sur sa partie Sud par la vélo route « le Tarn à vélo » qui permet de relier Albi notamment par les bords de la rivière.

Au-delà de ces chemins de randonnées, la commune ne dispose pas de cheminements doux spécifiques qui maillent son territoire. Toutefois, une réflexion est menée actuellement par les élus pour relier le centre bourg et une nouvelle opération d'aménagement d'ensemble implantée au Sud.

Carte du chemin de randonnée « Vallons et Forêts »



Source : Communauté de Communes du Rabastinois

5.3 ADDUCTION EN EAU POTABLE, ASSAINISSEMENT, DÉFENSE INCENDIE

Adduction en eau potable :

En matière d'adduction en eau potable, la commune de Mézens est alimentée par le syndicat IAEP de la moyenne Vallée du Tarn. Deux canalisations principales permettent d'alimenter le village depuis la commune de Rabastens. La première par le Nord, d'un diamètre de 90 qui permet d'alimenter un réservoir situé au lieudit « Prat Vidal ». La seconde arrive par le Sud-est du territoire, d'un diamètre de 110 et permettant d'alimenter une partie Sud du village. Le long de la RD28, l'alimentation s'effectue par une canalisation de diamètre 90 qui continue au lieudit « Rigeron » par une canalisation de diamètre 75. Le centre le plus ancien de Mézens est maillé par un réseau de canalisations de diamètre 40 à 75.

« Janoye » est alimentée par une canalisation de diamètre 42 et les écarts de « Bouyssou » et « Les Bermonds » par une canalisation de 90 qui prend appui sur la canalisation principale arrivant du Nord.

« Mondurausse, les Debards, les Planes, Notre Dame de la Grâce et le Pech » sont alimentés par le réseau de la commune de Roquemaure avec des canalisations de diamètre 33. Aucune canalisation sur la commune de Mézens n'est en plomb.

Assainissement:

Le bourg de Mézens dispose d'un assainissement collectif de type unitaire sur le bourg, qui a été prolongé à l'Ouest du village afin d'intégrer de nouvelles parcelles constructibles. Il n'existe aucune installation de récupération et de traitement des eaux vannes et usées en bout de réseau. Les effluents sont rejetés directement au ruisseau de Passe via 4 exutoires distincts.

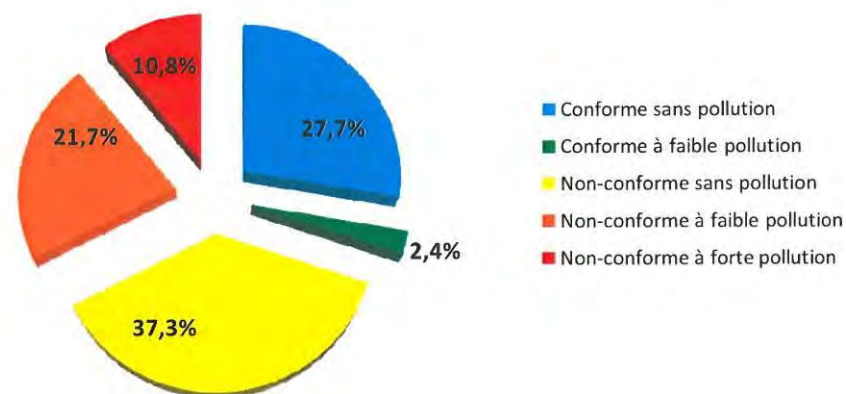
Le réseau est organisé en plusieurs branches :

- + un collecteur principal desservant la Grand 'Rue de Mézens et les habitations situées place du Château et rue de l'Ancienne Auberge. Une seconde branche collectant les eaux usées des habitations situées le long de la route de Buzet et de la route du Pont du Passe rejoint le collecteur avant son déversement par l'exutoire.
- + un petit collecteur dessert la placette.
- + un troisième collecteur dessert les petites rues étroites du centre bourg (rue de la quiétude, rue du fournil, rue du vieux Mézens) et les habitations situées le long du château. Ce collecteur se déverse par un troisième exutoire, via un jardin communal.

Un collecteur dessert le nord du bourg notamment les rues de la Carreyroles et de la Mouline. Après une phase d'étude et d'expertise, le réseau communal a vocation à être raccordé à celui de la commune de Saint Sulpice. Ainsi, tous les effluents des constructions de la zone urbaine seront raccordés et traités sur la commune de Saint Sulpice, soit 220 Eq.hab. Il a été convenu que toutes les zones de développement de l'urbanisation, soit les zones AU, seront traitées en assainissement autonome.

Le reste de la commune est traité par un assainissement autonome. La compétence relève de la Communauté de Communes du Rabastinois. D'après les bilans effectués depuis 2006, près de 70% des dispositifs contrôlés sur la commune sont jugés non conformes. Toutefois, la majorité de ces dispositifs non-conformes le sont « sans pollution » ou « à faible pollution ».

Etat des systèmes d'assainissement autonomes de Mézens



Source Prima Ingénierie

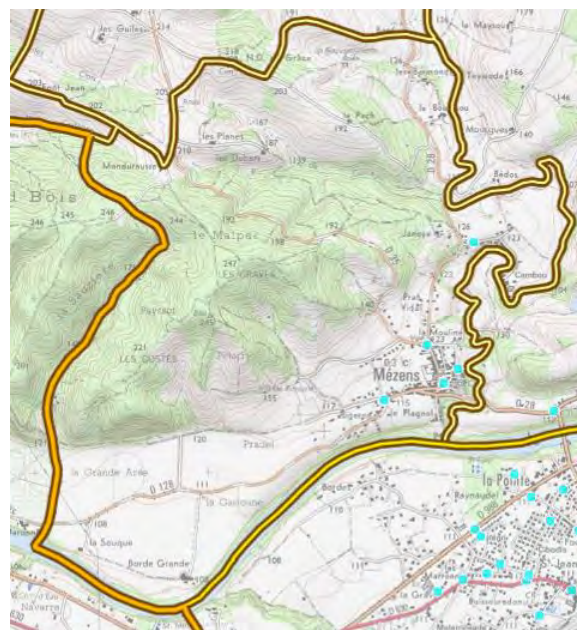
Eaux pluviales:

Mézens ne dispose pas d'un réseau de collecte des eaux pluviales. Les volumes d'eau s'infiltrent à la parcelle ou se dirige vers les exutoires naturels type fossé, en direction du ruisseau de Passe et du Tarn.

Afin de favoriser le renouvellement de la ressource, la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite Grenelle préconise de maintenir l'infiltration des eaux à la parcelle. Toutefois, la topographie du territoire communal de Mézens peut engendrer un risque de ruissellement que le PLU devra prendre en compte.

Défense incendie:

Carte de la défense incendie de Mézens



Source SDIS du Tarn

La défense incendie ne couvre pas actuellement l'ensemble des secteurs bâtis de la commune. Le bourg comporte 4 poteaux incendies qui permettent d'assurer la défense incendie. Un cinquième poteau est implanté sur le hameau de Janoye.

La défense incendie doit être proportionnée aux risques à défendre et conforme à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. Elle peut être satisfaite par :

- Soit un réseau de distribution d'eau doté de poteaux ou bouches d'incendie de 100 mm normalisés, débitant au minimum 1000 l/mn sous une pression de 1 bar. Ces hydrants doivent être facilement accessibles en permanence, signalés et situés à 5 mètres au plus du bord d'une voie engin.
- Soit, à défaut, par l'aménagement de points d'eau naturels ou par création de réserves artificielles d'au moins 120 m³.

Pour les risques moyens, il en ressort que les sapeurs-pompiers doivent trouver, à moins de 200 mètres des entrées principales des bâtiments, au minimum 120m³ d'eau utilisables en 2 heures.

Il est à souligner que la phase d'avis des Personnes Publiques Associées et plus particulièrement des gestionnaires des réseaux a mis en évidence l'absence de contraintes majeures exceptés pour la défense incendie pour un site et la problématique de l'assainissement collectif traité dans le cadre d'un schéma communal.

5.4 RÉSEAU NUMÉRIQUE

Le territoire communal est desservi entièrement par le réseau électrique. À ce jour, il n'existe pas de problème d'alimentation connu.

Par ailleurs, le projet de développement de la commune de Mézens veillera à maintenir une couverture numérique des secteurs bâtis du territoire

5.5 DÉCHETS

Il n'y a pas sur le territoire de la commune d'installation de traitement ou de valorisation des déchets ménagers et assimilables.

Mézens a délégué sa compétence au SIVOM de Rabastens qui adhère à Trifyl pour le traitement. Le SIVOM assure la collecte via un marché de prestation passé avec Rabastens. Mézens est assujettie au tri sélectif. Les collectes sur chacune des 2 catégories ont lieu à raison d'une par semaine. Sur Mézens, la méthode appliquée consiste à l'apport volontaire aux divers points de regroupement déployés sur le territoire.

Les déchets collectés sont amenés au quai de transfert Trifyl de Gaillac par le prestataire de la collecte (commune de Rabastens). Ils sont ensuite repris par Trifyl pour, selon leur qualité être transportés vers le bio-réacteur Trifyl de Labessière-Candeil pour les fermentescibles ou vers les centres de tri de Labruguières et Blaye-lès-Mines pour le sélectif.

Le verre est enlevé par Trifyl qui dispose des moyens adaptés à ce matériau et à une fréquence suffisante pour assurer efficacement ce service.

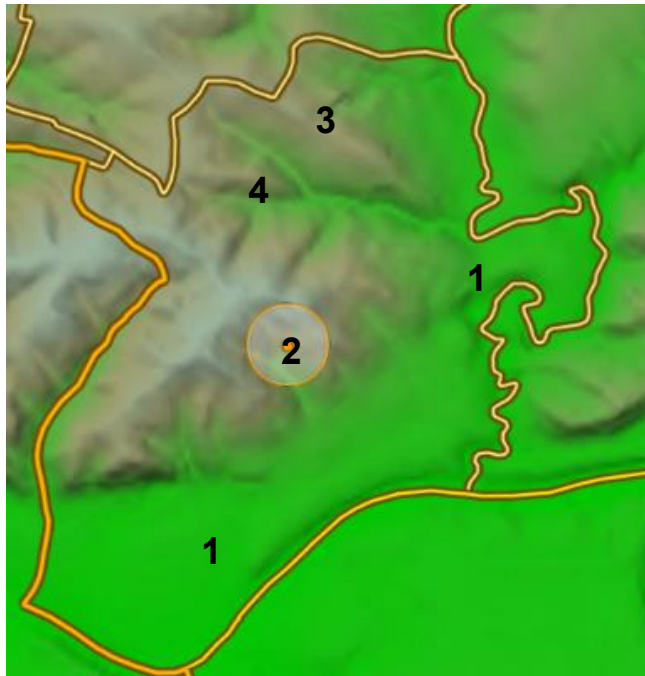
Le financement de la collecte et du traitement des déchets sur Mézens est assuré par la redevance sur les ordures ménagères.

6 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

6.1 RELIEF, GÉOLOGIE ET PÉDOLOGIE

Mézens se situe dans une position intermédiaire, entre coteaux et plaine du Tarn. L'altitude du territoire communal varie de 108 mètres en bordure du Tarn à 244 mètres, point culminant se situant dans le Grand Bois, au Sud de l'écart de Mondurausse.

Carte du relief



Source Géoportail

Le territoire communal se compose de trois niveaux : les vallées du Tarn et du ruisseau de Passe (1) qui présentent une élévation modérée. L'urbanisation principale de la commune s'est développée à ce niveau. Dans un second temps, le territoire communal s'élève rapidement dans un axe Sud-Est/Nord-Ouest pour atteindre son point culminant où se développe par la suite un plateau avec l'écart de Mondurausse (2), qui continue sur les communes limitrophes. Dans un troisième temps, Mézens connaît une légère déclivité en direction du Nord et de la commune limitrophe de Grazac (3). Toutefois, les écarts « Les Planes » et « Les Debars » sont implantés au sein d'un talweg où coule le ru de Gaillagol en direction du ruisseau de Passe (4).

6.2 GÉOLOGIE ET PÉDOLOGIE

Mézens

Fz1. Alluvions des basses plaines du Tarn.

Dominant l'étiage de 10 à 20 mètres, plusieurs paliers d'alluvions sont séparés par des talus festonnés. Leur composition stratigraphique montre :

— A la base, reposant sur le substratum molassique, une couche de 3 à 5 m de galets et de graviers, comprenant essentiellement des galets de quartz. Ils contiennent, dans une proportion de l'ordre de 20 %, des galets de roches plus tendres, schistes cristallins, grès quartziteux peu décomposés, mais patinés et affectés de fentes rubéfiées. Parfois, les galets sont entrecroisés par des lentilles sableuses de peu d'épaisseur.

— Au sommet, les alluvions comprennent une couche de limons d'inondation de 0,5, 1 ou 1,5 m d'épaisseur. Leur composition granulométrique montre une dominance de la fraction sable fin, mais il y a toujours de notables proportions de limon et d'argile.

Fy. Alluvions des basses terrasses des rivières secondaires. La reprise d'érosion déterminée par le déplacement du Tarn vers le Nord depuis le Würmien a provoqué un surcreusement des alluvions du ruisseau de Passe.

gRcp. Éboulis et solifluxions caillouteuses de la molasse.

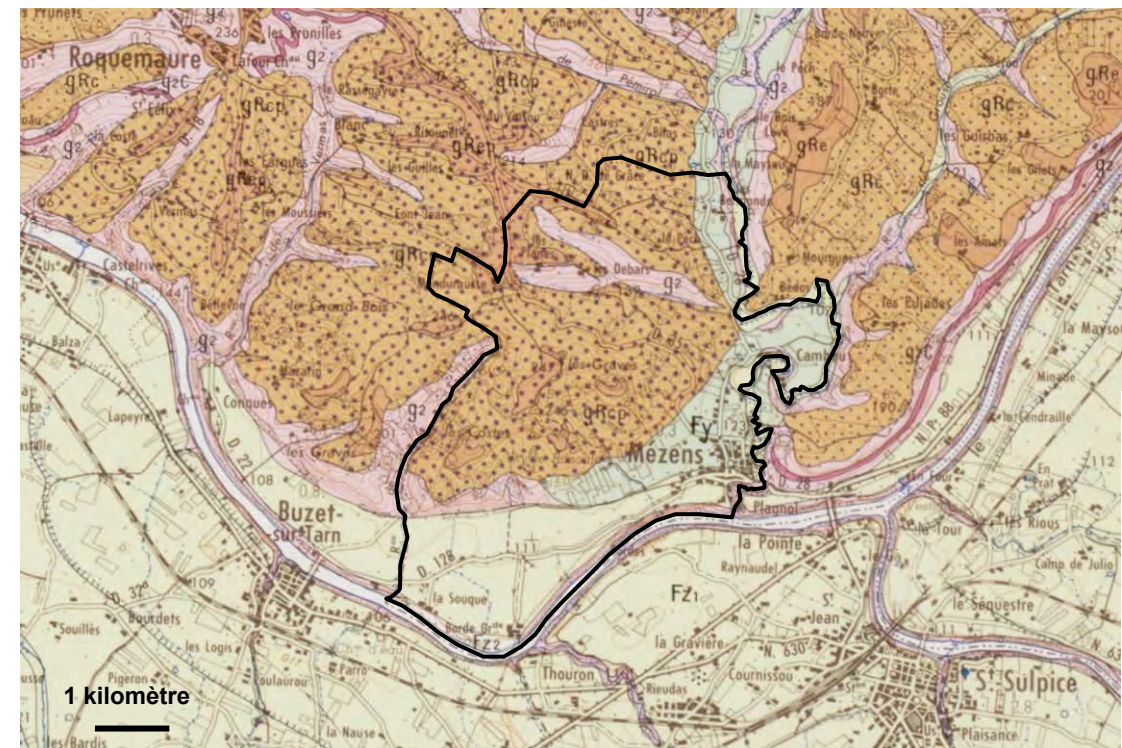
Ces diverses formations se sont mises en place au cours du Quaternaire ; elles résultent toutes plus ou moins directement de la molasse qui forme le substratum de toute la région.

g2. Molasse stampienne.

La région, comprise presque au centre du Bassin Aquitain, est tout entière établie sur la molasse, roche d'origine continentale et fluviale, qui présente ici souvent ses caractères typiques. Elle est en effet formée de grès à ciment calcaire ; elle se présente en bancs compacts, où on observe fréquemment la sédimentation entrecroisée ; la dureté du ciment est variable, et la molasse passe parfois d'un sable à peine cohérent à un grès dur.

Cette composition est extrêmement variable dans le détail, soit latéralement, soit de la base au sommet de la série.

Extrait de la carte géologique de Villemur sur Tarn



Source BRGM

a — Sols des plaines alluviales. On distingue très nettement les sols limoneux des basses plaines des sols limoneux des diverses terrasses.

Les premiers sont des sols bruns lessivés, décalcifiés, à profil homogène, où la migration de l'argile de l'horizon A vers l'horizon B est assez faible.

Le pH est très légèrement acide ou neutre.

Les deuxièmes sont des sols évolués de type podzolique. Le profil présente un horizon A lessivé, d'où le calcaire, une notable proportion d'argile et les sels de fer ont disparu, ce qui laisse un sol de couleur claire, formé surtout de sable fin, légèrement acide, portant le nom local de « boubène » ; et un horizon

B d'accumulation, compact, où la proportion d'argile devient 3 ou 4 fois plus forte que dans le sol, présentant selon les situations, des phénomènes d'accumulation ferrique ou ferreuse.

À côté de ces types principaux l'on peut noter encore, sur les plaines alluviales :

— des sols bruns hydromorphes des basses plaines, dans les anciens bras morts ou le long des ruisseaux, avec accumulations organiques ;

— des sols caillouteux plus perméables et plus lessivés, mais du même type pédologique lorsque la couche de limons superficiels est très mince.

Sur les terrasses d'alluvions anciennes, où l'évolution podzolique liée aux climats froids et humides du Würmien a pu se réaliser, l'on peut noter en outre :

— des sols érodés, d'où l'horizon A, a disparu, dès qu'une pente, même très faible se manifeste : ce sont les « rougets », où l'horizon B des boubènes se montre en surface (et l'on peut alors les confondre avec des sols bruns) ;

— des sols hydromorphes, notamment sur la basse terrasse, où se produisent des phénomènes de gleyification dans l'horizon B ;

— des sols plus nettement podzolisés, soit dans les zones où les limons superficiels sont très réduits, ce qui fait affleurer les cailloux et augmenter la perméabilité ;

b — Sols des formations graveleuses, gRcp. Le lessivage de ces sols, mis en place au moins depuis le Würmien, est plus poussé à cause de leur perméabilité plus grande. Il n'y a pas de phénomène annexe d'hydromorphie.

Les sols sont alors nettement podzoliques, parfois même deviennent de véritables podzols, sous les forêts où leurs caractères n'ont pas été modifiés par la culture. Nous trouvons alors, sous les horizons humifères, d'ailleurs très peu épais, de la surface :

— un horizon A dépourvu d'argile, d'où les sels de fer ont disparu ; les graviers eux-mêmes sont devenus blancs ; il reste quelques traces de couleur ocre dans la gangue sableuse. L'épaisseur varie de 30 à 50 cm ;

— un horizon B, très argileux, où le fer se présente en concrétions dures, noires ou brunes, isolées ou en croûtes continues (le grepp). L'accumulation argileuse se poursuit jusqu'à des profondeurs assez importantes (1,5 à 2 m) et prend vers le bas la forme de traînées ou de niveaux blanchâtres ou bleutés d'oxydes réduits ;

— un horizon C où les graviers sont entremêlés dans une gangue légèrement argileuse, surtout sableuse, de couleur rouge.

Les types de podzols vrais sont cependant assez rares ; cela se comprend, puisque s'étant formés sur des pentes, il est vrai parfois très douces, ils ont été, même sous forêt, soumis à l'érosion depuis leur formation au Würmien. L'on a donc sur les colluvions graveleuses, le plus souvent des podzols érodés.

À noter que ces types de sol sont couverts par les bois et les forêts de Buzet, Giroussens et Sivens. Ils sont parfois très fortement acides et donnent une végétation particulière (voir la Carte de la végétation, feuille Toulouse).

c — Sols des vallées des rivières secondaires Fz et Fy. Ces sols présentent le type sol brun pour les alluvions modernes et le type sol faiblement podzolique pour les alluvions anciennes.

Mais, très fréquemment, des phénomènes d'hydromorphie et d'accumulation organique viennent modifier les caractères du type.

d — Sols des régions de coteaux molassiques. Dans ces zones, la marqueterie des sols est encore plus grande que celle des formations superficielles et pour en comprendre la disposition, on doit faire appel à la notion de « chaîne de sol », d'un talweg élémentaire au talweg voisin. L'on trouve ainsi successivement :

1° — Au fond du talweg, sur les alluvions ou les colluvions, un sol brun présentant souvent des phénomènes d'hydromorphie et une accumulation organique.

2° — Sur le versant exposé au Sud (ou à l'Ouest) un sol squelettique sur la molasse, sans profil, le plus souvent érodé, parfois en équilibre lorsque l'érosion est compensée par la pédogenèse, toujours active sur la molasse.

Ces sols, dont l'épaisseur est en fonction inverse de la valeur de la pente, sont tous calcaires, parfois légèrement décalcifiés lorsque la pente est très faible et le sol plus stable ; ils sont riches en argile. Ce sont les « terreforts » argilo-calcaires classiques.

5° — Au bas des versants longs, l'accumulation d'argile superficielle est due à un lessivage oblique du versant et le type « sol brun » est assez net ; ces sols passent alors avec transitions graduelles aux sols bruns de talweg, compliqués d'hydromorphie.

Les types de sols des coteaux molassiques peuvent être par ailleurs modifiés par des venues d'eau, au moins hivernales, issues des lentilles sableuses de la molasse qui s'égouttent peu à peu entre sol et sous-sol, ou entre la formation superficielle et la molasse en place. Ces venues d'eau, très fréquentes, peuvent déterminer des glissements de terrains catastrophiques ou des modifications des caractères pédologiques par les apports de calcaire soluble qu'elles provoquent du haut en bas des versants.

6.3 HYDROLOGIE ET HYDROGÉOLOGIE

Mézens est traversée par trois cours d'eau, le Tarn, en limite Sud du territoire, le ruisseau de Passe en limite Est et le ru du Gaillagol.

Le Tarn prend sa source sur le mont Lozère, dans la Lozère, et se jette dans la Garonne près de Castelsarrasin, sur la commune de Saint Nicolas de la Grave dans le Tarn-et-Garonne.

La longueur de son cours d'eau est de 380,6 km². Le cours d'eau appartient à la masse d'eau du Tarn du confluent de l'Agout au confluent du Tescou. En 2006, l'état écologique était moyen. Alors que l'état chimique était bon. Le bon état écologique est prévu pour 2021 et le bon état chimique pour 2015. Les pressions sur la ressource en eau, agricoles et les pressions morphologiques sont considérées comme moyennes. Les pressions industrielles et domestiques sont quant à elles faibles.

Le Tarn présente des fluctuations saisonnières de débit bien marquées, avec des crues d'hiver-printemps, portant le débit mensuel moyen entre 269 et 401 m³/s, de décembre à mai inclus, avec deux maxima, signe d'un régime pluvio-nival. Le premier sommet a lieu en décembre (pluies d'automne : 396 m³/s) et le second en février-mars (pluies de printemps et fonte des neiges : 393 puis 401 m³/s). Les basses eaux ont lieu en été, de juillet à septembre, entraînant une baisse du débit moyen mensuel jusqu'au niveau de 55 m³ au mois d'août, ce qui reste un débit moyen mensuel élevé.

Le ruisseau de Passe est un affluent direct du Tarn. En 2006, l'état écologique était moyen. Alors que l'état chimique était bon. Le bon état écologique est prévu pour 2021 et le bon état chimique pour 2015.

La directive cadre européenne prévoit le retour à un bon état général de l'ensemble des cours d'eau à plus ou moins long terme. Dans le cadre du PLU, les élus veilleront à ne pas dégrader l'état des cours d'eau sur son territoire voire proposer des actions afin de l'améliorer.

En ce qui concerne l'hydrogéologie, les nappes phréatiques s'installent sous toutes les plaines alluviales où elles imbibent la couche de cailloux, retenues par la molasse plus imperméable du substratum.

Ces nappes sont irrégulières, car le substratum molassique forme un toit irrégulier, creusé de chenaux représentant des « chicots », selon les anciens cheminements des rivières ; seuls des sondages peuvent déterminer l'emplacement des bas-fonds, où les débits sont souvent soutenus.

Elles sont aussi peu importantes. En effet, même sous la basse plaine, elles ne sont pas alimentées par les rivières qui, à l'étiage, coulent au-dessus de la couche caillouteuse qui sert de magasin.

Enfin, elles se vident rapidement soit le long des talus qui séparent deux terrasses, soit le long des versants des petites vallées qui les entourent.

Finalement, la basse terrasse et les basses plaines peuvent présenter des nappes phréatiques, le plus souvent inconstantes et de faible débit. Les alluvions plus hautes, en place ou solifluées, ne permettent pas la constitution de nappes.

Dans son ensemble, la molasse est une roche assez peu perméable puisqu'elle est fréquemment interrompue par des bancs marneux qui, quoique peu épais, sont étanches. Mais les lentilles

sableuses, à plus forte raison graveleuses, peuvent constituer des nappes plus ou moins étendues et qui laissent écouler leurs réserves plus ou moins facilement selon leur porosité.

Ces lentilles sableuses donnent lieu aux nombreuses petites sources des coteaux molassiques. Le plus souvent, ces sources sont cachées par les colluvions **gRcp** et après avoir glissé sur le socle molassique sous la formation superficielle, les filets d'eau réapparaissent au fond des talwegs.

Ils retrouvent alors les réserves phréatiques qui peuvent s'accumuler en faible quantité, mais dont l'écoulement est très lent ; on a ainsi les sources de vallon, aussi nombreuses qu'il y a de bassins de réception élémentaires à la tête de chaque talweg.

En dehors de ces cas exceptionnels de lentille sableuse étendue et d'alimentation abondante, ces sources n'ont qu'un faible débit et s'assèchent de bonne heure en été.

Les lentilles sableuses ou graveleuses de la molasse peuvent être imbibées jusqu'à une grande profondeur ; elles sont alimentées soit par les pluies, soit par les rivières qui sont enclavées dans la molasse, soit par les nappes phréatiques sous les alluvions. Des communications peuvent s'établir entre ces lentilles sableuses imbibées d'eau ; les plus basses d'entre elles sont alors en charge, la pression étant assurée par la plus haute lentille sableuse imbibée sous les coteaux.

Ainsi peuvent s'expliquer les sorties d'eau subartésiennes ou même jaillissantes que l'on constate après des sondages profonds dans la vallée du Tarn. Les débits sont réguliers et constants mais leur intensité qui dépend d'ailleurs essentiellement de la technique du forage est souvent faible.

En conclusion, les ressources en eau de la région apparaissent toujours très faibles.

La préservation du réseau hydrographique, de la ressource en eau, de la qualité de l'eau est essentielle, notamment au titre du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (institué par la Loi sur l'eau en 1992) Adour Garonne**. Un nouveau SDAGE est entré en vigueur pour la période 2010 - 2015, dont les priorités portent sur :

- focaliser l'effort de dépollution sur des programmes prioritaires : directives européennes (rejets urbains, nitrates), points noirs de pollution domestique et industrielle, toxiques, zones de baignade,
- restaurer les débits d'étiage sur les rivières les plus déficitaires : un réseau de débits minima à respecter est proposé, pour déterminer les autorisations de prélèvements et les programmes de soutien d'étiage et inciter aux économies d'eau
- protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables du bassin (zones vertes), ouvrir les cours d'eau aux grands poissons migrateurs (axes bleus)
- remettre et maintenir les rivières en bon état de fonctionner
- sauvegarder la qualité des aquifères d'eau douce nécessaire à l'alimentation humaine avec des règles collectives de gestion et de protection
- délimiter et faire connaître largement les zones soumises au risque d'inondation
- instaurer la gestion équilibrée et globale par bassin versant (grandes vallées, rivières) et par système aquifère : organisation des acteurs, des programmes et de l'information.

6.4 CLIMATOLOGIE

La géographie du département du Tarn confère une certaine originalité climatique : le Tarn est ouvert vers l'ouest mais barré au sud par la Montagne Noire, à l'est par les Monts de Lacagne et d'Alba, et au nord par le Ségala, plateau de basse altitude. Le département s'inscrit dans la partie orientale du climat océanique avec deux autres variantes liées au relief et à la présence de la Méditerranée.

Ce climat se caractérise par :

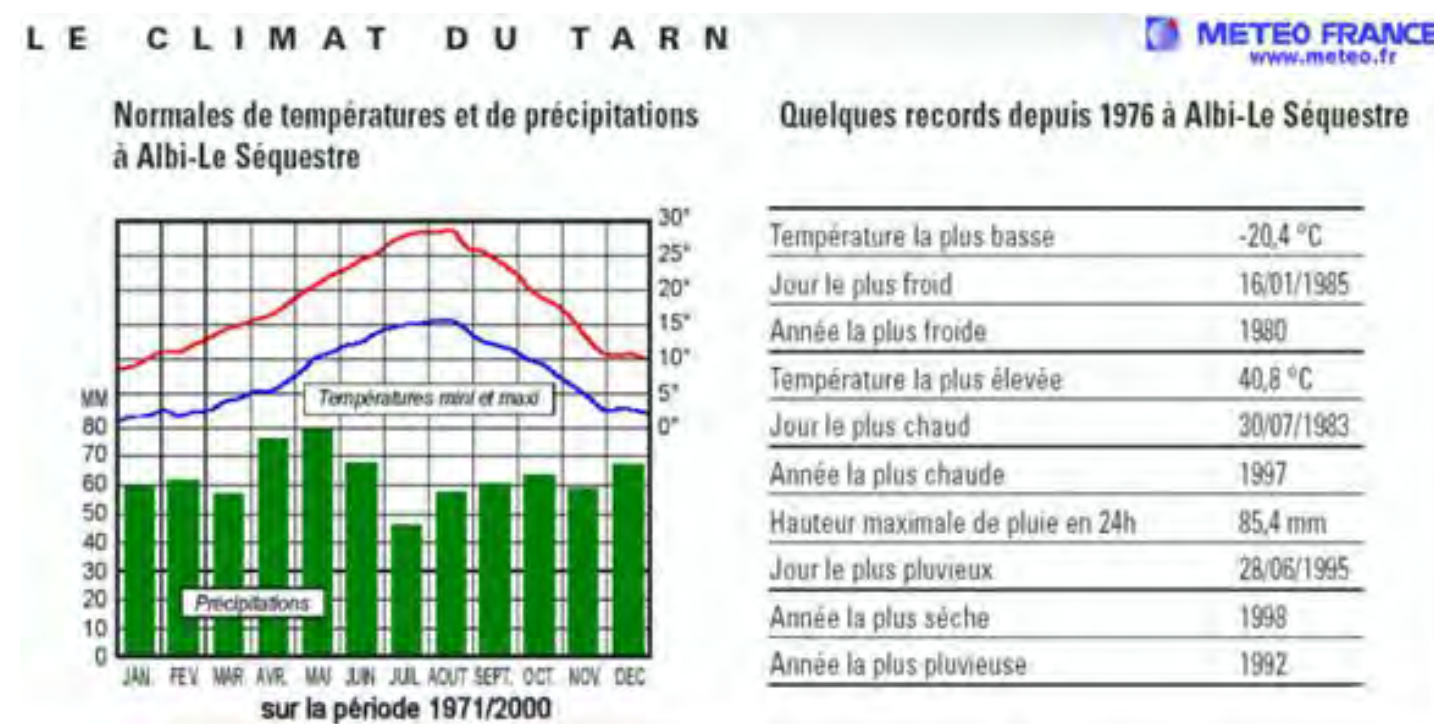
- une influence océanique dominante, marquée par de pluies d'hiver et de printemps, par la dominance de vents d'ouest, sur le nord du département en particulier, et par des températures relativement douces. À Albi, en moyenne, il pleut 760 millimètres d'eau et il fait 13°C, sur une année.

- une influence montagnarde, ressentie surtout dans l'est du département. Elle se caractérise par l'augmentation sensible des quantités de pluie sur les contreforts du Massif Central, par la baisse des températures moyennes et par une insolation réduite. A Lacagne, en moyenne, il tombe 1410 millimètres de pluie et il fait 9,5°C, sur une année. La température y est descendue jusqu'à -22,5°C.

- une influence méditerranéenne qui explique la sécheresse et les fortes températures estivales, qui font du Tarn un des endroits les plus chauds de France les mois d'été. Mais en hiver, les pluies "cévenoles" arrosent abondamment les versants sud du relief tarnais et provoquent les crues redoutables du Tarn et de l'Agout. On a relevé jusqu'à 355 millimètres d'eau en 24 heures à Rouairoux, dans la vallée de Thoré, et 41,6 à Burlats, près de Castres.

Un autre élément caractérise le département : Le vent d'Autan

C'est un phénomène météorologique particulier au midi toulousain et surtout au sud tarnais. C'est un vent qui souffle du sud-est ; un vent chaud et sec, qui se manifeste par rafales. En moyenne, l'Autan souffle fort, c'est à dire à plus de 60 km/h. Sa saison de prédilection est d'Octobre à Janvier avec une présence fortement marquée au mois de Mai.



Données Météorologiques sur le climat tarnais – Station Météorologique d'Albi
Données : METEO France

Au-delà de ces caractéristiques générales précitées, il convient d'avoir à l'esprit les principaux enjeux pour faire face aux enjeux du changement climatique qui s'est déjà manifesté en Midi-Pyrénées par un réchauffement de 11°C en moyenne sur le XXème siècle. Dans un souci de prévention, la collectivité doit réfléchir vers deux directions :

Des enjeux en matière d'adaptation par rapport à :

-la ressource en eau :

La gestion de la ressource en eau est un des principaux défis à relever face aux conséquences des changements climatiques. Avec des périodes d'étiage plus longues et des épisodes de sécheresses accrus, il convient de s'engager dans une gestion durable de la ressource en eau

-la biodiversité :

Le changement climatique aura un impact certain sur l'évolution des écosystèmes « ordinaires ou protégés » d'où l'enjeu majeur de préserver et restaurer les corridors biologiques.

Des enjeux en matière d'atténuation des effets du changement climatique par rapport à :

-la densification :

La densification et la limitation de la dispersion des constructions constituent un des leviers essentiels pour diminuer les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES).

-au bâtiment :

Le secteur du bâtiment (résidentiel/tertiaire) en Midi-Pyrénées représente 21% des émissions de GES en 2008. Toute construction nouvelle utilisant des énergies renouvelables ou des dispositifs bioclimatiques (toitures végétalisées) contribue à l'atténuation des effets du changement climatique.

-la limitation des déplacements générateurs d'émission de GES.

-la promotion des énergies renouvelables pour anticiper au mieux sur la raréfaction des énergies fossiles et sur l'augmentation inévitable du coût de la facture énergétique de la population.

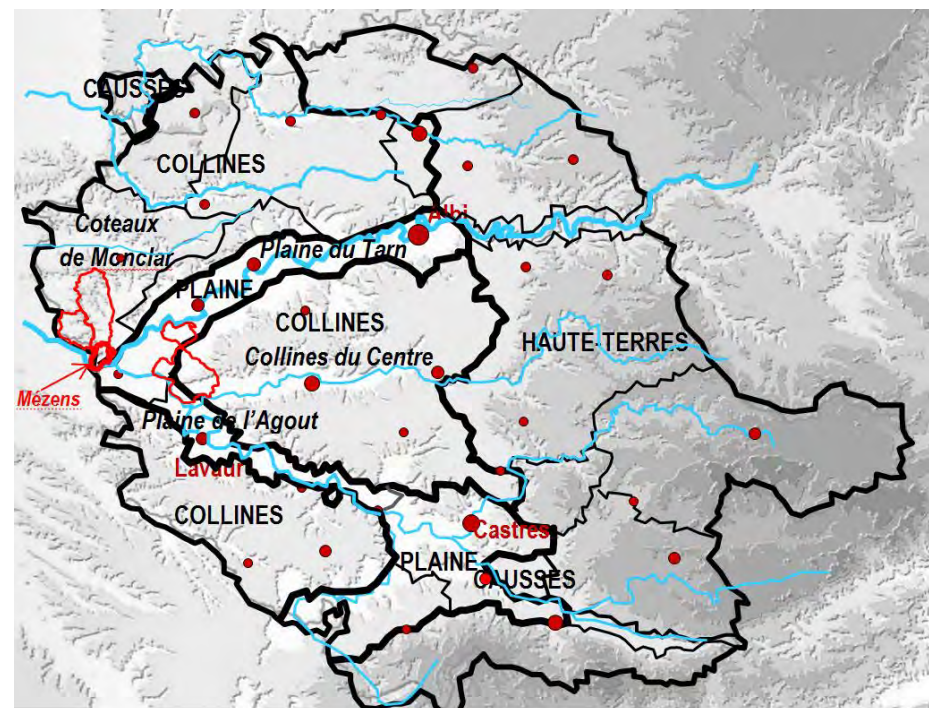
6.5 LES ENTITÉS PAYSAGÈRES

Le département du Tarn correspond à un carrefour entre le Massif Central, le Quercy, le Bassin Aquitain, et l'aire méditerranéenne.

Aussi, les différentes influences climatiques, géomorphologiques et biogéographiques ont constitué une variété de paysages propres au département tarnais.

Cette variété de paysages se lie aussi bien à travers les facteurs naturels (géologie, topographie hydrographie, végétation...) qu'à travers l'empreinte laissée par l'homme au fil des siècles, voire des millénaires jusqu'à aujourd'hui.

Carte des entités géographiques à l'échelle du département du Tarn



De ces grands ensembles découlent des entités paysagères distinctes perceptibles à travers des ambiances, architectures, matériaux de construction, modes de cultures... sensiblement différents. C'est ainsi que la commune de Mézens s'inscrit au sein de l'entité paysagère des Coteaux de Monclar avec une petite partie de la commune qui s'étire dans la plaine du Tarn.

Le paysage communal se caractérise par un moutonnement de coteaux modelés orientés nord-ouest/sud-est qui façonnent le paysage, ouvrant ici et là des perspectives visuelles se perdant à l'horizon.



Les secteurs les plus pentus sont occupés par des bois ou bosquets denses pouvant créer un linéaire en direction des vallées des cours d'eau. Ces boisements rythment le paysage et créent des appels visuels pour l'observateur. Le territoire est également ponctué de fermes isolées, hameaux ou écarts qui apportent de la vie sur ce territoire naturel.



6.6 LA TRAME VERTE

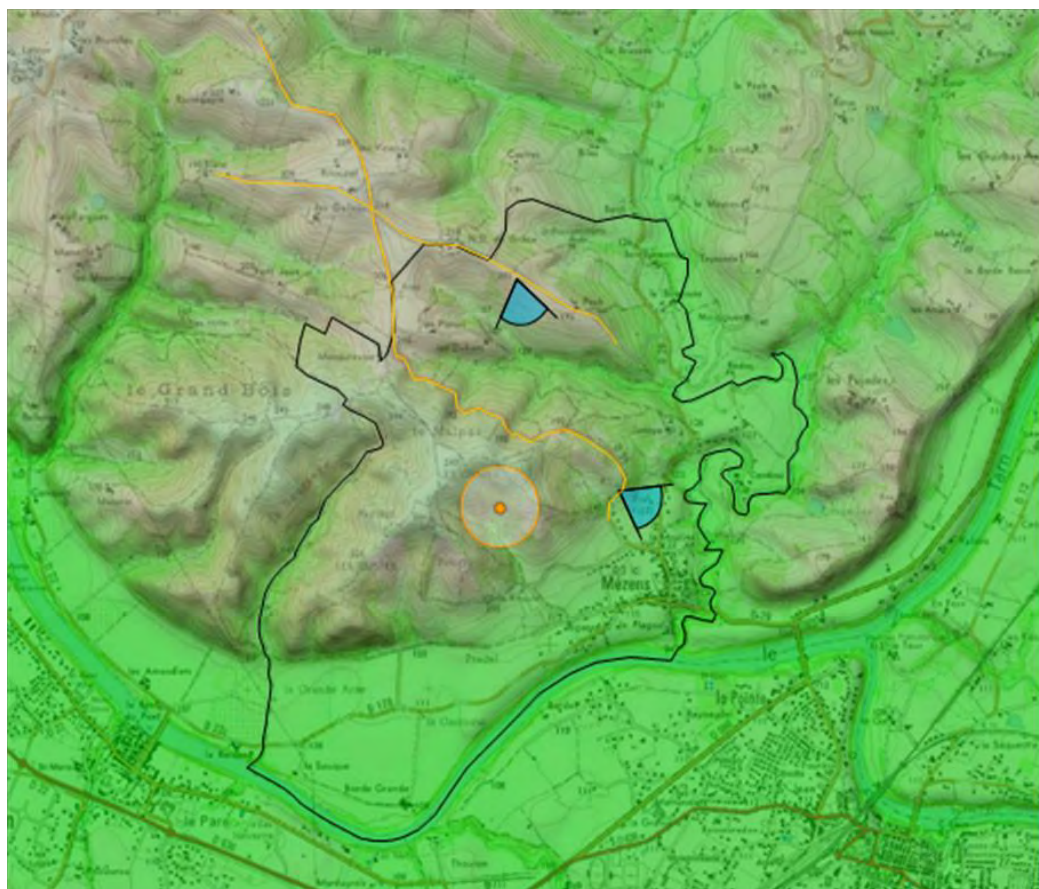
Mézens présente un étagement des différents éléments constituant sa mosaïque paysagère. Ainsi s'étagent sur l'ensemble du territoire, des espaces agricoles ouverts sur la plaine du Tarn, les constructions du bourg formant un îlot visuel dans le paysage, le Grand Bois et à nouveau des espaces agricoles ouverts sur le plateau, entrecoupés de bosquets rythmant la platitude de ces espaces, tout en assurant un lien visuel entre les différents éléments éloignés.

Autre élément important, la palette de couleur qui favorise l'intégration de tous ces éléments. Sur Mézens, elle s'étend du beige à des marrons plus soutenus pour les espaces agricoles et bâtis et au vert foncé pour les espaces boisés se composant majoritairement de chênes pédonculés et de châtaigniers. Un des enjeux pour les élus dans l'élaboration du PLU sera de prendre en compte la palette de couleurs et le modelage du terrain afin de conserver la qualité paysagère du territoire.

6.7 LES FENÊTRES VISUELLES

Le paysage ne se limite pas au végétal, tous les éléments visibles, identifiables, contribuent à sa définition et son appréciation. La vue jouant un rôle dominant, ce sont les perspectives ou les panoramas qui marquent le plus. Elles stigmatisent le passage du milieu naturel ou agricole au milieu urbain et constituent un enjeu important en termes d'image.

La situation géographique de la commune et la topographie du territoire communal offrent de multiples perceptions lointaines du paysage et panoramiques à partir des routes de crêtes notamment.



Légende :



Crête



Vallon ou vallée



Voie départementale de crête d'où l'on a des vues lointaines voir panoramiques générant des enjeux de co-visibilité



Voie communale de crête d'où l'on a des vues lointaines voir panoramiques générant des enjeux de co-visibilité



Cône de vu

Depuis les premières hauteurs de la RD35, on perçoit le bourg de Mézens regroupé au pied du château.

Dans la perspective se laisse deviner l'église Notre Dame de Saint-Sulpice qui crée un point d'appel. Tout à fait en arrière-plan, la ligne de crête de la Montagne Noire souligne l'horizon.



Depuis la voie communale qui relie la RD28 au hameau de Notre Dame de Grâce, le massif du Grand Bois laisse apparaître sa vaste étendue.

La pente conduit naturellement le regard vers la perspective au bout de laquelle on devine là aussi la ligne d'horizon de la Montagne Noire.



6.8 LA TRAME VERTE ET BLEUE

6.8.1 Dispositions préalables

Dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la gestion du patrimoine naturel, les politiques de préservation de la biodiversité, longtemps fondées sur l'inventaire et la protection d'espèces et d'espaces remarquables, ont montré leurs limites en créant des « îlots » de nature préservée dans un territoire de plus en plus artificialisé, ne permettant plus de la sorte le fonctionnement en « réseau » de ces espaces. La Trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques.

Sans renier la prise en compte de la nature « remarquable », il apparaît aujourd'hui nécessaire de s'intéresser aussi à la biodiversité ordinaire, de prendre en compte et de préserver les interactions entre espèces et les échanges entre espaces qui sont indispensables au bon fonctionnement des écosystèmes.

La démarche « Trame Verte et Bleue (TVB) » vise à conserver et/ou rétablir, sous la forme d'un réseau d'échanges cohérent à l'échelle du territoire d'étude, les espaces de continuité ou de proximité propices à la circulation des espèces et au bon fonctionnement des milieux naturels.

En ce sens, cette « TVB » s'inscrit au-delà de la seule préservation d'espaces naturels isolés ou de la protection d'espèces en danger, et doit être considéré comme un outil d'aménagement durable du territoire.

La Trame verte et bleue, outil d'aménagement du territoire, vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'homme leurs services.

Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La Trame verte et bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

Tout projet de PLU doit intégrer la problématique des continuités écologiques :

- D'après le Code de l'Environnement, le PLU doit prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), c'est-à-dire intégrer les enjeux régionaux et les adapter au contexte local ;
- D'après le Code de l'Urbanisme, le projet de PLU doit s'intéresser aux enjeux de continuités propres au territoire concerné.

La loi n°2009-967 du 3 août 2009 «de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (Grenelle 1) pose l'objectif de création d'une TVB d'ici fin 2012. La TVB constitue un des outils en faveur de la biodiversité. Elle a également modifié l'article L.110 du code de l'urbanisme pour y intégrer la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques. La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 « portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2) » introduit quant à elle :

- La TVB dans le code de l'environnement (article L. 371-1 et suivants), avec sa définition, ses objectifs, le dispositif de la TVB et le lien avec les SDAGE ;
- Les continuités écologiques dans le code de l'urbanisme (articles L. 121-1, L. 122-1, L. 123-1 et suivants), avec des objectifs de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. À ce titre, l'article L.371-3 du code de l'environnement prévoit que « *les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme* ».

Dans le cadre de l'étude de la Trame Verte et bleue du territoire de la commune de Mézens, la méthodologie ainsi que la définition de la Trame Verte et Bleue au droit de la commune sont explicitées dans les parties suivantes.

La méthodologie pour la définition de la TVB au sein du territoire de Mézens s'appuie en grande partie sur le guide méthodologique intitulé « La Trame Verte et Bleue dans les Plans Locaux d'Urbanisme – Guide méthodologique ».

Cette méthodologie s'articule autour de différentes étapes qui sont les suivantes :

- Étape 1 : caractérisation préalable sommaire du territoire ;

- Étape 2 : prise en compte des différentes données pour le territoire d'étude (SRCE Midi Pyrénées, données DREAL Carmen, données BazNat, ...) ;
- Étape 3 : définition de la TVB par interprétation sur orthophotoplan
- Étape 4 : définition de la TVB urbaine de Mézens
- Étape 5 : identification et caractérisation des obstacles et possibilités de franchissement.

6.8.2 Caractérisation sommaire du territoire

La bio-géomorphologie permet d'étudier les rapports entre les formes de relief, les modelés terrestres et les organismes vivants, le tout étant un ensemble indissociable.

En effet la géologie définit un relief qui caractérise des conditions pédo-bio-géo climatiques pour les espèces végétales, ces dernières ayant un rôle fondamental dans la composition d'habitats d'espèces faunistiques. Le tout forme alors des biocénoses et donc des écosystèmes particuliers pouvant être reliés entre eux et former des corridors écologiques.

La caractérisation sommaire du paysage permet d'appréhender au mieux le territoire :

- Paysage : le paysage de la commune de Mézens est caractérisé par :
 - o Le cours du Tarn qui le longe au Sud ;
 - o Une urbanisation lâche regroupée dans le centre-bourg, dans la partie Est de la commune ;
 - o Le Grand Bois à l'Ouest se développant en massif escarpé ;
 - o Le milieu agricole surtout dans les plaines du Tarn.
- Altitude : Situé dans la plaine de l'Agout, Mézens est caractérisé par des terres agricoles fertiles s'étendant du cours de l'Agout (environ 115 mètres d'altitude). De fortes pentes sont présentes dans la partie Ouest de la commune, le Grand Bois se développe sur des versants allant de 120 à 245 mètres d'altitude.
- Hydrologie : le relief est façonné par un réseau hydraulique naturel (le Tarn et ses affluents)
- Végétation : avec une forte représentation de l'activité agricole dans la plaine du Tarn, la végétation naturelle subit de fortes contraintes même si un boisement de grande envergure est présent à l'Ouest de la commune.
- Occupation des sols : la plaine alluviale du Tarn est caractérisée par une céréaliculture intensive. Elle ne subit pas une forte urbanisation et l'ambiance de la commune est typique de la campagne en plaine avec une mosaïque de parcelles boisées et de parcelles agricoles.

6.8.3 Éléments de la T.V.B. au droit de la commune

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique constitue la déclinaison concrète de la Trame Verte et Bleue au niveau régional.

Il définit les grands réservoirs de biodiversité ainsi que les corridors écologiques au niveau régional. Le travail de la présente étape consiste à étudier, intégrer et transposer les données du SRCE (échelle 1/100 000^{ème}) à l'échelle du territoire, soit à une échelle 1/10 000^{ème}.

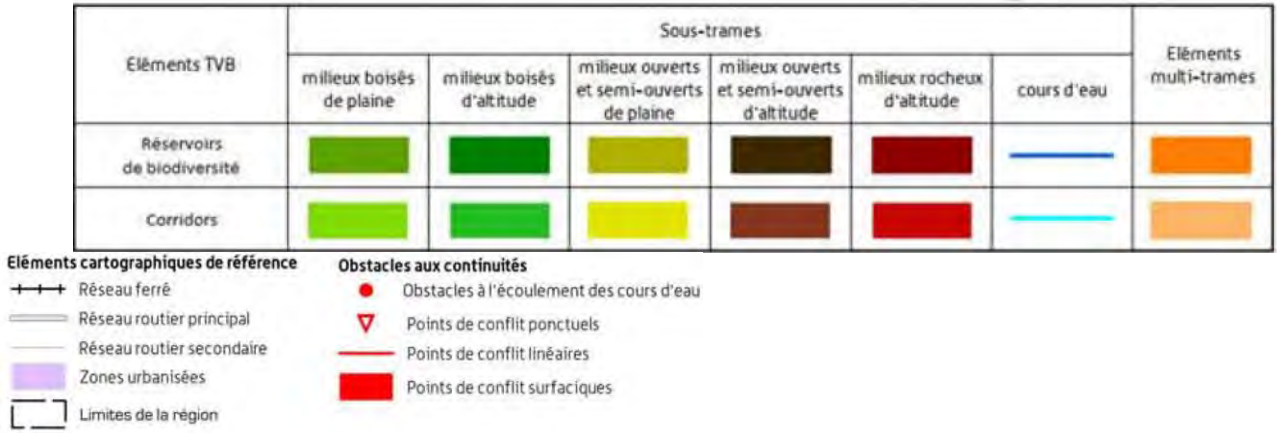
L'approche d'étude du SRCE est la suivante :

- Analyse de la TVB au niveau régional ;
- Transposition de la TVB du SRCE au niveau local ;
- Affinage de la TVB du SRCE à l'échelle 1/10 000.

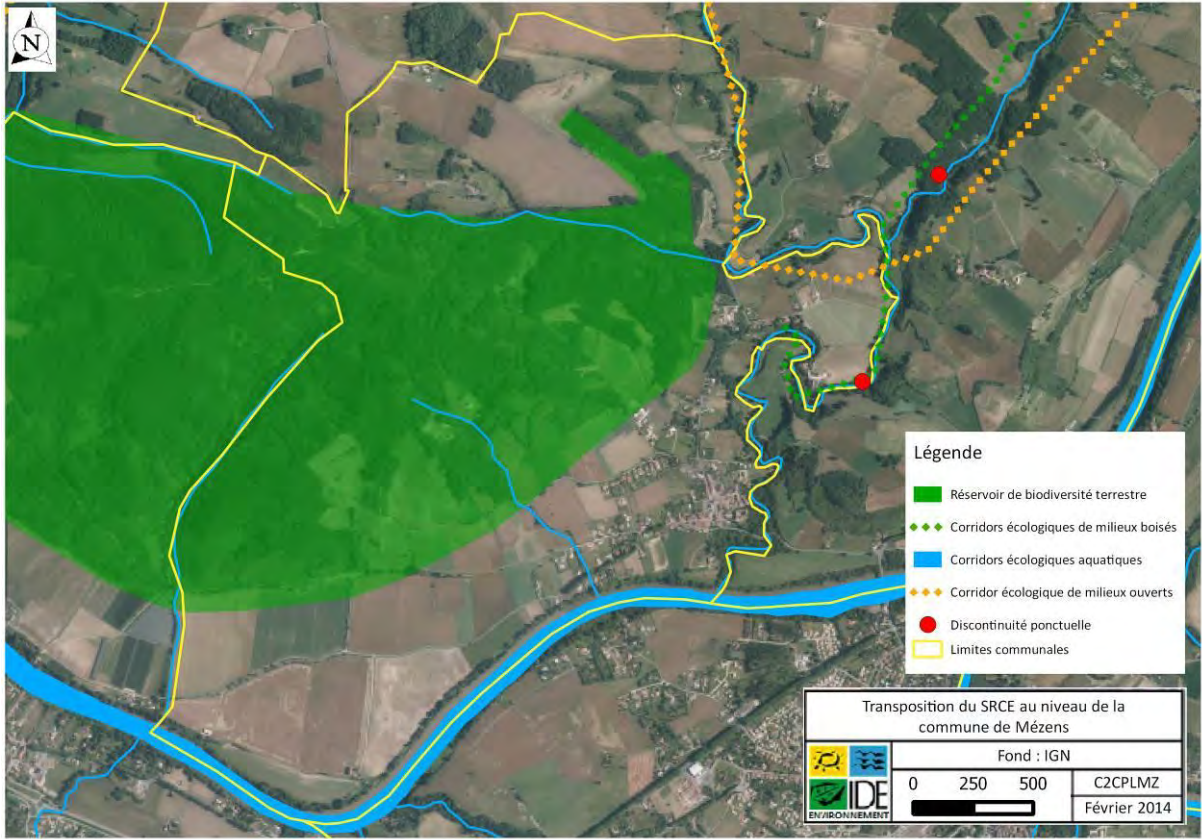
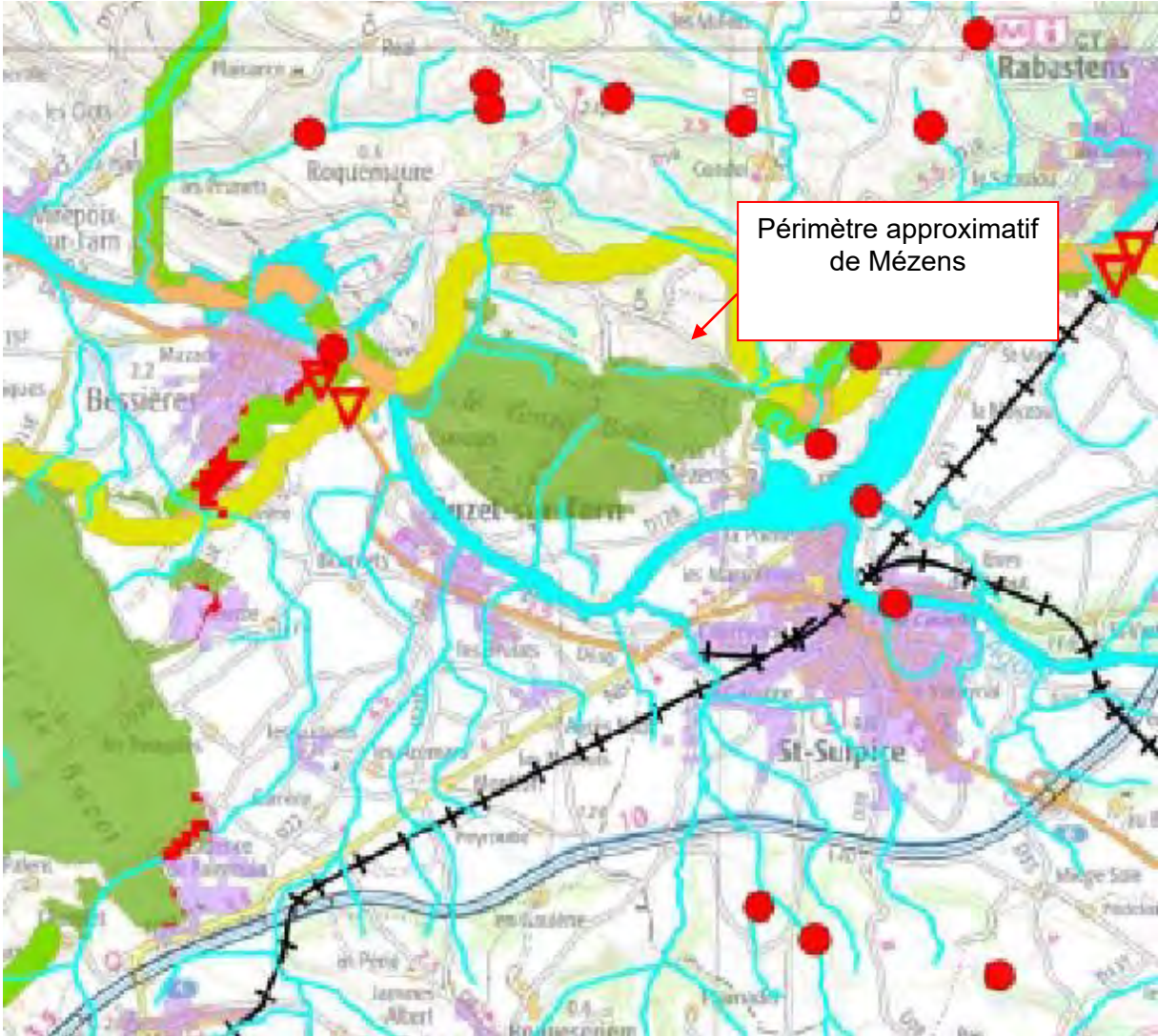
L'objectif de cette sous-étape est d'intégrer en tant qu'élément de cadrage les données du SRCE disponibles et utiles et être conforme à l'article L.371-3 du Code de l'Environnement.

Comme le montre la cartographie du SRCE, le territoire de Mézens est concerné par les éléments suivants biodiversité :

- Un réservoir de type boisement : ce réservoir est localisé au droit du Grand Bois à l'Ouest de la commune.
- Un corridor de type boisement : ce corridor est localisé dans le prolongement du Grand Bois en direction de l'Ouest, vers la commune de Rabastens.
- Un corridor de type milieu ouvert : ce corridor prolonge également le boisement en direction de l'Est et de l'Ouest. Il vient recouper d'autres éléments de TVB.
- Des éléments de discontinuité pouvant induire des difficultés de franchissement des corridors écologiques : sur la commune de Mézens, aucun élément de discounté n'est recensé dans le cadre du SRCE.
- Les corridors écologiques associés aux cours d'eau : Tarn et ses affluents.



Données au SRCE au droit du secteur de Mézens (Source : SRCE Midi Pyrénées, 2013)



La transposition du SRCE au niveau local figure sur la carte suivante.

Transposition du SRCE au niveau de la commune de Mézens

La recherche d'espaces naturels remarquables et/ou protégés permet d'affiner et de localiser les réservoirs de biodiversité du territoire et de ses abords. Cette étape consiste à recueillir auprès des organismes gestionnaires, l'ensemble des informations visant à localiser et décrire, au niveau du territoire de Mézens et de ses abords les espaces naturels ainsi que les espèces animales et végétales remarquables ou protégés et donc identifiés à ce jour.

Les différentes données sélectionnées sont celles pouvant avoir valeur de réservoir de biodiversité.

Trois espaces naturels remarquables sont localisés au niveau de la commune de Mézens. Il s'agit de la ZNIEFF de type I « Bois de Costes, des Graves et Grand Bois », de la ZNIEFF de type II « Basse vallée du Tarn » et du SIC (Natura 2000) « Vallées du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou ».

Le périmètre de la ZNIEFF « Bois de Costes, des Graves et Grand Bois » épouse les contours des boisements éponymes à la zone. Les zones agricoles voisines sont exclues. La surface importante de ce boisement en fait un des réservoirs de biodiversité majeurs de la région. Principalement composé de forêts caducifoliées et de forêts mixtes, le secteur présente également quelques plantations de conifères et inclue de faibles surfaces de prairies.

La ZNIEFF « Basse vallée du Tarn » suit le cours du Tarn et inclut ponctuellement des éléments de ripisylve. Il s'agit de forêts riveraines parfois humides.

Les contours du Site d'Intérêt Communautaire sont également fixés sur le cours du Tarn mais incluent encore moins de milieux annexes. De par sa linéarité, cet élément de Trame Verte et Bleue est un corridor écologique. Sa pérennité et sa qualité sont des éléments sécurisés par les mesures de protection liées aux sites Natura 2000.

6.8.4 Approche de la T.V.B. par les espèces

Outre les données associées aux espaces naturels remarquables et protégés, d'autres données précisant la localisation d'espèces remarquables en dehors de ces espaces ont été recherchées.

La base de données BaZnat, diffusée par l'association Nature Midi Pyrénées, - dont une de leur mission est la réalisation de diagnostics écologiques et l'application de plans de gestion des milieux naturels -, regroupe les observations de divers domaines naturalistes (arthropodes, flore, oiseaux, reptiles, amphibiens, mammifères...) sur tout le territoire de Midi-Pyrénées.

Ainsi il est possible de voir par maille les espèces présentes recensées sur une surface précise (5 km * 5km).

La base de données de l'INPN recense elle aussi les espèces protégées au sein de la commune.

La première approche de notre travail a consisté à recenser toutes les espèces protégées et remarquables présentant un intérêt patrimonial pour la commune.

N'ont pas été retenues les espèces communes même si protégées en raison de leur caractère ubiquiste et commun pour l'ensemble du territoire (exemple : lézard des murailles, crapaud commun). L'objectif de cette pré-sélection est d'établir une TVB cohérente à l'échelle du territoire et non une identification à une micro-échelle de tous les micro-corridors.

Par la suite, un affinage a été réalisé par maille. En effet, en étudiant les biotopes associés à chaque espèce, on a pu ainsi déterminer la spatialisation de ces espèces par photo-interprétation des habitats.

Les espèces prises en compte à l'issue des données BaZnat et INPN sont listées dans le tableau suivant.

Espèces	Habitats préférentiels associés à l'espèce	Habitats potentiels au droit de la commune
Mammifères		
Grand rhinolophe	L'espèce affectionne tout particulièrement les bâtiments présentant un caractère calme (vieux château, anciens thermes, églises, combles).	<i>Cette information sera complétée suite aux investigations de terrain</i>
Petit rhinolophe	Ce rhinolophe utilise principalement les cavités naturelles pour gîte (grottes) mais également les cavités anthropiques plus ou moins abandonnées (caves, tunnels...).	<i>Cette information sera complétée suite aux investigations de terrain</i>
<u>Barbastelle</u> d'Europe	Les gîtes de la <u>Barbastelle</u> d'Europe peuvent être naturels ou artificiels. Il s'agit d'écorces décollées ou encore de fentes dans les arbres mais aussi de linteaux dans les granges ou les fenêtres.	Grand Bois, <i>Cette information sera complétée suite aux investigations de terrain</i>
Murin à oreilles échancrées	Les gîtes de cette espèce de Murin sont des cavités souterraines naturelles ou artificielles.	<i>Cette information sera complétée suite aux investigations de terrain</i>
<u>Minioptère</u> de <u>Schreibers</u>	Cette espèce peut se trouver à la fois dans les cavités naturelles et artificielles (grottes, tunnels, anciennes mines...).	<i>Cette information sera complétée suite aux investigations de terrain</i>
Loutre d'Europe	L'espèce affectionne les berges des cours d'eau et les zones humides associées.	Réseau hydrographique, principalement cours du Tarn
Grand murin	Cette espèce affectionne particulièrement les milieux souterrains naturels mais peut aussi bénéficier de la présence de milieux artificiels (tunnels, mines, carrières) ainsi que de bâtiments plus ou moins abandonnés (moulins, granges, églises...).	<i>Cette information sera complétée suite aux investigations de terrain</i>
Poissons		
Chabot	Ce poisson affectionne les zones d'eaux vives et fraîches sur sables et graviers.	Cours du Tarn et ses affluents
Lamproie de Planer	Cette lamproie vit dans tout type de rivières et fleuves.	Cours du Tarn et ses affluents
<u>Toxostome</u>	Le <u>toxostome</u> est un poisson qui fréquente les cours d'eau à courant vif et à fond rocaillieux ou graveleux.	Cours du Tarn et ses affluents
Invertébrés		
Lucane <u>Cerf</u> <u>Volant</u>	L'espèce affectionne les vieux arbres et bois morts	Grand Bois
Grand capricorne	L'espèce fréquente les vieux arbres et bois morts ou sénescents et particulièrement les chênes.	Grand Bois
Mulette perlière	Ce bivalve se fixe sur les fonds sableux des cours d'eau.	Cours du Tarn

Espèces	Habitats préférentiels associés à l'espèce	Habitats potentiels au droit de la commune
Ecaille chinée	Ce papillon utilise une variété de plantes hôtes qui se développent dans les friches, milieux herbacés, broussailles...	Friches, lisières, zones rudérales... sur toute la commune
Ecrevisse à pieds blancs	L'espèce semble préférer les cours d'eau frais à courant vif mais toujours à caractère peu pollués.	Cours du Tarn et ses affluents

Espèces prises en compte à l'issue des données BaZNat et INPN

Il est important de noter que cette liste, réalisée à partir de sources bibliographiques, peut ne pas être exhaustive.

Il s'agit ici de faire une approche globale et non un recensement de toutes les espèces existantes au droit du territoire

On peut donc remarquer que certaines espèces correspondent à des biotopes communs. Ces biotopes sont ceux déjà défini comme étant des réservoirs de biodiversité (Grand Bois, Cours du Tarn). Ils constituent des noyaux multi-espèces.

Si aucun autre réservoir de biodiversité ne semble se dessiner avec la définition des espèces « sensibles » ou « emblématiques » au niveau local, on peut remarquer l'absence d'enjeu au niveau des espèces en relations avec les zones humides (amphibiens, odonates...). Les inventaires de terrains peuvent étoffer le diagnostic quant à l'absence apparente de zones humides sur le périmètre de la commune.

6.8.5 Dynamique écologique de la commune

Les corridors écologiques sont appréhendés de la façon suivante :

- Identification des corridors définis par le SRCE et adaptation au niveau local ;
- Étude fine des corridors par photo-interprétation.

Le massif boisé présent sur la commune occupe une surface très importante (environ 235 ha). Cela représente près de 40% de la surface communale. Il la traverse d'Est en Ouest et à ce titre joue à la fois le rôle de réservoir de biodiversité (par sa surface) et de corridor écologique (par son allongement). Sur les parties Nord et Est de la commune, les parcelles agricoles présentent un fonctionnement assez bocager avec des parcelles entrecoupées de haies plus ou moins denses qui jouent un rôle fonctionnel de corridor écologique.

Dans la partie Sud, la basse plaine du Tarn semble plus orientée vers la culture intensive et les haies sont très peu présentes et très peu denses. À noter cependant la présence de la ripisylve du Tarn qui vient combler partiellement l'absence de haie dans cette matrice agricole puisqu'elle fait le lien entre l'Est et l'Ouest.

Le boisement qui constitue un réservoir écologique de grande qualité est en relation avec le Tarn qui lui constitue un corridor écologique également de qualité. Ceci est dû à la présence des affluents qui prennent leur source au cœur de la commune. En effet, les ruisseaux qui prennent leur source dans la forêt et rejoignent soit directement (à l'Est) soit indirectement (à l'Ouest) le Tarn permettent le transit d'espèces animales.

Comme le montre la cartographie du SRCE, le territoire de Mézens est concerné par trois types de corridors :

- Corridors de type boisement : correspondant aux haies et plantations d'arbres en bord de route et de champs
- Corridors de type milieux ouverts : correspondant aux bandes enherbées aux bords des routes et des champs
- Corridors écologiques associés aux cours d'eau.

La dynamique écologique de la commune est étroitement liée au massif boisé qui domine la commune. Le maillage de haie et la présence du réseau hydrographique et de sa ripisylve agrémentent les TVB et améliorent le fonctionnement écologique des écosystèmes de la commune de Mézens.

En replaçant la TVB communale à une échelle plus large, il apparaît que les entités naturelles de la commune de Mézens jouent un rôle majeur dans la TVB locorégionale.

En effet, les 235 ha de boisement présents sur la commune de Mézens font partie d'un bloc forestier de 4 km² qui s'étend vers l'Ouest. Ce massif est l'un des réservoirs majeurs du secteur Ouest tarnais avec la forêt de Giroussens et celle de Buzet. Ils sont reliés entre eux par le biais du Tarn et de sa ripisylve d'une part mais aussi par l'Agout d'autre part.

Le plus gros réservoir de biodiversité du département est situé au Nord, il s'agit de la forêt de Sivals en continuité avec le domaine de Grésigne. Il existe une trame verte en pas japonais avec la forêt de Mézens par l'intermédiaire de massifs boisés de petite surface entre les deux forêts.

De par le passage du Tarn dans la commune, Mézens présente une connexion forte avec tous les milieux aquatiques du département. Le rôle du cours d'eau est décuplé par la présence de sa ripisylve qui crée des milieux différents et favorise la migration d'espèces variées.

En conclusion, malgré sa faible surface, la commune de Mézens joue un rôle important dans la dynamique écologique locorégionale puisqu'elle présente à la fois un réservoir de biodiversité et un corridor écologique d'envergure régionale.

6.8.6 Identification et caractérisation des discontinuités et possibilités de franchissement

La détermination des obstacles et éléments créant une rupture dans les continuités terrestres et aquatiques doit être d'autant plus précise et complète que l'échelle d'analyse est fine. Ce travail indispensable permet de préciser la fonctionnalité de la trame écologique esquissée.

La caractérisation des discontinuités et difficultés de franchissement a été réalisée à partir des données du SRCE.

Les principales discontinuités et difficultés de franchissement sont dues :

- Aux obstacles sur les cours d'eau ;
- Aux infrastructures de transports ;
- À l'urbanisation.

Ces éléments sont identifiés, cartographiés et évalués en termes de « perméabilité » aux espèces par le biais d'un système de notations, donc de hiérarchisation, conforme aux préconisations de la DREAL dans ses guides méthodologiques.

Bien que les discontinuités dans les déplacements écologiques concernent essentiellement la faune, il est important de souligner que ces discontinuités peuvent intervenir dans le cadre des « déplacements » de la flore.

Pour la flore, il est préférable de parler de « dispersion » pour ses déplacements.

La reproduction d'une espèce végétale, complexe, peut se faire de différentes façons :

- Par multiplication végétative : plantes à bulbes, à tubercules et à rhizomes
 - o Ce mode de reproduction représente un enjeu fort dans le cadre des discontinuités. En effet cette reproduction ne peut se faire que « pas à pas »,
- Par reproduction sexuée : graines. Il existe d'innombrables modes de dissémination de graines afin de pérenniser l'espèce dans le temps mais surtout dans l'espace. Les modes de dissémination des graines sont nombreux et variés. Les principaux modes sont les suivants :
 - o Dissémination par le vent : anémochorie. C'est le mode de dispersion majeur qui concerne environ 90 % des espèces végétales ;
 - En raison du facteur de dispersion (le vent), ce mode de dissémination est très peu touché par les problématiques de discontinuité ;
 - o Dissémination par l'eau : hydrochorie. Ce mode est un des phénomènes distributifs et de diversification génétique important. Il concerne principalement les espèces inféodées aux milieux aquatiques.
 - En raison du facteur de dispersion (uniquement de l'eau), ce mode de dissémination est très peu touché par les problématiques de discontinuité
 - o Dissémination par les animaux : zoochorie. Ce processus présente l'avantage de faire franchir de grandes distances aux graines.
 - Cela favorise l'extension de l'espèce et la diversification de son patrimoine génétique. En revanche, ce mode dépend énormément des animaux qui eux-mêmes sont directement concernés par les problématiques de discontinuités.

Ainsi, au niveau des espèces végétales, celles pouvant représenter un enjeu dans le cadre des discontinuités écologiques sont :

- Les espèces végétales concernées par une multiplication végétative (bulbes, tubercules, rhizomes) ;
- Les espèces végétales concernées dont la dissémination des graines est effectuée par zoochorie.

Cependant, aucune espèce végétale protégée n'a été recensée sur la zone d'étude, par conséquent les enjeux floristiques sont moindres sur la commune par rapport aux enjeux faunistiques.

Les espèces aquatiques ont besoin de circuler sur certaines portions de linéaire des cours d'eau pour réaliser l'intégralité de leur cycle de vie (alimentation, reproduction ou croissance) et la difficulté de franchissement des obstacles limite fortement les possibilités de déplacement. Certaines ont besoin d'une continuité linéaire sur de grandes portions du cours d'eau, notamment les grands migrateurs amphihalins, particulièrement menacés par la multiplication de ces discontinuités.

Le classement des cours d'eau est l'outil réglementaire mis en place pour préserver et restaurer la continuité écologique des cours d'eau. Au droit du territoire de Mézens, le Tarn est un cours classé accompagné d'une liste d'espèces. Les espèces concernées sont le Saumon atlantique et la Truite de mer. Avec la fréquentation de ces espèces, le Tarn est classé comme axe prioritaire pour la migration des espèces amphihalines.

Le SRCE identifie au droit du Canal du Midi deux types de discontinuité (ponctuelle et linéaire) elle est due à la présence de :

- De seuils et barrage ;
- De berge aménagée. Il est important de noter que ces berges aménagées ne sont pas totalement imperméables à la circulation et aux déplacements des espèces en raison de leur caractère assez « naturel ».

Aucune discontinuité aquatique n'est identifiée sur la commune de Mézens.

Les infrastructures routières peuvent constituer des difficultés pour le franchissement des espèces faunistiques.

Au niveau du territoire étudié, les routes communales et chemins vicinaux ne constituent pas un obstacle imperméable à la trame verte selon le SRCE.

L'urbanisation est considérée comme un élément fragmentant pour la Trame Verte et Bleue et la dynamique des écosystèmes.

Ces discontinuités peuvent être de type suivant :

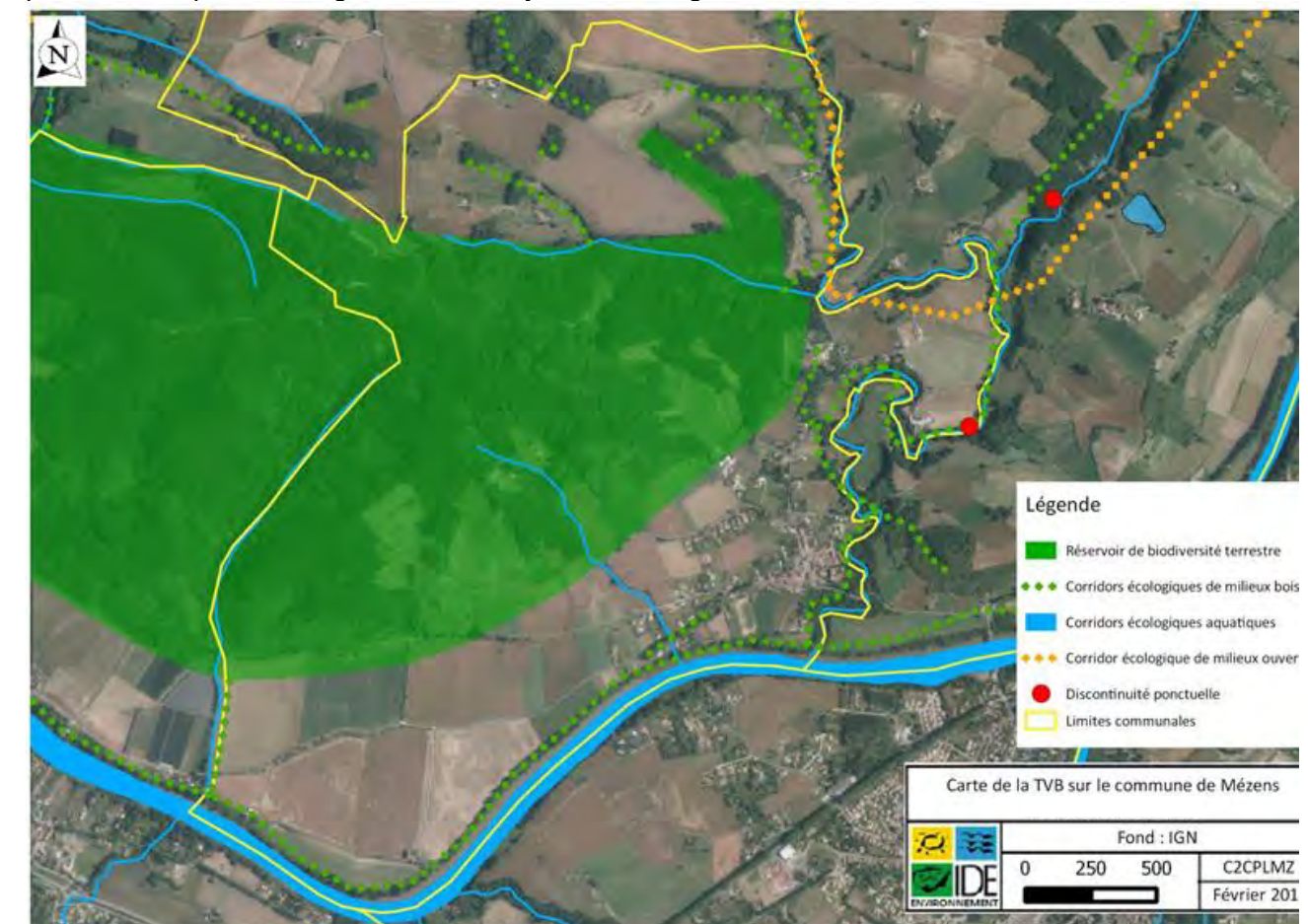
- Tissus urbain continu et discontinu ;
- Zones industrielles et commerciales ;
- Décharges ;
- Chantiers ;
- Équipements de loisirs et sportifs ;
-

Au niveau du territoire étudié, le centre urbain représente une faible discontinuité puisqu'il est lâche et de faible envergure.

De ce fait, les discontinuités liées à l'urbanisation pour le secteur d'étude présentent un enjeu moindre dans le cadre des franchissements.

Ainsi, le territoire de Mézens est caractérisé par la domination d'un boisement de grande envergure. Ce réservoir de biodiversité est en relation avec des corridors écologiques à la fois de milieux aquatiques, de milieux boisés et de milieux ouverts.

La carte révèle des lacunes dans la connexion entre le Grand Bois et le cours du Tarn. Cela est dû à la présence de parcelles agricoles sans système bocager.



6.9 LES MILIEUX NATURELS SENSIBLES

Le territoire communal de Mézens comporte trois milieux naturels sensibles qu'il convient de protéger dans le cadre de l'élaboration du PLU. Il s'agit de deux ZNIEFF et un site répertorié au réseau Natura 2000.

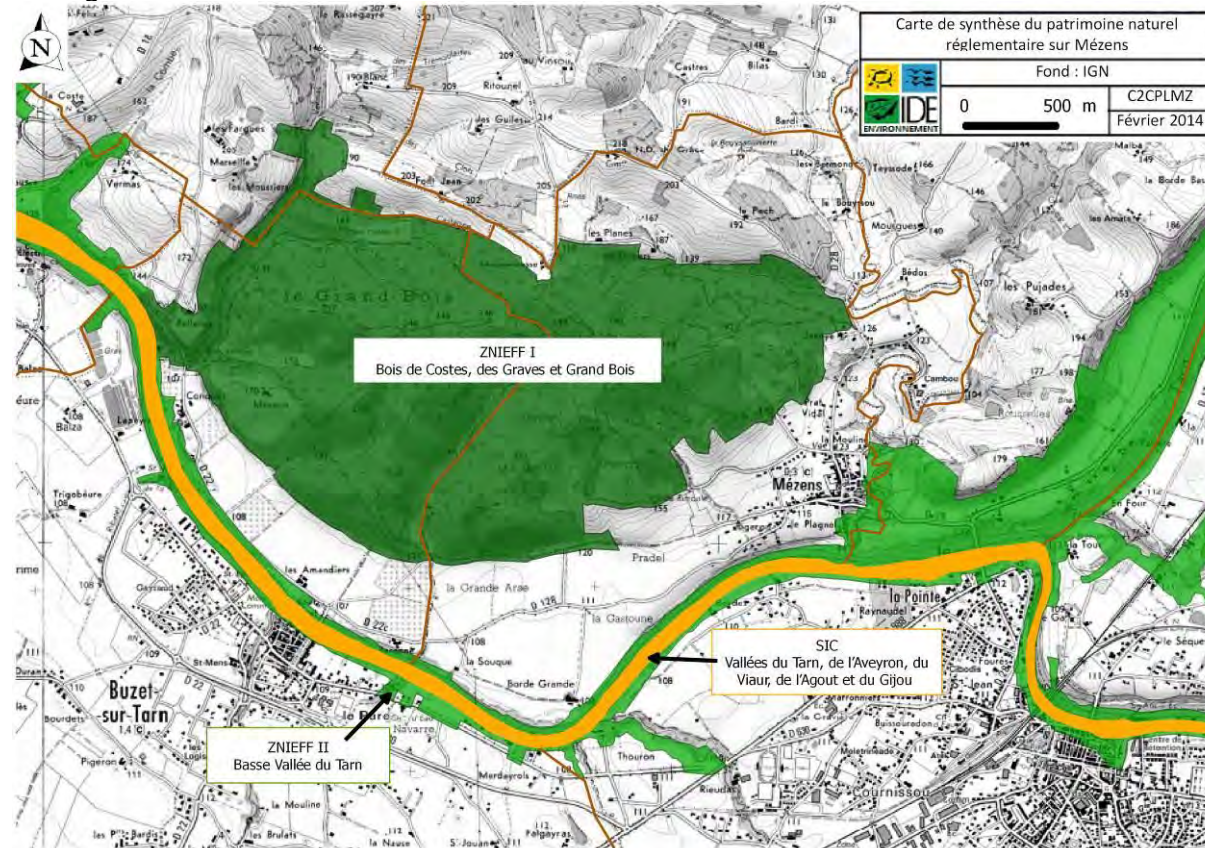
Les Zones d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristiques (ZNIEFF) sont des inventaires scientifiques nationaux d'éléments naturels rares ou menacés. Il existe deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I qui sont des sites identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat naturel de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.
- les ZNIEFF de type II qui concernent des ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure plusieurs zones de type I ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre, mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

La ZNIEFF de type I « Bois des Costes, des Graves et Grand Bois » est constituée de coteaux fortement boisés, la ZNIEFF est située sur la rive droite du Tarn. Cette ZNIEFF est centrée sur les

espèces forestières, notamment plusieurs espèces de rapaces dont le Circaète. Les parties herbeuses des bords des sentiers et des pelouses imbriquées dans le coteau boisé accueillent une flore variée, notamment certaines espèces très localisées comme l'Orchis singe (*Orchis simia*). D'autres espèces comme l'Alaterne Rhamnus présent sur les parties bien exposées, ou le Cormier (*Sorbus domestica*), trouvent sur le site un substrat adapté à leurs exigences écologiques.

Le périmètre du site correspond à celui du massif forestier. La ZNIEFF comprend également quelques parcelles agricoles en lisière.

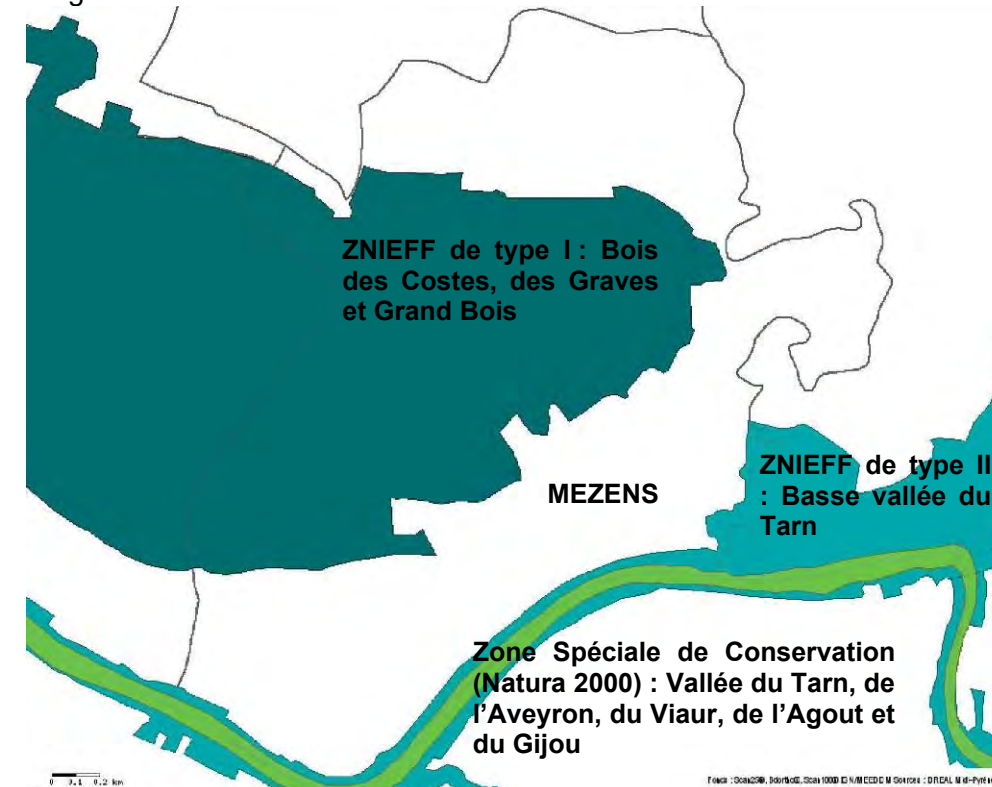


La ZNIEFF de type II « Basse vallée du Tarn » occupe un tronçon de la rivière sur un linéaire d'environ 3628 hectares. L'altitude moyenne est de 108 mètres. Les composantes paysagères sont le lit mineur de la rivière (méandres, gravières...) et sa ripisylve, des portions d'affluents ainsi que des zones boisées et agricoles.

La zone héberge une flore riche. Une grande partie des espèces appartient aux communautés annuelles thermophiles des pentes abruptes comme par exemple l'égilopeovale, le Pallénis épineux et le Brachypode à deux épis.

La ripisylve présente çà et là quelques belles stations de primevères acaules et sur quelques falaises du Tarn, la Capillaire de Montpellier. Les sables des bords de la rivière portent localement la Glaucienne jaune.

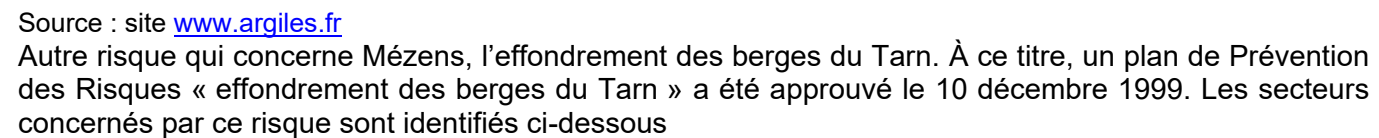
D'un point de vue faunistique, les zones tranquilles des ripisylves peuvent être occupées par l'Aigrette garzette et le Bihoreau gris tandis que des roselières peuvent accueillir la Rousserolle Tudaïde. En ce qui concerne les poissons, on peut observer le brochet, le Rotengle commun, la Tanche et la Bouvière qui apprécient les eaux calmes au courant modéré. La qualité des eaux permet d'héberger 2 mollusques d'intérêt patrimonial reconnu, le *Moitesseria rolandiana*, protégé en France et le *Belgrandiala saxatilis*.



Source : DREAL Midi-Pyrénées

Le site Natura 2000 « Vallée du Tarn, de l'Aveyron, du Viaur, de l'Agout et du Gijou », se compose notamment de rivières des étages planitiaires à montagnard, de pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires, de forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion. Plusieurs espèces de chauve-souris sont répertoriées (le Grand Murin, le Grand Rhinolophe...), la Loutre d'Europe. Pour les poissons, la Lamproie de Planer, le Chabot ont été identifiés. Enfin, pour les invertébrés, le Grand Capricorne, la Lucarne cerf-volant et l'écrevisse à pieds blancs ont été recensés.

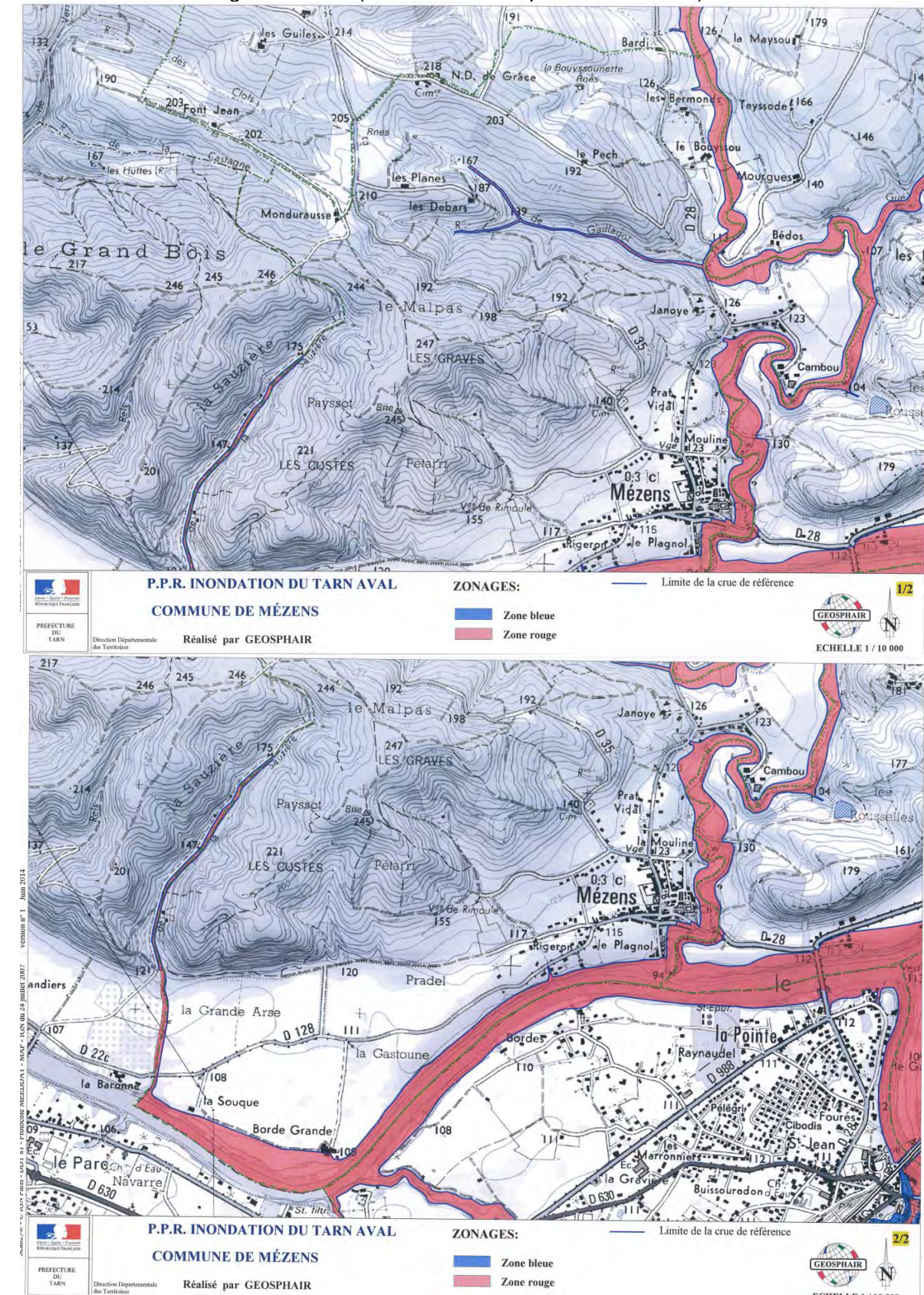
La commune est concernée par le risque de gonflement et retrait des argiles de manière faible en bordure du Tarn et du ruisseau de Passe. Le risque monte au niveau moyen sur le reste du territoire. À ce titre, la commune est incluse dans sa totalité dans le Plan de Prévention des Risques « Mouvement différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles » approuvé le 13 janvier 2009.



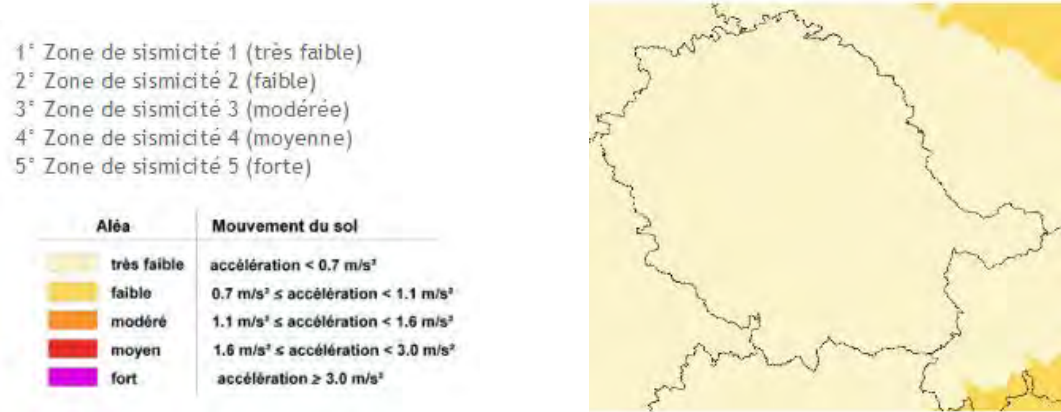
Topographic map of the Meziens area in the Massif Central, showing the PPRmt Tarn-Aval. The map displays the Tarn river and its tributaries, with various geographical features and place names. A legend in the bottom right corner identifies the PPRmt Tarn-Aval (orange line), the Région (blue line), the Région (red line), the PPRmt RGA (pink area), and the Zone RGA (light pink area). The map also includes a scale bar (0 to 10 km) and a north arrow.

Par ailleurs Mézens est également concerné par un risque inondation le long du Tarn et du ruisseau de Passe, identifié par un atlas des zones inondables. Les secteurs de la commune concernés sont identifiés ci-dessous. Afin d'éviter l'aggravation du phénomène et l'augmentation de l'aléa pour les

Extrait de la carte zonage inondation (source : site de la préfecture du Tarn)



Dernier risque naturel relatif à la commune de Mézens, le risque sismique. Pour le territoire communal, ce risque est très faible.



Source : site internet risques-sismiques.fr

7 ETAT INITIAL DES ESPACES URBAINS

7.1 ÉTAT DE L'URBANISATION

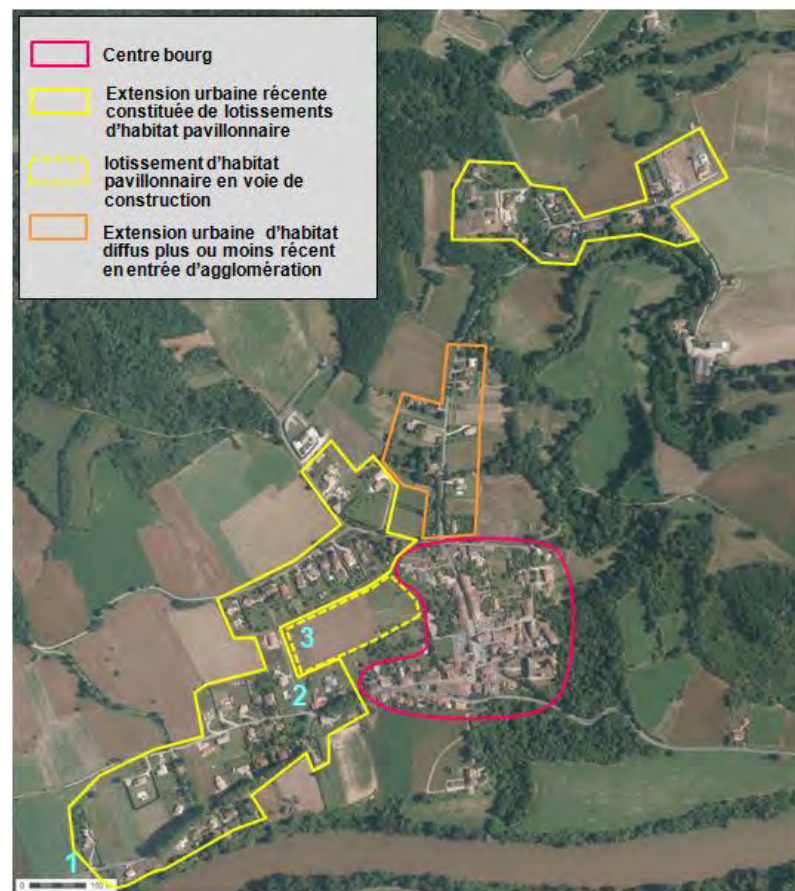
À l'origine, Mézens s'est construit autour de son château médiéval sous la forme d'un bourg concentré. Au fil des années, l'urbanisation s'est peu à peu étendue le long des voies de communication, en particulier le long de la RD35 en direction du Nord et de la RD128 en direction du Sud-Ouest.

Le développement du tissu de type faubourien qui s'était constitué à partir du cœur ancien et du château s'est transformé en urbanisation linéaire discontinue. L'enjeu se situe donc désormais dans l'occupation (urbanisation, intensification des usages, valorisation ou préservation) des poches préservées en intérieurs « d'îlots », dont plusieurs ont déjà été mobilisé pour la réalisation de nouvelles constructions.



Source Urbactis

Les extensions urbaines récentes du village s'effectuent notamment dans les prolongements Ouest et Sud-Ouest du bourg par le biais de lotissements d'habitat de type pavillonnaire. Un lotissement en cours de réalisation situé entre certains de ces lotissements et le centre bourg permettra de relier ces différentes entités urbaines. L'entrée Nord du village est quant à elle constituée d'un habitat diffus plus ou moins récent.



Source urbactis



Pour le développement futur, quelques cœurs d'îlots sont encore disponibles sur Mézens. Ces secteurs de la commune, outre le fait qu'ils permettent d'optimiser les réseaux existants, vont induire une densification du bâti et une gestion économe du foncier agricole et naturel, dans le respect des principes du Grenelle de l'Environnement.



7.2 PERCEPTIONS DU BOURG

Le cœur du village de Mézens est un véritable bourg dont l'église, la mairie avec son école attenante, son château et les maisons réparties à l'alignement des voies forment un noyau concentré. Implanté sur la première terrasse de la vallée, en contrebas des coteaux, il constitue un village paisible s'ouvrant sur la rivière du Tarn.



Les constructions traditionnelles sont bâties en briques de terre cuite ou crue. Certaines d'entre-elles sont enduites de crépis aux tons sable. Les toitures sont quant à elles recouvertes de tuiles canal.



L'ensemble de ces matériaux provenant ou issus des terrains molassiques et argilo-calcaires de ce secteur Ouest du Tarn relatif aux Coteaux de Monclar favorise une parfaite intégration des constructions traditionnelles dans le paysage.

De plus, leurs tons chauds donnent au paysage un aspect riant et assurent la transition entre l'Aquitaine, le Massif Central et l'aire méditerranéenne.

7.2.1 Perception des hameaux

Ils concernent encore pour bon nombre d'entre eux des fermes ou exploitations agricoles n'ayant pas générées d'urbanisation autour d'eux.

Ces hameaux constituent parfois de grands ensembles bâtis dont les corps de fermes ou bâtiments annexes sont regroupés autour de la maison d'habitation.



Hameau de Janoye



écart Le Pagnol

Comme pour les constructions traditionnelles au sein du bourg, ces ensembles bâtis sont construits avec les mêmes matériaux de construction (briques de terre cuite ou crue, murs parfois enduits de crépis couleur sable, toitures recouvertes de tuiles canal) leur permettant de faire partie intégrante du paysage.

Situé à proximité du bourg, le hameau de Janoye s'est davantage développé regroupant ainsi un habitat relativement ancien à de l'habitat récent.

7.2.2 Espaces publics

Le centre ancien possède un maillage viaire de type orthogonal avec des rétrécissements et des élargissements/placettes qui enrichissent les ambiances et paysages urbains.

Les venelles permettent de percevoir en creux les jardins des intérieurs d'îlots.

Les revêtements restent souvent à caractère majoritairement routier.



7.3 CONSTRUCTIONS RÉCENTES

Mézens connaît actuellement un développement pavillonnaire sur le bourg et le hameau de Janoye essentiellement. Ces constructions occupent différemment l'espace et forment des quartiers presque indépendants.

Les extensions sur la commune de Mézens se sont effectuées le long des voies de communication, consommant allègrement des terres au détriment d'une densification. Les extensions se sont faites au coup par coup, au gré des opportunités foncières. Ce type d'urbanisation laisse des espaces centraux libres, des parcelles en « dents creuses », aboutissant ainsi à un tissu bâti lâche, accentuant l'absence de cohérence urbaine.

À partir des années 80, d'autres constructions apparaissent. Les pavillons sont achetés sur catalogue ayant pour conséquence une uniformisation des habitations, du point de vue de l'architecture, de la taille et des matériaux employés.

Ces constructions se distinguent aisément du bâti ancien tant par leur aspect architectural plus moderne et la nature des matériaux employés, que par leur implantation, le plus souvent en retrait par rapport à la voie publique et aux limites séparatives.

Les volumes sont simples et les façades sobres du centre ancien cèdent le pas à des volumes plus complexes (décrochement, garage accolé, ...)



7.4 PERCEPTION DES ENTRÉES ET SORTIES D'AGGLOMÉRATION

L'entrée Ouest du bourg de Mézens s'effectue par une allée majestueuse de platanes. Les panneaux EB10 et EB20 étant implantés à mi-parcours de l'allée, ils ne jouent pas véritablement leur rôle d'entrée et sortie d'agglomération, d'autant plus que les extensions récentes s'étirent en amont.



Entrée et sortie ouest en direction de Bessières

En venant de Condol, l'entrée Nord du bourg s'effectue avec la perception d'un ensemble bâti au bout de la perspective. Celui-ci attire donc naturellement le regard et signale l'entrée de bourg.



Entrée nord du bourg avec habitat dans la perspective

Sortie nord du bourg

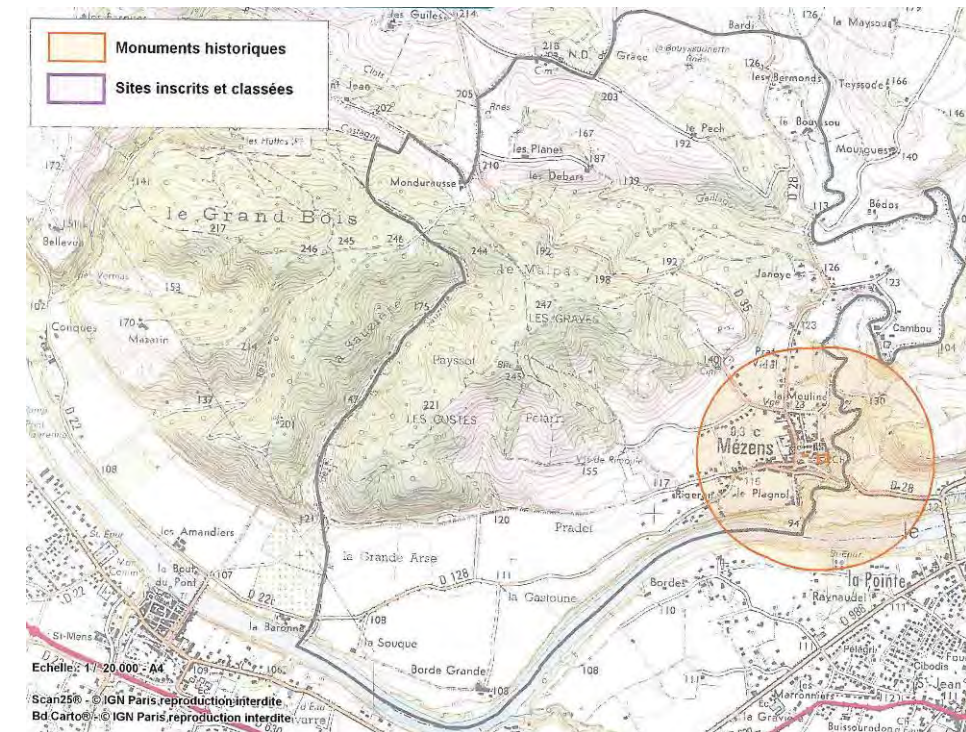
Toutefois, l'usager traverse une zone de transition entre l'espace rural et urbain dans lequel des habitations plus ou moins récentes sont réparties de part et d'autre de la RD 28 de manière très diffuse.



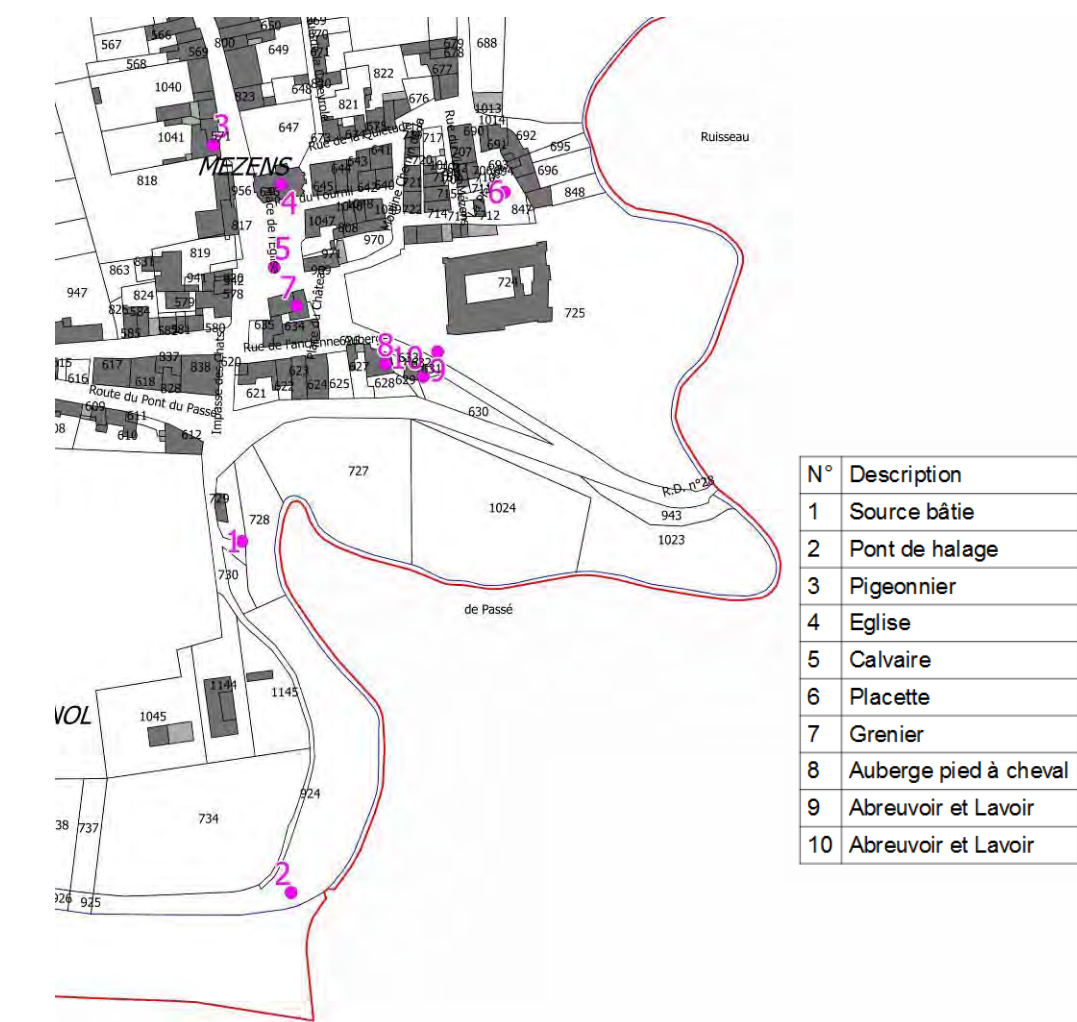
Habitat diffus dans la zone de transition entre espace urbain et espace rural

7.5 MONUMENT INSCRIT ET PETIT PATRIMOINE

Le château de Mézens et son orangerie sont inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis le 10 août 2005. À ce titre, un périmètre de protection de 500 mètres autour de ces bâtiments s'applique, dans lequel, toute demande d'autorisation d'urbanisme est soumise à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Ce périmètre de protection concerne la très grande majorité du bourg de Mézens.



Source : Porter à Connaissance



Carte réalisée par Urbactis à partir des données communales

Par ailleurs, la commune de Mézens dispose d'un ensemble d'éléments remarquables qui contribuent à la richesse patrimoniale du territoire communal. Ces éléments caractérisent le territoire de Mézens mais traduisent également l'histoire de l'aménagement de la commune. Il est donc nécessaire de privilégier leur préservation dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

À ce titre, la municipalité de Mézens envisage d'identifier les éléments cartographiés ci-dessus au titre de l'article L 123-1-5-III-2° du Code de l'Urbanisme. Toute intervention sur ces éléments de patrimoine identifié devra faire l'objet d'une déclaration préalable en mairie de Mézens. Il est à noter par ailleurs, que la commune comprend 3 bâtiments agricoles présentant un intérêt patrimonial. À ce titre, ces derniers pourront faire l'objet d'un changement de destination conformément aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme.

**ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU
SUR L'ENVIRONNEMENT ET EXPOSE DES CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES
DU PROJET SUR LES ZONES NATURELLES MAJEURS, EN PARTICULIER
SUR LA ZONE NATURA 2000**

1 INCIDENCES GÉNÉRALES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le PADD en particulier et le PLU dans son ensemble montrent par ses objectifs un souci de limiter l'impact du développement urbain de la commune sur l'environnement.

Les atteintes à l'environnement seront celles, habituelles, de toute urbanisation :

- Augmentation des trajets automobiles avec leurs impacts en matière de nuisances, de pollution et d'insécurité – Actions du PLU par rapport à ce paramètre : le développement démographique relativement modeste qui limite le nombre de véhicules supplémentaires sur le territoire. La concentration des nouvelles constructions peut inciter le développement du co-voiturage.
- Augmentation de la consommation d'énergie par l'arrivée de nouveaux ménages et d'éventuelles nouvelles activités – Actions du PLU par rapport à ce paramètre : le règlement est ouvert à des typologies qui favorisent les apports solaires passifs et les énergies renouvelables

Le développement urbain reste inscrit en quasi-totalité dans les contours de la zone urbaine actuelle ; la consommation d'espace agricole est donc restreinte et l'atteinte aux espaces naturels, nulle.

L'activité agricole et ses emprises sont améliorées par la restitution de plusieurs hectares constructibles de la carte communale en zone agricole ; le document d'urbanisme a donc un effet positif par rapport à ces zones. (Cf. point comparatif Carte Communale et PLU)

Les espaces naturels voient leur mise en réseau éventuelle inscrite dans le zonage du PLU

Cette volonté générale de limiter l'impact sur le paysage de l'urbanisation, mais aussi de maîtriser l'étalement urbain s'est également traduite notamment par :

- Un article 11 du règlement local d'urbanisme du PLU, sur l'aspect des clôtures qu'elles soient en murs pleins ou constituées de haies vives avec des essences indigènes.
- Un article 13 du règlement local d'urbanisme du PLU, dans le règlement de plusieurs zones qui impose un pourcentage d'espaces verts, mais aussi des plantations pour atténuer l'impact visuel de certaines installations et l'utilisation d'essences locales.

1.1 RISQUES NATURELS

Les risques naturels d'inondation sont matérialisés sur le document graphique du PLU et donnés à titre d'information.

Le PLU tient compte du PPR inondation.

La commune est également concernée par le PPR retrait gonflement des argiles, celui-ci est pleinement pris en compte dans le PLU.

Afin de ne pas aggraver la vulnérabilité des biens et des personnes face au risque de ruissellement, les élus ont décidé de rendre inconstructible les secteurs les plus dangereux et de prescrire des conditions de construction sur des secteurs impactés plus faiblement.

La commune présente également un risque de feu de forêt de par l'étendue des massifs présents sur le territoire communal mais aucune zone urbaine est incluse dans ce périmètre ni de zone à urbaniser. Il est à noter que pour éviter tout problème, à l'ouest de la zone AU1 la plus au nord, attenante à une forêt, une bande inconstructible est définie dans le but de conserver l'intérêt paysager du site mais également dans la perspective de faire office de pare-feu.

1.2 RÉSEAUX

Eaux usées : Le règlement du PLU prévoit le raccordement obligatoire à l'assainissement collectif pour les secteurs de la zone urbaine faisant parti du zonage d'assainissement collectif, l'assainissement individuel est autorisé en l'absence de possibilité de raccordement. Toutes les zones à urbaniser seront traitées en assainissement autonome, dans l'attente de la mise en place des extensions du réseau.

L'extension du réseau d'assainissement collectif est prévue entre janvier et décembre 2020 avec une station d'épuration d'une capacité de 430 EH sur un terrain qui appartient à la commune.

Eaux pluviales : En l'absence de réseau d'assainissement des eaux pluviales, des dispositifs de rétention des eaux pluviales seront prévus sur les parcelles.

Eau potable : le document graphique de zonage comprend des zones urbaines où le réseau est en capacité suffisante pour répondre au développement de l'urbanisation.

Électricité : le document graphique de zonage comprend des zones où le réseau est en capacité suffisante pour répondre au développement de l'urbanisation.

Défense incendie : les secteurs urbanisés ainsi que les zones à urbaniser sont couverts par la défense incendie. Suite à une loi de janvier 2016 et aux évolutions réglementaires induites, un plan sur la défense incendie verra le jour à l'échelle du département. Les normes minimales doivent être revues et passer à un débit de 30m³ contre 60 à l'heure actuelle, une telle évolution améliorera la situation à l'échelle du territoire communal.

De plus, il convient de souligner que la collectivité s'engagera prochainement dans l'élaboration d'un schéma de défense contre l'incendie (éventuellement à l'échelon intercommunal), ce schéma s'appuiera sur les dernières évolutions réglementaires. La collectivité précise par ailleurs, que les différents travaux programmés permettent d'indiquer que la situation est aujourd'hui satisfaisante.

1.3 ZONES NATURELLES SENSIBLES ET LA PRÉSERVATION DES TRAMES VERTES ET BLEUES

Les zones naturelles sensibles ou appréhendées comme telles (ZNIEFF) sont maintenues à l'écart des développements projetés.

La Trame Verte et Bleue est mise en avant par le zonage.

Comme le prévoit l'article L211-1 et suivant du code de l'environnement, toutes les zones humides sont protégées.

Le Tarn est un corridor et un noyau écologique supra-communal reconnu et faisant partie de la trame bleue de la commune ;

Le projet défendu par la commune n'engendre pas d'incidences notables et négatives sur les zones naturelles du territoire (cf point 2 ci-après sur l'analyse du document graphique de zonage et les investigations terrain). En effet certaines zones urbaines ont été réduites par rapport à la carte communale, le développement démographique prévu est revu à la baisse, et une très grande partie des nouvelles constructions sera raccordées au zonage d'assainissement collectif. Le projet communal contribue à sa préservation.

1.4 DÉPLACEMENTS ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Afin de favoriser les déplacements doux au sein du village, les élus ont choisi de resserrer l'enveloppe urbaine cela contribue à diminuer la distance des déplacements au sein des entités urbaines de la commune.

Néanmoins les enjeux liés aux déplacements sont essentiellement aux flux domicile/travail des actifs habitants sur la commune mais travaillant sur d'autres communes. Ces flux ne peuvent être réduits, en effet la commune a tendance à attirer une population plutôt jeune et active, la commune ne génère que peu d'emploi c'est pourquoi les actifs se déplacent quotidiennement notamment pour rejoindre les échangeurs autoroutiers se trouvant à proximité. Le fait de concentrer les nouvelles habitations peut inciter le développement du co-voiturage et limiter ainsi l'augmentation du flux automobile domicile ↔ travail.

Une marge de recul sur les parcelles situées à l'ouest de la RD 28, après le virage, a été instaurée dans le but de sécuriser les sorties sur la route départementale, cela en interdisant toutes constructions trop proches de la voie pour maintenir une certaine visibilité.

Concernant les emplacements réservés, qui ont été créés dans le but de faciliter les déplacements : le numéro 1 permet de rabattre les flux de déplacement de la population le long de la voie communale et l'emplacement réservé numéro 2 permet de sécuriser les déplacements piétons des différentes zones le long de la route départementale.

1.5 ÉNERGIES RENOUVELABLES ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Le règlement local d'urbanisme n'impose pas l'usage d'énergies renouvelables. Par contre, les dispositions de l'article L.111-6-2 du code de l'urbanisme s'appliquent pleinement :

Nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés. La liste des dispositifs, procédés de construction et matériaux concernés est fixée par voie réglementaire. Le présent alinéa ne fait pas obstacle à ce que le permis de construire ou d'aménager ou la décision prise sur une déclaration préalable comporte des prescriptions destinées à assurer la bonne intégration architecturale du projet dans le bâti existant et dans le milieu environnant.

1.6 POLLUTION ET QUALITÉ DE L'AIR

Le Plan Local d'Urbanisme n'a pas vocation à appréhender tous les risques et problèmes de pollution. Néanmoins, pour contribuer à les limiter, il est à souligner que des obligations sont fixées, en règle générale, pour le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'assainissement.

D'autre part, avec les dispositions du PLU, devrait apparaître un développement de l'urbanisation et, corollairement, de la circulation automobile, l'un et l'autre générateurs de rejets dans l'atmosphère. Il faut souligner que les choix de la collectivité en matière de resserrage de la trame urbaine, mais aussi les dispositions réglementaires permettant l'usage, sous certaines conditions, d'énergies renouvelables, devraient contribuer à limiter l'impact de l'urbanisation sur la qualité de l'air.

1.7 INSTALLATIONS CLASSÉES ET AUTRES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Si le projet communal et le règlement local d'urbanisme se veulent exhaustifs, ils ne peuvent pas toujours répondre à toutes les problématiques actuelles et futures de la commune. Aussi, il est rappelé que les dispositions de l'article R.111-15 du code de l'urbanisme continuent à s'appliquer. Cet article indique :

« Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L. 110-1 et L. 110-2 du code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement. »

1.8 LES CONTRAINTES SONORES

Le territoire communal n'est pas exposé à des contraintes sonores spécifiques

1.9 LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX

Le projet communal est en cohérence avec les enjeux environnementaux soulevés dans les documents suivants :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), qui identifie notamment sur le territoire de Mézens des espaces à préserver pour leurs intérêts écologiques et paysagers, mais aussi l'ensemble des grands enjeux environnementaux identifiés dans le rapport de présentation du SCOT approuvé en mai 2009. L'ensemble des dispositions retenues visent à préserver et valoriser ces espaces à forte valeur environnementale.

Les grands corridors écologiques définis dans le cadre du Schéma Régional de Cohérence Écologique sont maintenus à l'écart des zones constructibles.

Le SDAGE Adour Garonne a également présidé aux choix communaux en matière de gestion de l'eau et de préservation de la trame bleue, notamment au regard de la préservation des zones humides aux abords des cours d'eau.

Par ailleurs, le projet communal ne va pas à l'encontre du récent Plan Climat Energie du Département du Tarn, récemment approuvé en juin 2012. En effet, il s'inscrit pleinement autour des deux grands objectifs du PCET du Tarn, à savoir :

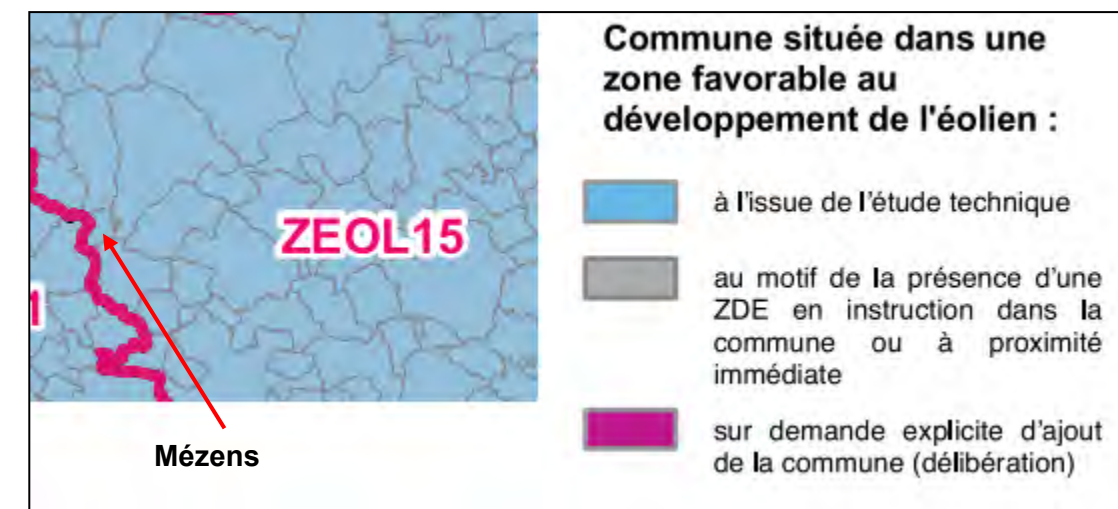
- Atténuer notre impact
- Adapter nos modes de vie.

Le schéma régional Climat Air Energie de Midi-Pyrénées, fixe à l'horizon 2020 des objectifs et des orientations relatifs à :

- La réduction de la consommation énergétique,
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- L'adaptation des territoires et des activités socio-économiques au changement climatique
- La prévention et la réduction de la pollution atmosphérique
- Le développement des énergies renouvelables

La commune de Mézens a défini son projet communal en prenant en considération ces objectifs, à son échelle, elle lutte contre le réchauffement climatique.

Mézens apparaît comme une collectivité favorable pour l'éolien, néanmoins, cette problématique mérite d'être plus finement analysée avant d'envisager l'installation d'éolienne sur le territoire.



1.10 GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Le PLU reconnaît l'intérêt écologique des zones humides et des réseaux hydrographiques du territoire communal. Ils constituent la trame bleue de la commune. Cette dernière est protégée et classée en zone naturelle au règlement du PLU, ou en secteur Ae.

De cette façon, le PLU prend les mesures nécessaires pour protéger les ressources en eau du territoire, conformément aux objectifs du SCoT et du SDAGE.

De plus dans un souci accru de protection et d'information un périmètre de protection de captage est reporté sur le règlement graphique

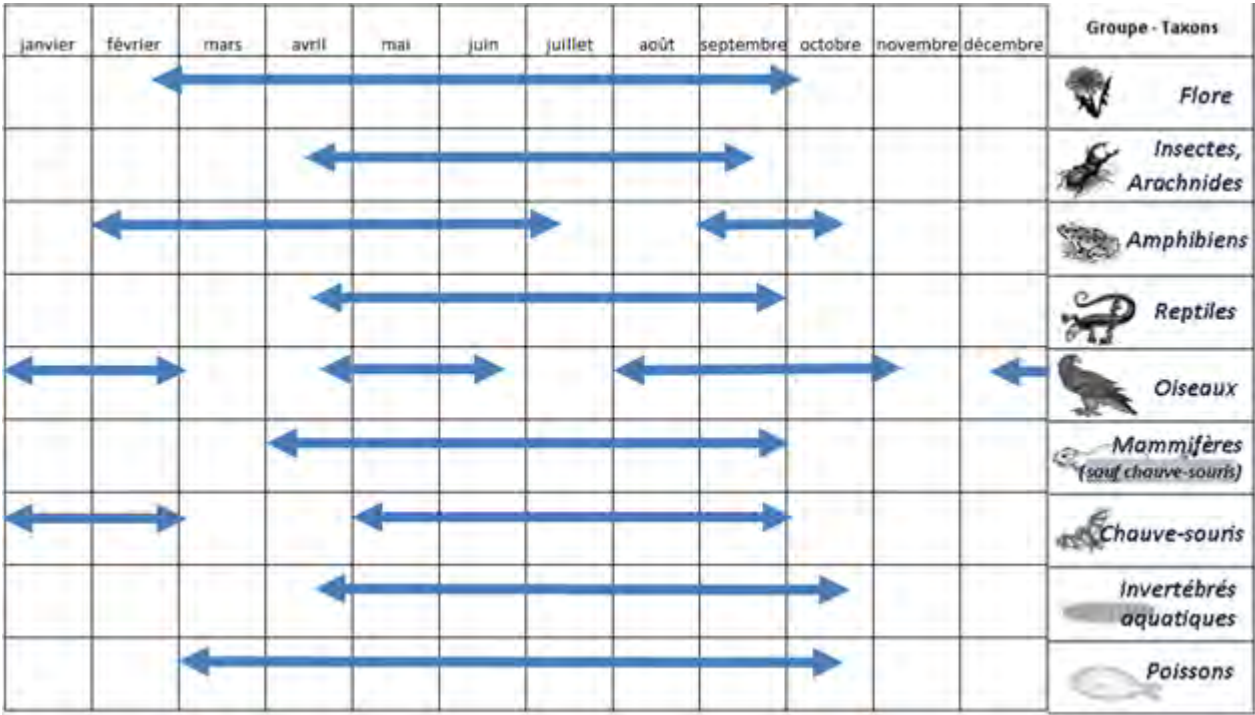
2 ANALYSE GENERALE DU DOCUMENT GRAPHIQUE DE ZONAGE

2.1 ANALYSE TERRAIN

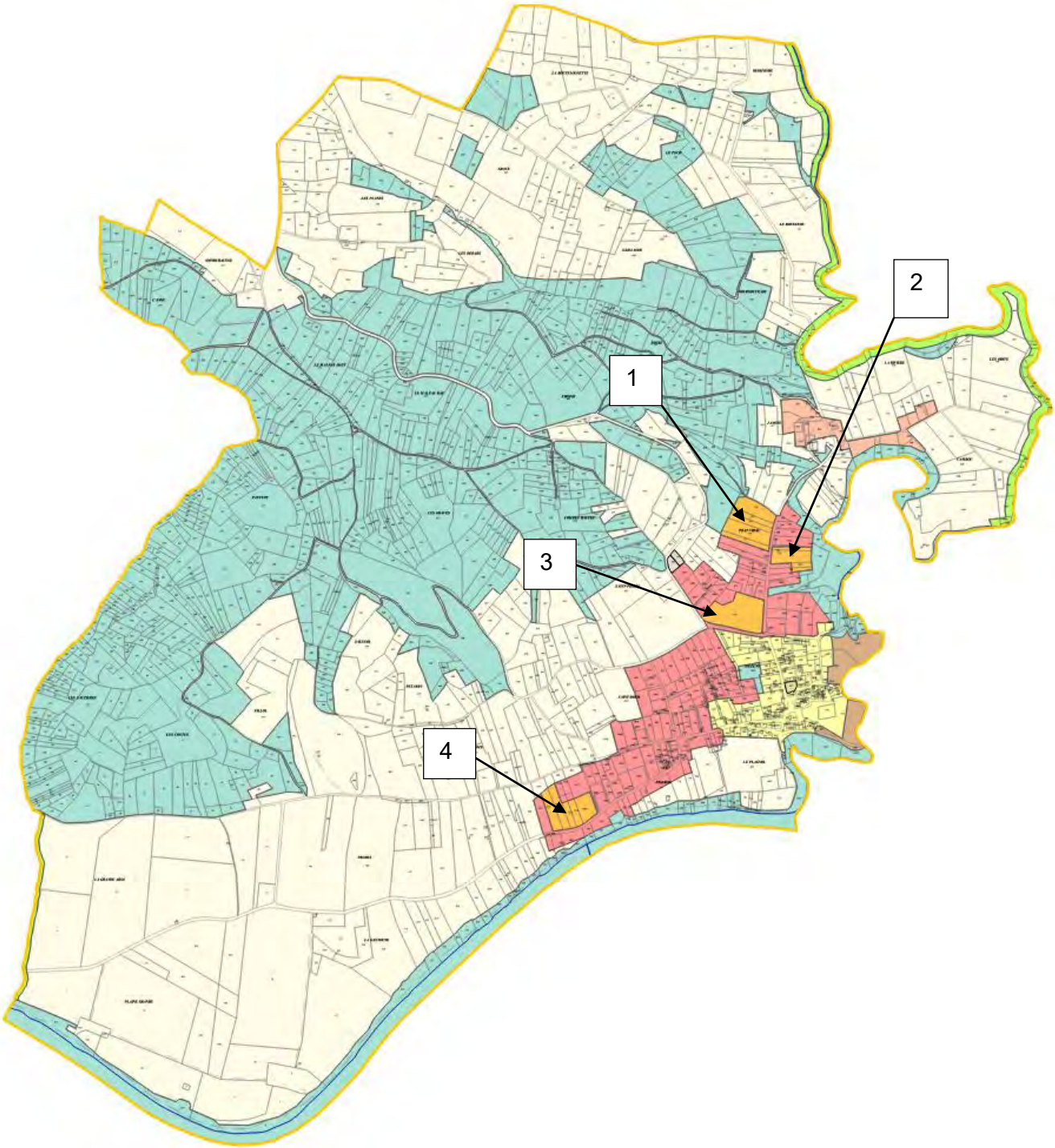
De nombreuses espèces végétales ne sont visibles et identifiables qu'à certaines périodes de l'année. Ainsi, la floraison des espèces végétales, caractère indispensable à la détermination de beaucoup d'espèces florales, est optimale d'avril à juillet. De même, certaines espèces ont une floraison tardive ou sont visibles plus facilement en période automnale et hivernale (migrateurs, espèces et pontes d'amphibiens).

Les saisons d'observation de la faune sont extrêmement variables, dépendant à la fois du groupe étudié et du site, comme le montre la figure suivante.

Un inventaire terrain a été effectué fin avril 2014.

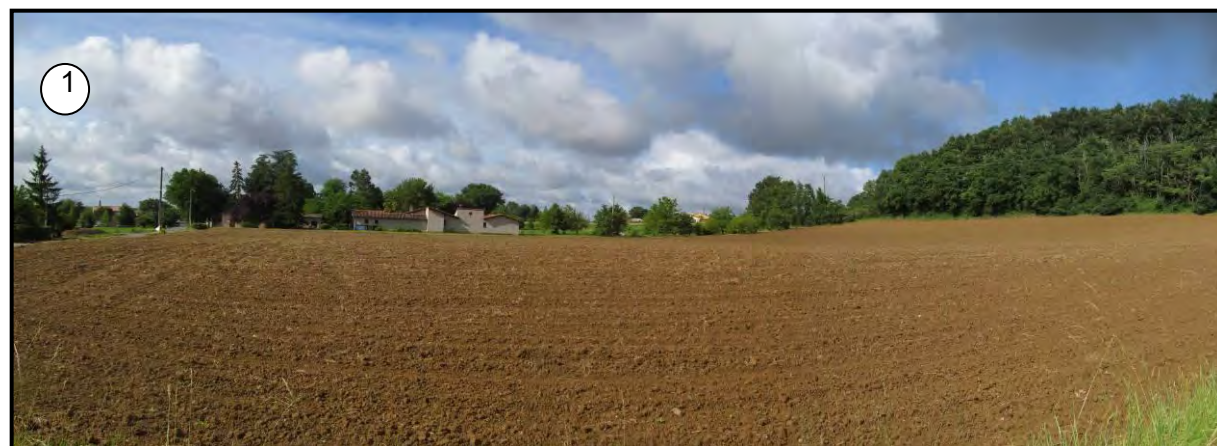


Au cours des investigations de terrain, cinq secteurs ont l'objet d'une attention plus particulière. En effet, l'occupation du sol révélée par la photo aérienne laisse penser que les secteurs identifiés peuvent participer à la TVB communale soit en tant que corridor écologique, soit en tant qu'élément solidifiant les réservoirs biologiques. Les zones urbaines et/ou ouvertes à l'urbanisation sont cohérentes et ne semblent pas faire obstacle à la trame verte et bleue.



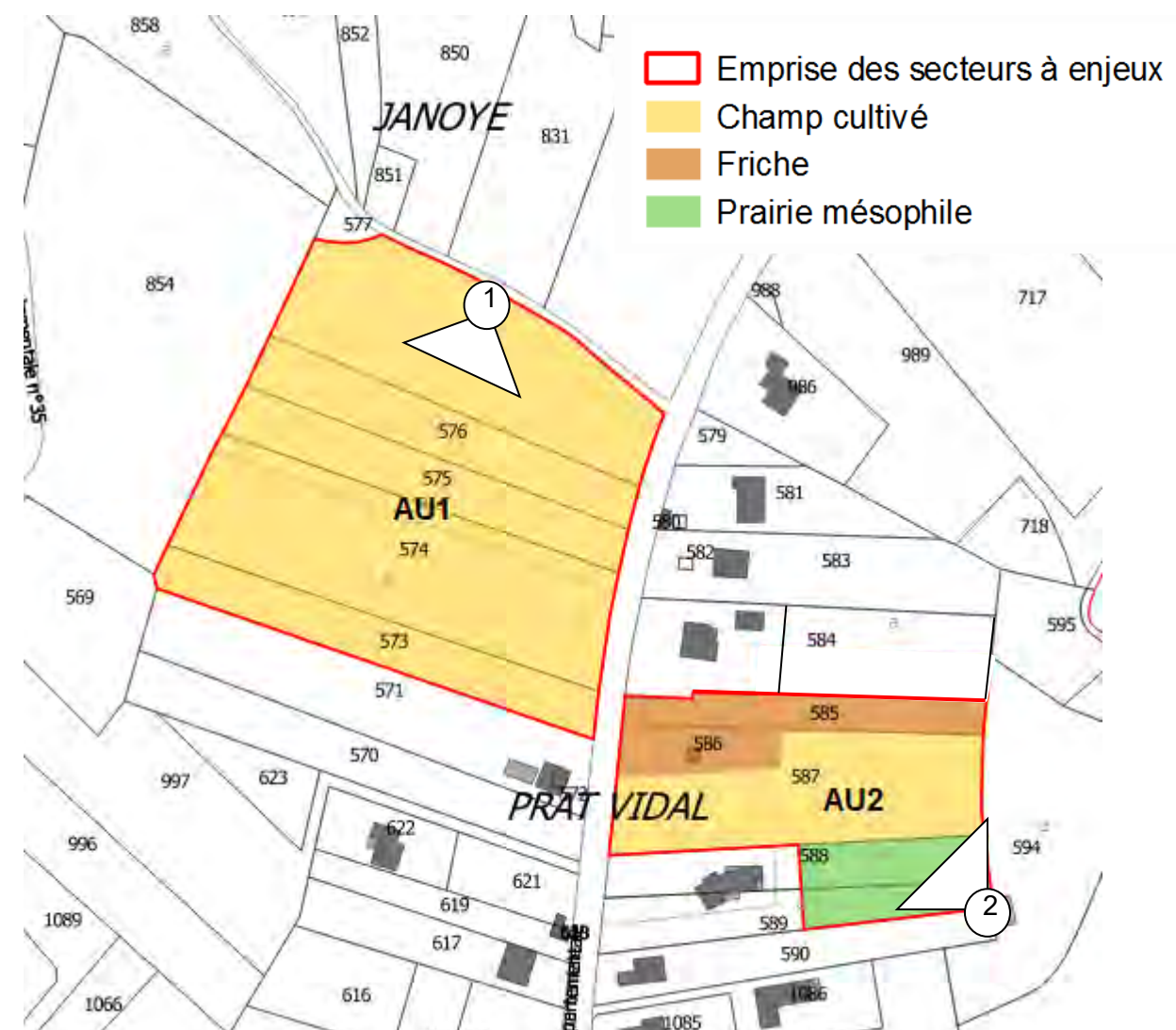
1. Secteur 1

Le secteur 1 correspond à un ensemble de parcelles aujourd'hui dédiée à l'agriculture. Il s'agit d'un champ de grande culture. Celui-ci ne présente **pas de sensibilité environnementale**. Seuls les bords du champ sont colonisés par une végétation sub-spontanée très commune et supportant l'influence anthropique (fauchage, piétinage...).

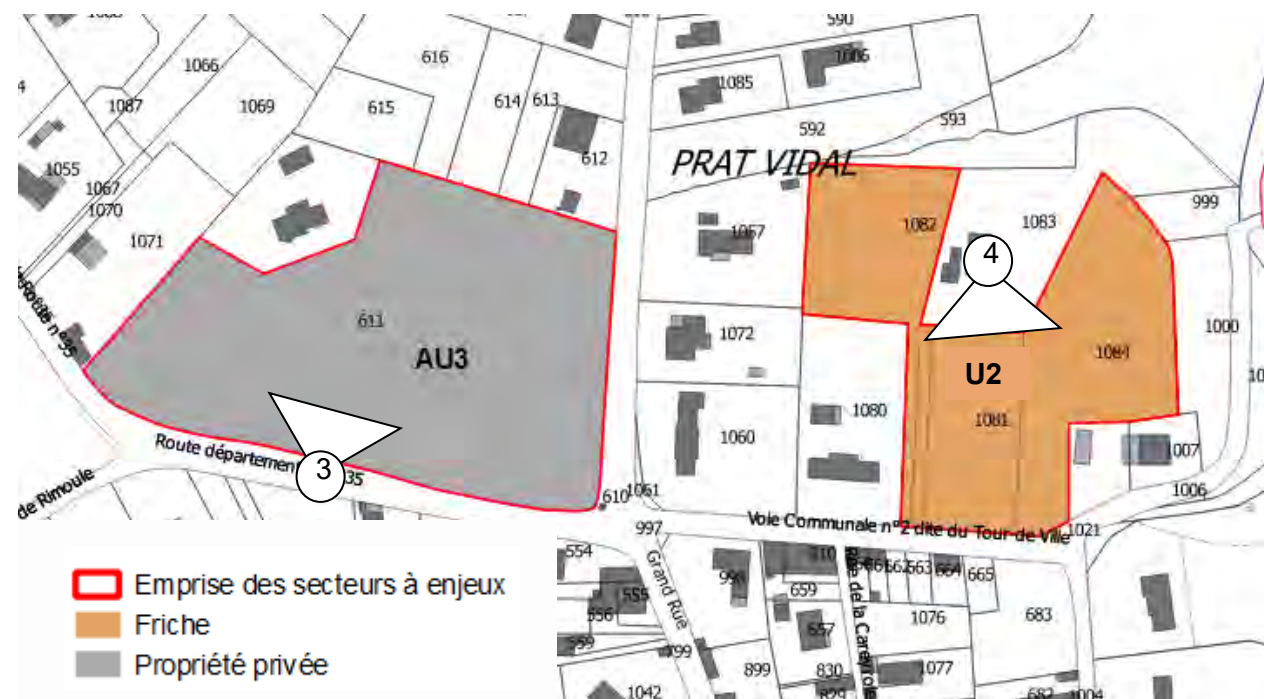


2. Secteur 2

Ce second secteur ouvert à l'urbanisation est enclavé entre plusieurs résidences neuves. Sur une partie des terrains, la végétation est peu entretenue et forme une friche. Une parcelle correspond à un champ. Le reste des terrains est occupé par une prairie fauchée régulièrement. **Aucune sensibilité environnementale** n'est recensée dans cet espace.



Habitats naturels sur les parcelles des zones AU 1 et AU 2



Habitats naturels sur les parcelles des zones AU3 et U2

3. Secteur 3

Le site correspond à une propriété privée. Les espaces verts sont entretenus pour l'ornement. Plusieurs espèces plantées sont exotiques (Thuya, Laurier-Cerise...). Une allée de peuplier a également été plantée. La pelouse est tondue régulièrement et la diversité végétale y est très faible. Dans l'ensemble, ce secteur ne présente **pas de sensibilité environnementale particulière**.



4. Secteur 4

Le secteur correspond à une zone où la végétation évolue plus ou moins spontanément. Il en résulte un espace non cultivé avec une bonne diversité végétale. Celle-ci s'accompagne également d'un nombre important d'espèces d'insectes. Cependant, aucune espèce protégée n'a été identifiée dans le secteur et **aucun enjeu écologique** n'est par conséquent recensé.



5. Secteur 5

Dans le secteur, une partie des parcelles évolue spontanément en friche où de jeunes peupliers drageonnent. L'autre partie correspond à une prairie fauchée. La diversité animale et végétale n'est pas très élevée et ces parcelles ne présentent **aucune sensibilité environnementale**.

Habitats naturels sur les parcelles des zones AU 5





Habitats naturels sur les parcelles des zones AU4

Groupe	Espèce		Habitat					Statut
	Nom commun	Nom scientifique	AU 1	AU 2	AU 4	AU3	U2	
Invertébrés	Fadet commun	<i>Coenonympha pamphilus</i>			X			NA
Invertébrés	Mélitée du plantain	<i>Melitaea cinxia</i>			X		X	NA
Invertébrés	Mélitée orangée	<i>Melitaea didyma</i>					X	NA
Invertébrés	Myrtil	<i>Maniola jurtina</i>					X	NA
Mammifères	Lièvre	<i>Lepus sp.</i>	X					NA
Oiseaux	Corneille noire	<i>Corvus corone</i>	X			X		NA
Oiseaux	Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	X		X	X		LC
Oiseaux	Merle noir	<i>Turdus merula</i>			X	X	X	LC
Oiseaux	Mésange bleue	<i>Parus caeruleus</i>					X	LC
Oiseaux	Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>			X			LC
Oiseaux	Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>			X		X	LC

Oiseaux	Pie bavarde	<i>Pica</i>			X			LC
Oiseaux	Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>			X	X		NA
Oiseaux	Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	X	X				LC
Oiseaux	Tourterelle turque	<i>Streptopelia decaocto</i>	X	X		X	X	LC
Oiseaux	Verdier d'europe	<i>Carduelis chloris</i>	X		X	X		LC

Résultats des inventaires faunistiques sur les secteurs à urbaniser

Strate	Espèce		Habitat					Statut
	Nom vernaculaire	Nom scientifique	AU 1	AU 2	AU 4	AU3	U2	
Herbacée	Avoine dorée	<i>Trisetum flavescens</i>	X	X	X		X	Non protégée
Herbacée	Avoine pubescente	<i>Avenula pubescens</i>					X	Non protégée
Herbacée	Blackstonie perfoliée	<i>Blackstonia perfoliata</i>			X			Non protégée
Herbacée	Bouton d'or	<i>Ranunculus acris</i>	X	X			X	Non protégée
Herbacée	Cardère sauvage	<i>Dipsacus fullonum</i>			X			Non protégée
Herbacée	Carotte sauvage	<i>Daucus carota</i>			X			Non protégée
Herbacée	Centauree	<i>Centaurea jacea</i>					X	Non protégée
Herbacée	Céraiste aggloméré	<i>Cerastium glomeratum</i>		X				Non protégée
Herbacée	Cirse des champs	<i>Cirsium arvense</i>			X			Non protégée
Herbacée	Clématite des haies	<i>Clematis vitalba</i>			X			Non protégée
Herbacée	Crépide	<i>Crepis sp.</i>		X				Non protégée
Herbacée	Dactyle aggloméré	<i>Dactylis glomerata</i>	X		X		X	Non protégée
Herbacée	Flouve odorante	<i>Anthoxanthum odoratum</i>	X	X	X			Non protégée
Herbacée	Folle avoine	<i>Avena fatua</i>			X	X		Non protégée
Herbacée	Galliet gratteron	<i>Galium aparine</i>	X		X		X	Non protégée
Herbacée	Géranium découpé	<i>Geranium dissectum</i>		X			X	Non protégée
Herbacée	Gesse des prés	<i>Lathyrus pratensis</i>	X					Non protégée
Herbacée	Grande marguerite	<i>Leucanthemum maximum</i>			X			Non protégée
Herbacée	Grande oseille	<i>Rumex acetosa</i>		X	X		X	Non protégée
Herbacée	Houlque laineuse	<i>Holcus lanatus</i>		X				Non protégée
Herbacée	Laiche à épis séparés	<i>Carex divulsa</i>			X			Non protégée

Strate	Espèce		Habitat					Statut
	Nom vernaculaire	Nom scientifique	AU 1	AU 2	AU 4	AU3	U2	
Herbacée	Lin cultivé	<i>Linum usitatissimum</i>			X		X	Non protégée
Herbacée	Liseron des champs	<i>Convolvulus arvensis</i>					X	Non protégée
Herbacée	Lotier corniculé	<i>Lotus corniculatus</i>	X					Non protégée
Herbacée	Menthe à feuilles rondes	<i>Mentha suaveolens</i>		X			X	Non protégée
Herbacée	Mouron rouge	<i>Lysimachia arvensis</i>			X			Non protégée
Herbacée	Paquerette	<i>Bellis perennis</i>				X		Non protégée
Herbacée	Picride épervière	<i>Picris hieracioides</i>				X		Non protégée
Herbacée	Plantain lancéolé	<i>Plantago lanceolata</i>		X	X	X		Non protégée
Herbacée	Potentille	<i>Potentilla sp.</i>		X	X			Non protégée
Herbacée	Ray-grass	<i>Lolium perenne</i>	X		X			Non protégée
Herbacée	Salicaire commune	<i>Lythrum salicaria</i>			X			Non protégée
Herbacée	Salsifis des prés	<i>Tragopogon pratensis</i>			X			Non protégée
Herbacée	Séneçon commun	<i>Senecio vulgaris</i>			X		X	Non protégée
Herbacée	Sérapia en soc	<i>Serapias vomeracea</i>			X		X	Non protégée
Herbacée	Sérapia langue	<i>Serapias lingua</i>					X	Non protégée
Herbacée	Trèfle blanc	<i>Trifolium repens</i>	X	X	X	X	X	Non protégée
Herbacée	Trèfle des prés	<i>Trifolium pratense</i>			X			Non protégée
Herbacée	Trèfle douteux	<i>Trifolium dubium</i>		X				Non protégée
Herbacée	Vergerette	<i>Erigeron sp.</i>			X			Non protégée
Herbacée	Véronique de Perse	<i>Veronica persica</i>		X				Non protégée
Herbacée	Vesce cultivée	<i>Vicia sativa</i>					X	Non protégée
Herbacée	Vesce hérissée	<i>Vicia hirsuta</i>			X			Non protégée
Ligneux	Aubépine monogyne	<i>Crataegus monogyna</i>				X		Non protégée
Ligneux	Cerisier	<i>Prunus cerasus</i>				X		Non protégée
Ligneux	Chêne pédonculé	<i>Quercus robur</i>		X	X			Non protégée

Strate	Espèce		Habitat					Statut
	Nom vernaculaire	Nom scientifique	AU 1	AU 2	AU 4	AU3	U2	
Ligneux	Cornouiller sanguin	<i>Cornus sanguinea</i>		X	X	X		Non protégée
Ligneux	Eglantier	<i>Rosa sp.</i>	X	X				Non protégée
Ligneux	Figuier	<i>Ficus carica</i>		X				Non protégée
Ligneux	Laurier cerise	<i>Prunus laurocerasus</i>				X		Non protégée
Ligneux	Lierre commun	<i>Hedera helix</i>				X		Non protégée
Ligneux	Noyer	<i>Juglans regia</i>			X			Non protégée
Ligneux	Peuplier	<i>Populus sp.</i>			X	X		Non protégée
Ligneux	Prunellier	<i>Prunus spinosa</i>		X				Non protégée
Ligneux	Pyracantha	<i>Pyracantha sp.</i>			X			Non protégée
Ligneux	Robinier faux acacia	<i>Robinia pseudoacacia</i>			X			Non protégée
Ligneux	Ronces	<i>Rubus sp.</i>	X	X	X		X	Non protégée
Ligneux	Sapin	<i>Abies sp.</i>				X		Non protégée
Ligneux	Saule pleureur	<i>Salix babylonica</i>				X		Non protégée
Ligneux	Sorbier des oiseleurs	<i>Sorbus acuparia</i>			X			Non protégée
Ligneux	Thuya	<i>Thuja sp.</i>				X		Non protégée

Ainsi, aucun de ces cinq secteurs ouverts à l'urbanisation ne présentent de sensibilités écologiques particulières pouvant nécessiter un classement en zone naturelle ou une mesure de protection spécifique.

Des secteurs spécifiques à enjeux

1. Prairie sèche

La parcelle en question est située entre deux parcelles forestières. Elle n'est pas cultivée et la végétation évolue spontanément en prairie sèche dont l'intérêt écologique peut devenir important dans le cas d'une évolution naturelle sur le long terme. Elle participe également à la trame verte de la commune. À ce titre, **il est cohérent de la placer en zone N du PLU.**



Zoom sur le secteur de la prairie sèche (fond de plan : PLU provisoire)

2. Taillis de châtaigniers

Cette parcelle est localisée en bord de route, elle correspond actuellement à un taillis de châtaignier. De par la présence d'arbres, cette parcelle participe au renforcement du rôle de réservoir biologique de la forêt de Mézens. Les pentes sont telles qu'il est peu probable qu'une activité agricole s'y développe. Ces éléments font qu'il **est intéressant d'intégrer cette parcelle à la zone N du PLU.**

Zoom sur le secteur du taillis de Châtaignier (fond de plan : PLU provisoire)



3. Friche forestière

Cette parcelle est occupée par une friche où la végétation se développe spontanément suite à une coupe forestière sans replantation. Si aujourd'hui la strate est peu élevée, la dynamique végétale va conduire rapidement à un stade arbustif. **L'intégration de cette parcelle à la zone N du PLU renforce le rôle de réservoir biologique de la forêt du PLU.**

Zoom sur le secteur de la friche forestière (fond de plan : PLU provisoire)



4. Ripisylve du ruisseau de la Sauzière

Le ruisseau de la Sauzière marque la frontière de la commune à l'Ouest. Il est enclavé entre des vergers et des parcelles agricoles, les études de terrain ont révélé que **le classement en zone agricole protégé est justifié.**



Zoom sur le secteur du ruisseau de Passe



5. Ripisylve du ruisseau de Passe

La parcelle concernée est située en bordure du ruisseau de Passe. Elle constitue la ripisylve de ce cours d'eau et participe fortement à la trame verte et bleue locale. Située en marge du centre bourg de Mézens, **il est intéressant de placer cette parcelle en zone agricole protégé pour sécuriser le rôle écologique de cette parcelle.**

**JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET
D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES ET JUSTIFICATION
DU ZONAGE, DU REGLEMENT ET DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET
DE PROGRAMMATION**

1 JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Par souci de lisibilité, les choix retenus dans le projet d'aménagement et de développement durables de la commune sont déclinés selon les éléments fixés par l'article L.123-1-3 du code de l'urbanisme. Il est rappelé que le PLU de la commune de Mézens est réalisé dans le cadre d'une démarche groupée avec les communes de Grazac, Giroussens, Loupiac et Roquemaure. Dans ce cadre, il a été réalisé un projet de territoire dans lequel ont été définis des scénarii de développement démographique pour lesquels les incidences sur les réseaux, les flux automobiles, les équipements publics, l'agriculture, l'environnement... ont été évaluées.

1.1 ORIENTATIONS GÉNÉRALES DES POLITIQUES COMMUNALES.

Orientation n°1 => Accueillir de nouveaux habitants de manière cohérente et maîtrisée.

Un apport raisonné de population en cohérence avec le projet de territoire

Les élus ont choisi un développement démographique raisonné à l'échéance de 2021, en effet les élus se sont fixé un développement permettant l'accueil de 90 nouveaux habitants, ce qui permettrait à la commune d'atteindre une population d'environ 500 habitants en 2021. Les élus ont fait ce choix car ils souhaitent d'une part préserver le cadre de vie offert par le territoire communal et d'autre part avoir un développement urbain en cohérence avec la capacité des différents réseaux et équipements.

Accueillir de nouveaux équipements structurants

Soucieux d'accueillir une population mais en répondant aux attentes légitimes de ses administrés, la collectivité porte plusieurs projets pour maintenir un niveau satisfaisant d'équipements (notamment assainissement collectif dans le bourg).

Conforter l'urbanisation sur le bourg

L'objectif de la municipalité de Mézens est, en relation avec le projet de création d'un véritable cœur de bourg aménagé, de privilégier le développement de l'urbanisation sur le bourg afin d'une part de rapprocher les habitants des équipements existants ou projetés, et assurer une optimisation des réseaux existants. La priorité du développement de l'urbanisation sur ce secteur de la commune, permettra également d'optimiser la ou les solutions d'assainissements collectifs envisagées sur le territoire communal.

Autoriser uniquement les extensions modérées et les annexes des constructions existantes sur les autres hameaux et les écarts

Outre le bourg, Mézens se compose de hameaux et écarts, dont Janoye et Cambou, où se sont développées ou maintenues des constructions parfois extérieures à des exploitations agricoles. Cette urbanisation a favorisé le mitage du paysage par ces constructions. Aussi, dans un souci de juste équilibre entre les différents ensembles bâtis de la collectivité et afin de ne pas occulter l'héritage des années passées en matière d'urbanisation, il convient de définir des prescriptions appropriées à tous les ensembles bâtis de la collectivité.

Assurer le maintien des activités économiques sur le territoire

Les élus souhaitent permettre le maintien et/ou l'installation d'activités artisanales, commerciales et de services dans les zones déjà urbanisées, en cohérence avec les politiques d'aménagement menées à l'échelle de la communauté de communes. Cette volonté doit permettre notamment de maintenir

l'attractivité de la collectivité et d'éviter un mode de développement urbain axé uniquement sur l'accueil d'habitations.

Orientation n°2 => Choix et priorités de la collectivité en matière de transports, déplacements, sécurités routière, équipements divers et réseaux

Développer un maillage de circulations douces sur le bourg et sécuriser les traversées des parties urbanisées du bourg.

Les élus souhaitent offrir une véritable qualité du cadre de vie aux administrés de Mézens. Aussi dans une logique de développement durable et de limitation des émissions de gaz à effet de serre, tous les projets et aménagements permettant de limiter l'usage de la voiture pour des déplacements à l'échelle interne de la collectivité seront favorisés par la collectivité. L'amélioration de la sécurité routière est indispensable pour favoriser une progression des circulations douces.

Assurer la couverture numérique des territoires

Afin de permettre l'accès à tous les ménages aux dernières innovations technologiques, il a été acté de permettre l'implantation d'équipements de communication visant une bonne couverture numérique de l'ensemble du territoire communal.

Orientation n°3 => Orientations générales des politiques communales en matière de développement agricole.

En lien avec l'orientation n°1, de par le recentrage de l'urbanisation autour du bourg, les élus affichent leur volonté de limiter les impacts liés au développement urbain sur les espaces agricoles. Les terres actuellement agricoles seront donc très peu impactées par l'urbanisation future.

Au travers de cette orientation, les élus ont choisi de donner la possibilité aux exploitations agricoles de se développer, mais également à de nouvelles de venir s'installer sur le territoire communal.

Orientation n°4 => Orientations générales des politiques communales en matière de d'environnement, d'espaces naturels remarquables et sensibles, agricoles et du paysage.

Préserver les espaces naturels sensibles remarquables

Les élus de Mézens veulent protéger ces espaces naturels sensibles, réservoir de biodiversité et corridor écologique, offrant au territoire communal et intercommunal, une richesse patrimoniale de premier ordre qui participent à l'identité communale mais aussi à la qualité du cadre de vie local.

Protéger la trame verte dans un objectif de maintien de la biodiversité et du paysage

Les élus ont décidé de préserver les bois, les bosquets et les haies qui rythme le paysage et qui constituent la trame verte pour :

- conserver la richesse écologique (biodiversité) de ces sites (ZNIEFF)
- conserver les corridors écologiques nécessaires aux déplacements et à la survie de la faune à l'intérieur de la commune mais également avec les communes voisines

Par ailleurs, afin de renforcer la préservation de cette trame verte, les élus prévoient de protéger ces les sites les plus remarquables par des mesures de protections réglementaires adaptées.

Protéger la trame bleue, dans un objectif de maintien de la biodiversité, de la qualité et de la quantité de la ressource.

Au travers de la préservation de la trame bleue les élus souhaitent avant tout conserver :

- La biodiversité animale et végétale
- La qualité des milieux
- La quantité de la ressource qui est en lien direct avec la trame verte

Protéger les personnes des risques naturels

La prise en compte des risques naturels constitue un enjeu de sécurité publique. C'est pourquoi, cette composante du projet communal a toute sa légitimité.

Préserver les fenêtres visuelles les plus remarquables sur le territoire et les communes limitrophes

Les élus veulent limiter les impacts de l'urbanisation sur les paysages, l'urbanisation se fera de manière à limiter l'impact des nouvelles constructions sur les paysages de la commune mais également sur les cônes de vues existants depuis les communes voisines.

Protéger les éléments du paysage les plus remarquables sur la commune

Soucieux de préserver ce patrimoine bâti et naturel pour les générations futures, les élus ont décidé de les protéger.

Assurer l'intégration paysagère des constructions dans leur environnement bâti et naturel

Sans vouloir muséifier la commune, la bonne intégration des constructions participe à la préservation d'une certaine qualité du cadre de vie. C'est pourquoi, la municipalité souhaite afficher cette priorité dans son projet communal.

1.2 OBJECTIFS EN MATIÈRE DE MODÉRATION DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

La collectivité a pris conscience, que les grands terrains de 1500 à 2000m² avec la maison au milieu fortement consommateur d'espace appartenaient au passé.

Aussi, dans une telle perspective, la collectivité s'engage dans une politique de modération de la consommation de l'espace, cela en cohérence avec les principes mis en avant par le Grenelle 2 de l'Environnement et les prescriptions du SCOT.

Aussi, les élus ont retenu un principe de densification adaptée des zones constructibles, à raison de 8 logements par hectare.

La justification des choix retenus par rapport au code de l'urbanisme

DISPOSITIONS DU CODE DE L'URBANISME SUR LE CONTENU DU PADD	ORIENTATIONS DEFINIS DANS LE PADD DE LA COMMUNE DE MEZENS
<p>Art. L. 123-1-3 du code de l'urbanisme.</p> <p>Le projet d'aménagement et de développement durables définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.</p>	Concerne les orientations 4, 3
<p>Art. L. 123-1-3 du code de l'urbanisme.</p> <p>Le projet d'aménagement et de développement durables arrête les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.</p>	Concerne les orientations 1, 2
<p>Art. L. 123-1-3 du code de l'urbanisme.</p> <p>Il fixe des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain</p>	Concerne l'orientation 5

1.3 FACTEURS COMPLÉMENTAIRES JUSTIFIANT LA STRATÉGIE COMMUNALE DE DÉVELOPPEMENT

Le PADD définit la préoccupation majeure de la commune qui entend conforter la zone agglomérée et sa fonction spécifique d'espace fédérateur encore largement en devenir. Plusieurs facteurs ont conforté les choix de la collectivité dans la définition de sa stratégie communale.

1.3.1 Des perspectives de développement démographique en accord avec l'attractivité de la commune

Les objectifs de développement démographique de la commune sont en cohérence avec les prescriptions du SCOT et les objectifs définis dans le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la CORA.

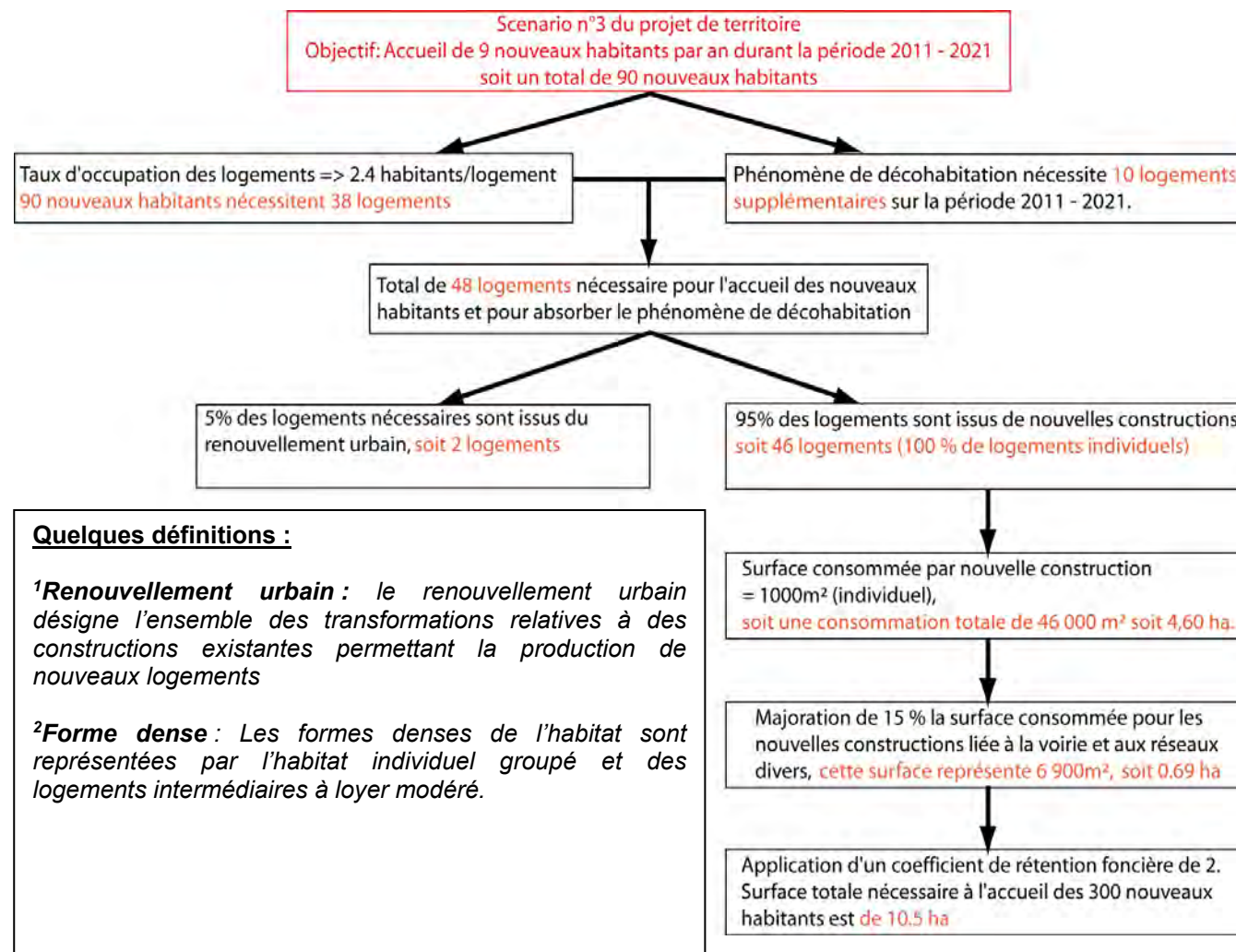
À l'échéance 2021, la commune a vocation à accueillir 500 habitants

Cette perspective de développement s'appuie sur :

- Le cadre de vie : le caractère rural de la commune donne au territoire une certaine tranquillité et des paysages riches notamment avec la vallée du Tarn.
- Sa position géographique entre Albi et Toulouse, ces agglomérations fournissent des emplois aux habitants de Mézens.
- La présence de service, commerce à proximité directe (Saint Sulpice, Rabastens)
- Le prix du foncier moins élevé que sur des communes plus urbaines voisines.

Cette augmentation de population dans les années à venir nécessite la construction de résidences principales. Pour définir leur nombre plusieurs facteurs ont été pris en compte :

- La production de logements depuis le début des années 2000.
- La compatibilité avec les prescriptions du SCOT.



1.3.2 La prise en compte de documents de portée normative supérieure

La commune de Mézens est concernée par le SCOT du *Pays du Vignoble Gaillacois, Bastides et Val Dadou* et s'inscrit dans le cadre de ses objectifs.

Le PLH intercommunal a été pris en compte dans la définition du projet communal. Les dispositions du PLH trouvent leur concrétisation dans des exigences de production logements ou de densité.

Le SDAGE Adour Garonne a également présidé aux choix communaux en matière de gestion de l'eau et de préservation de la trame bleue, notamment au regard de la préservation des zones humides aux abords des cours d'eau.

En effet, l'urbanisation se développera majoritairement sur le bourg, toute la zone urbaine sera raccordée sur le réseau d'assainissement collectif, seules les zones à urbaniser seront traitées en assainissement autonome, les impacts sur le réseau hydrographique seront donc atténués.

Aucune zone naturelle sensible n'est impactée par l'urbanisation, les élus ont souhaité préserver ces zones-là, elles sont donc classées en zone Naturelle.

Le présent document prend en compte également le Schéma Régional de Cohérence Écologique notamment dans le principe de préservation des grandes continuités écologiques.

1.3.3 Une volonté d'urbanisation centrée prioritairement sur le bourg

Les élus souhaitent permettre le développement de l'urbanisation uniquement sur le bourg, le hameau de Janoye pourra cependant connaître un développement au sein des dents creuses. L'objectif des élus est de structurer le bourg comme une véritable entité urbaine et d'arrêter l'étalement urbain pour limiter la consommation des terres agricoles et naturelles.

2 JUSTIFICATION DU DOCUMENT GRAPHIQUE DE ZONAGE, DU REGLEMENT LOCAL D'URBANISME ET DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

En accord avec les objectifs fixés par le SCoT et le projet communal, le zonage et le règlement ont été établis de manière à ce que Mézens préserve son cadre de vie rural, offrant une certaine tranquillité et une proximité avec la nature à ses habitants. Le zonage et le règlement vont dans ce sens-là, en effet ils ont pour but un développement modéré de l'urbanisation et une préservation des entités naturelles et agricoles du territoire.

Ces documents (zonage et règlement) ont ainsi été élaborés de manière à ce que la commune de Mézens puisse :

- Accueillir de nouveaux habitants en ménageant le territoire
- Préserver les espaces naturels, agricoles et à enjeux environnementaux :
 - o En maintenant et restaurant les continuités écologiques
 - o En préservant le patrimoine naturel de la commune, et le patrimoine vernaculaire de manière à mettre en valeur les qualités paysagères et patrimoniales
- Modérer la consommation de l'espace et de lutter contre l'étalement urbain :
 - o En prévoyant un développement de l'urbanisation en grande majorité au sein l'enveloppe urbaine du bourg.

Le présent PLU s'est lui-même appuyé sur la base des limites du zonage de la carte communale avec cependant comme objectif principal de diminuer la surface des zones constructibles de manière à être en cohérence avec les préconisations du SCOT, avec la capacité des réseaux et de préserver la qualité du cadre de vie.

Aussi, sur la base des précédents projets et d'une volonté communale plus affirmée à travers son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le zonage du territoire communal comprend quatre types d'espaces : les **zones urbaines**, les **zones à urbaniser**, les **zones agricoles** et les **zones naturelles**.

Zones constructibles de la carte communale.

2.2 LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DU DOCUMENT GRAPHIQUE DE ZONAGE

Zone U1

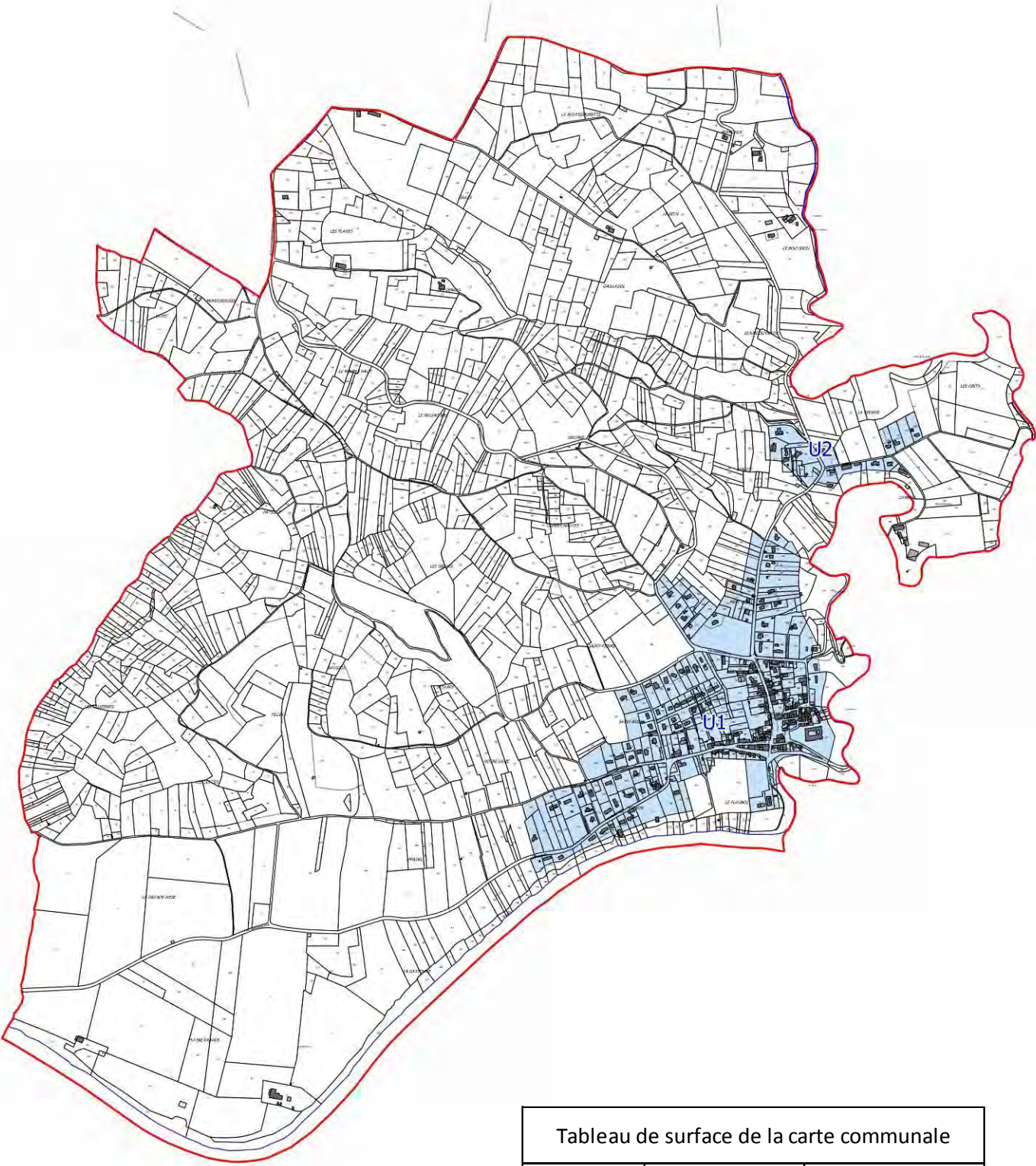
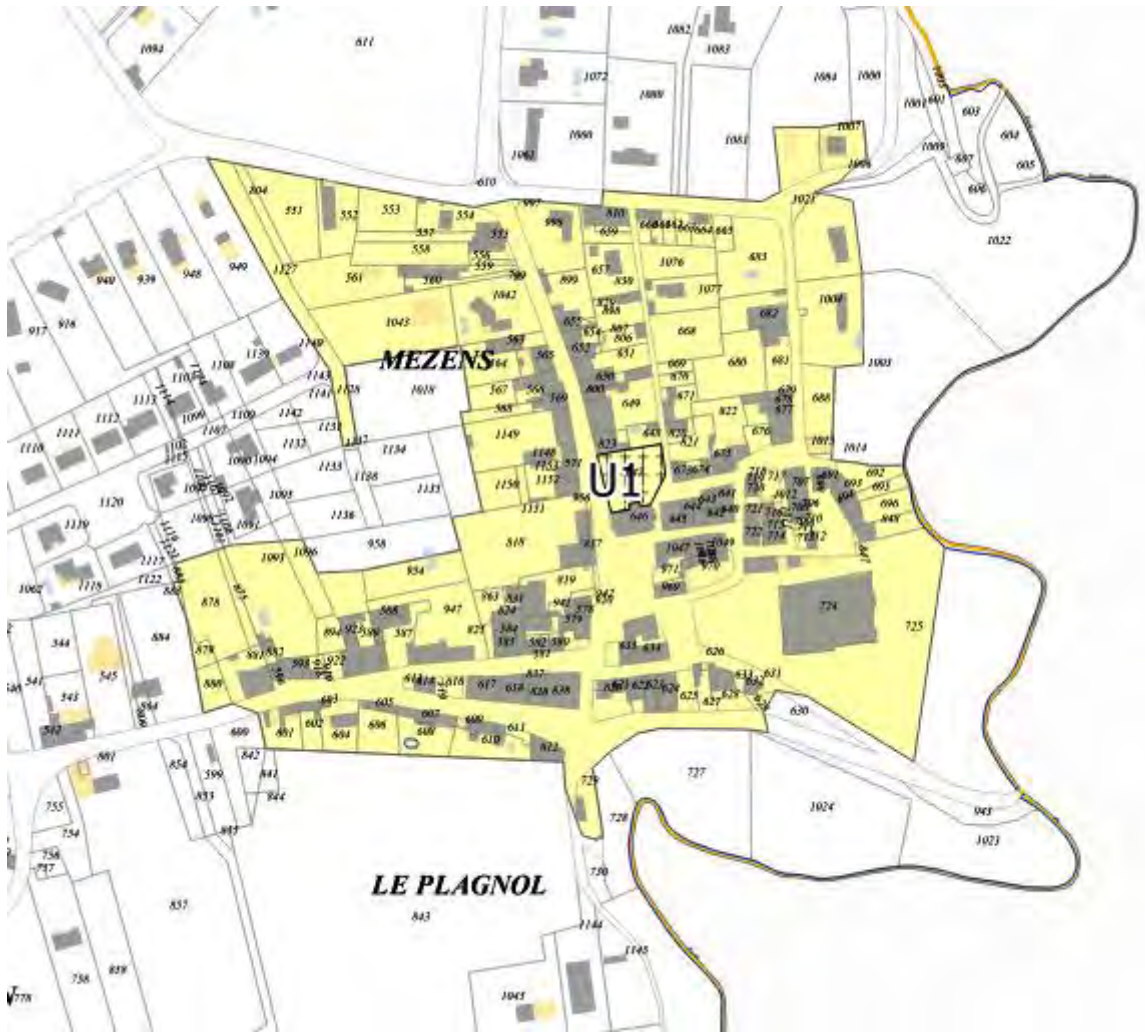


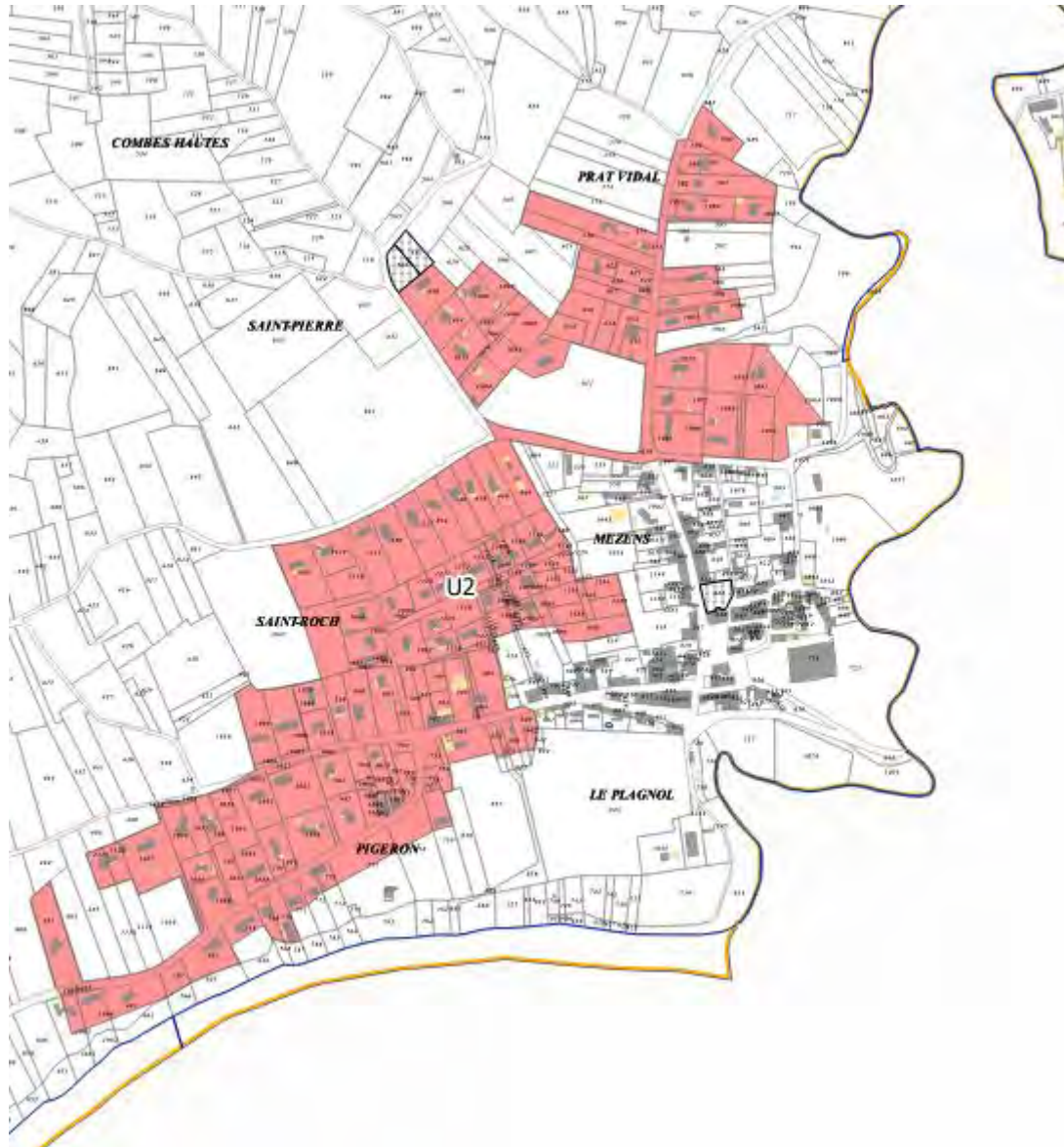
Tableau de surface de la carte communale		
	Surface en ha	dent creuse en ha
U1	40,46	10
U2	4,2	3,7
TOTAL	44,66	13,7



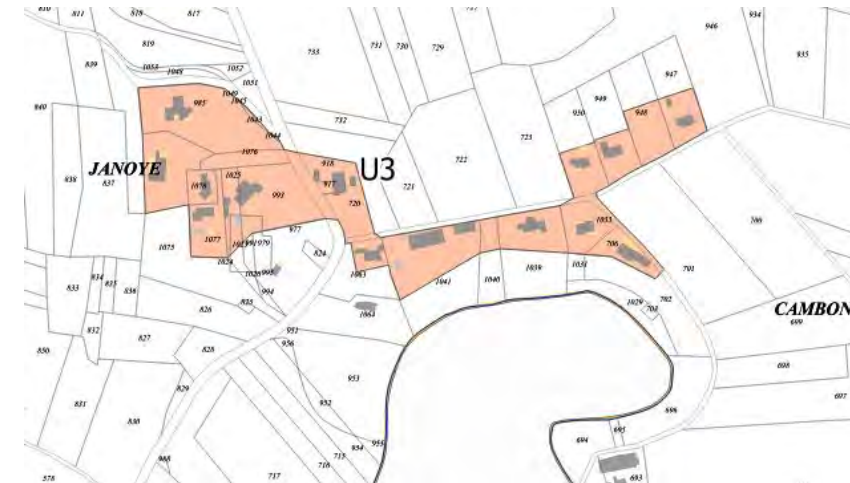
La zone U1 correspond principalement au centre ancien du bourg, où prédomine une trame urbaine relativement compacte avec un bâti principalement implanté en limite du domaine public. Cet espace soumis à un servitude de protection des monuments historiques concentre les services et équipements publics de la collectivité. Les possibilités de constructions nouvelles sont limitées à quelques dents creuses.

Zone U2

Comme la zone U1, la zone U2 a vocation à entériner avant tout la zone d'extension urbaine du village. L'extrait du zonage ci-contre indique que cette urbanisation s'est réalisée principalement sous forme d'habitat pavillonnaire implanté au centre de parcelle et donc en retrait du domaine public et des limites séparatives. Une partie de cette urbanisation s'est faite par l'intermédiaire de lotissements avec des tailles de parcelle généralement au-dessus de 1500m². Les possibilités de constructions nouvelles sont également limitées à quelques dents creuses.



Zone U3



Cette zone correspond à Janoye et Cambou, petit hameau à l'entrée nord du bourg, où les limites sont circonscrites à l'enveloppe urbaine actuelle. De par la trame urbaine relativement lâche et les parcelles déjà bâties, les possibilités de constructions nouvelles sont très limitées.

Zone à urbaniser

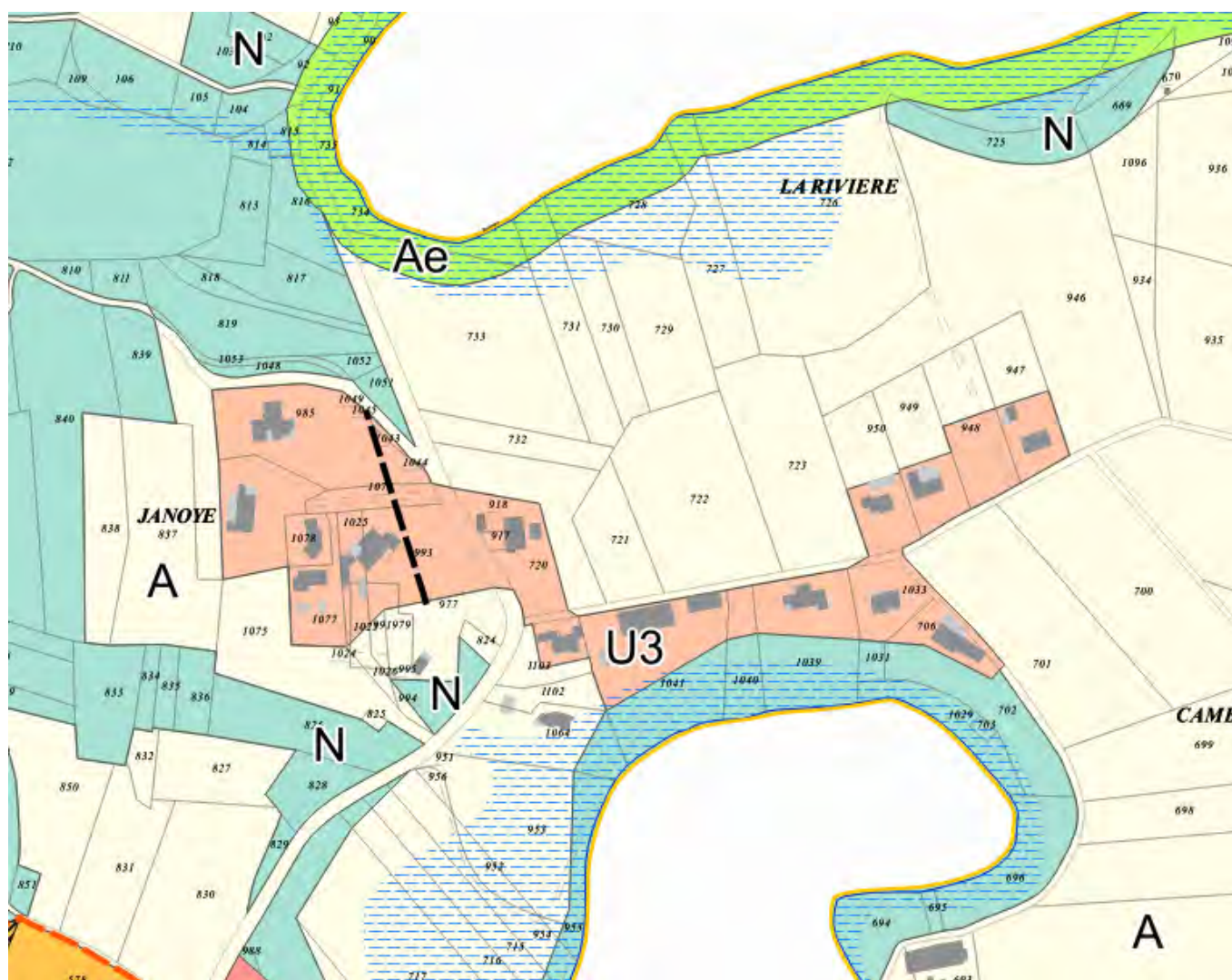


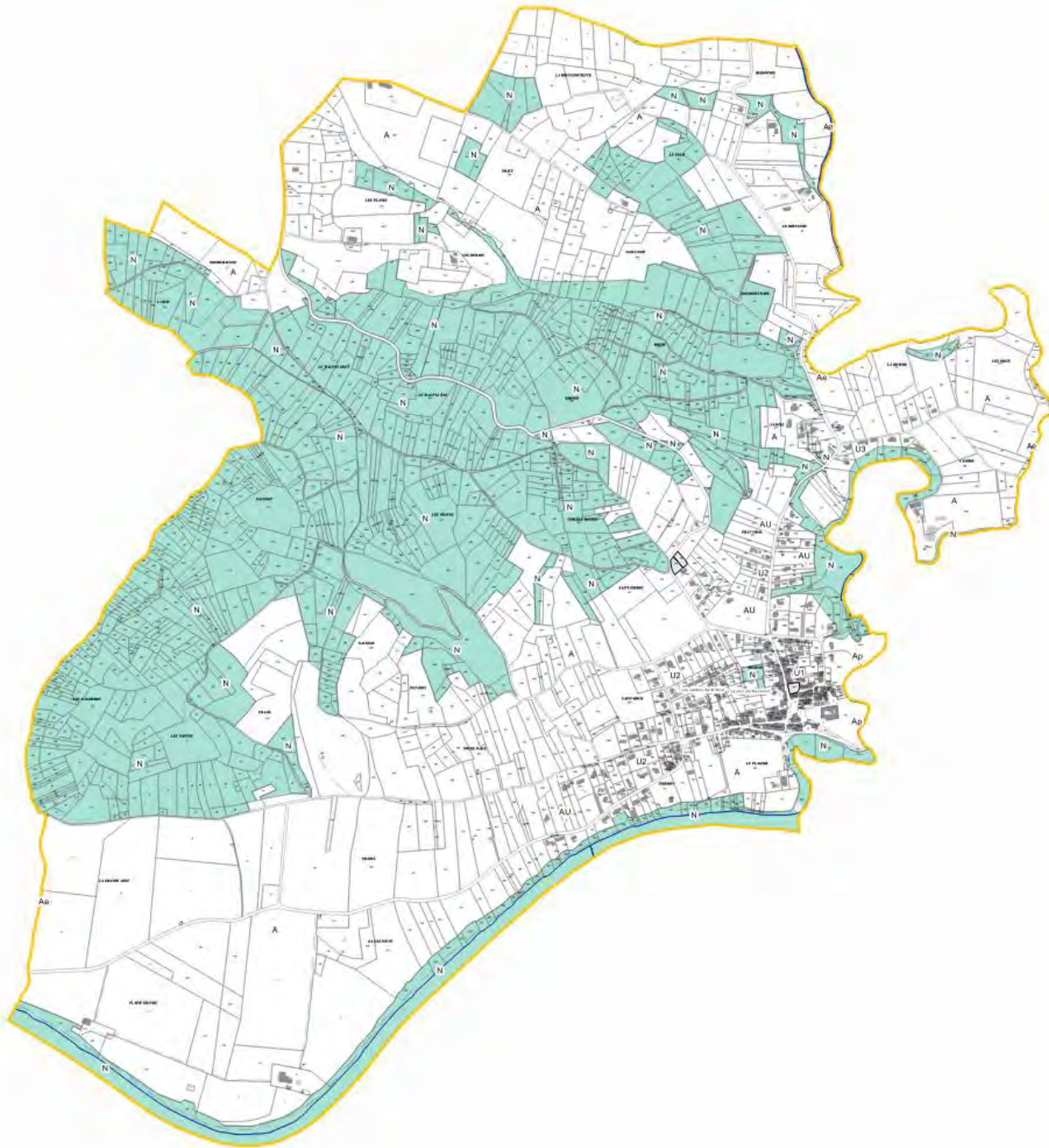
Les zones à urbaniser ont vocation à optimiser de vastes ensembles non bâtis dans le bourg, que ce soit au sud-ouest comme à l'entrée nord du village, dont la lisibilité se verra renforcée par une urbanisation de part et d'autre de la RD28. Ces zones étaient pour la plupart dans la zone constructible de la carte communale. Dans un souci de compacité de la trame urbaine, mais aussi pour définir une

urbanisation de qualité (gestion de l'accessibilité, maillage des voies et des déplacements doux, création d'espace interne structurant, ...), tous ces espaces sont soumis à des orientations d'aménagement et de programmation - OAP (voir paragraphe ultérieur sur la justification des OAP).

Dans tous les cas, que ce soit pour les zones urbaines ou les zones à urbaniser, la limite des zones s'appuie sur :

- La trame viaire existante
- Les espaces réellement urbanisés
- Les contraintes topographiques
- Les risques naturels (zones inondables, risques de ruissellement des eaux pluviales)
- La volonté de limiter les incidences sur les zones agricoles ou naturelles en périphérie
- Les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter



Zone Naturelle

Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N", sont classées en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Cette zone comprenant les espaces naturels et paysages préservés de l'urbanisation ou de transformations altérant les caractères essentiels existants. D'une manière générale, l'urbanisation nouvelle ne peut être admise, on y retrouve tout le secteur des Graves ou de Malpas, mais aussi les berges du Tarn, quelques ensembles boisés isolés, mais aussi la partie basse du ruisseau de Passe.

La délimitation des zones naturelles tient compte aussi d'enjeux de continuités écologiques, comme mis en avant dans le cadre de l'évaluation environnementale.

Il est à souligner que la zone N du centre-bourg a vocation à préserver un espace boisé qui participe à la qualité du cadre de vie locale et qui contribue à créer l'îlot de fraîcheur dans le centre-bourg.

Zone Agricole

Les zones agricoles sont dites "zones A", sont classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique biologique ou économique des terres agricoles. La limite de ces zones s'appuie sur le diagnostic agricole préalablement réalisé par la chambre d'agriculture, mais aussi dans une logique de déduction des espaces naturels et des zones constructibles. En lien avec les enjeux de continuités écologiques, la collectivité a défini des espaces Ap où toutes les nouvelles constructions sont interdites, il s'agit plus particulièrement des berges du ruisseau de la Sauzière en limite avec Buzet sur Tarn, mais aussi des berges agricoles du ruisseau de Passe.

Autres éléments apportés sur le document graphique de zonage qui ne figurait pas sur la carte communale

Le zonage comprend également les éléments suivants :

- Des éléments naturels ont été représentés sur le document graphique de zonage afin d'être préservés selon les dispositions de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, notamment les ensembles boisés de la commune.
- Du patrimoine bâti a été identifié au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme, soit une douzaine d'éléments
- Des étoiles rouges représentent les éléments du patrimoine à préserver en l'état au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.
- Dans un impératif de sécurité publique, une marge de recul a été positionnée pour éviter l'implantation de constructions trop proches de la RD28
- Les secteurs couverts par les zones inondables
- Certains emplacements réservés sont créés afin de créer un cheminement doux le long de la RD28
- Dans un souci de lisibilité et afin de limiter des problématiques de covoisinage, il est positionné à titre d'information un périmètre de protection autour d'un bâtiment agricole.

Surfaces disponibles pour l'urbanisation dans le PLU

Dans le PADD, le projet communal en cohérence avec les prescriptions du SCOT a défini une enveloppe de 10.5 ha pour le développement de l'urbanisation. La surface consommée depuis 2011 doit être déduite de ces 10.5 ha ce qui laisse à la commune environ 7.5 ha à répartir sur le territoire communal pour le développement de l'urbanisation.

Le secteur U1 peut potentiellement accueillir environ 7 à 8 logements

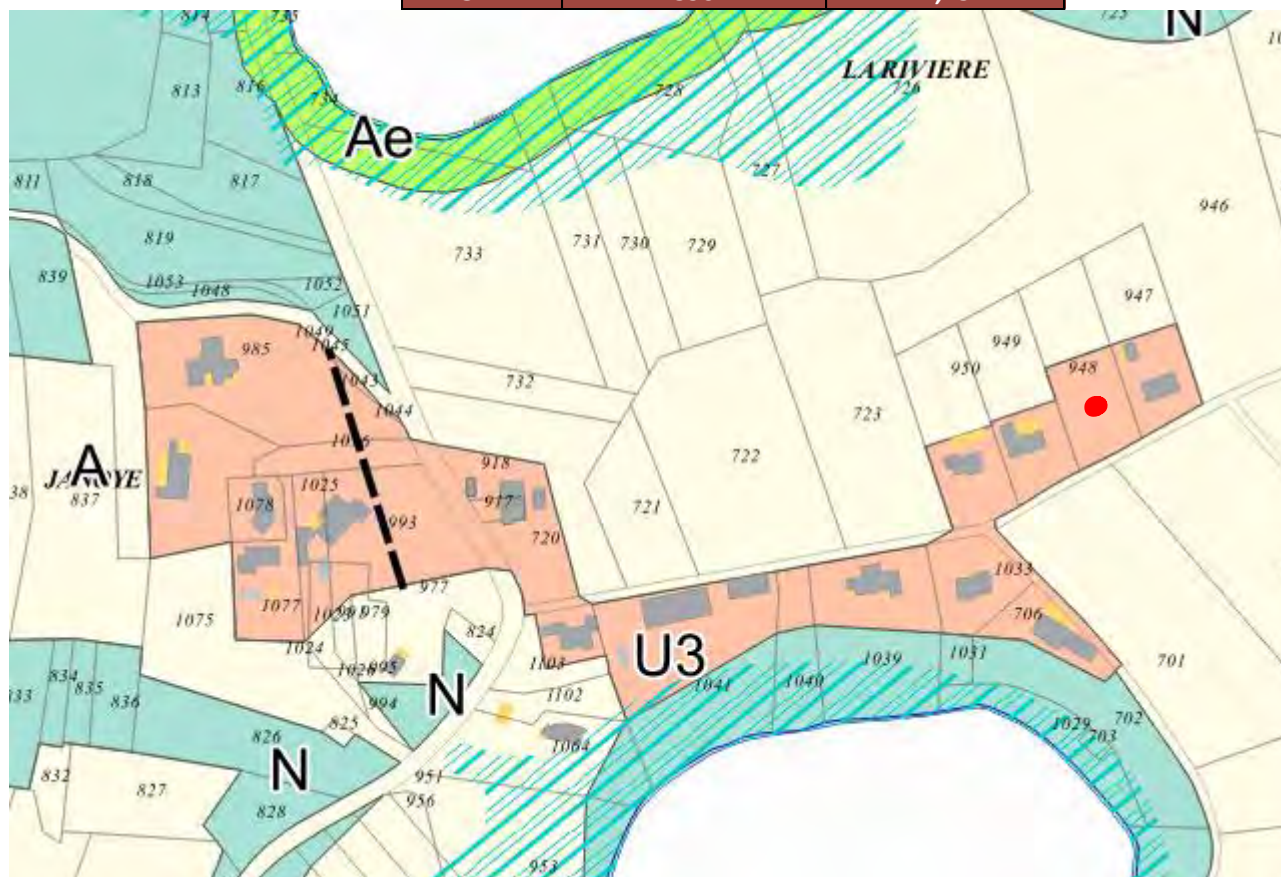
La secteur U2 peut potentiellement accueillir environ 9 logements

La secteur U3 peut potentiellement accueillir 1 logement

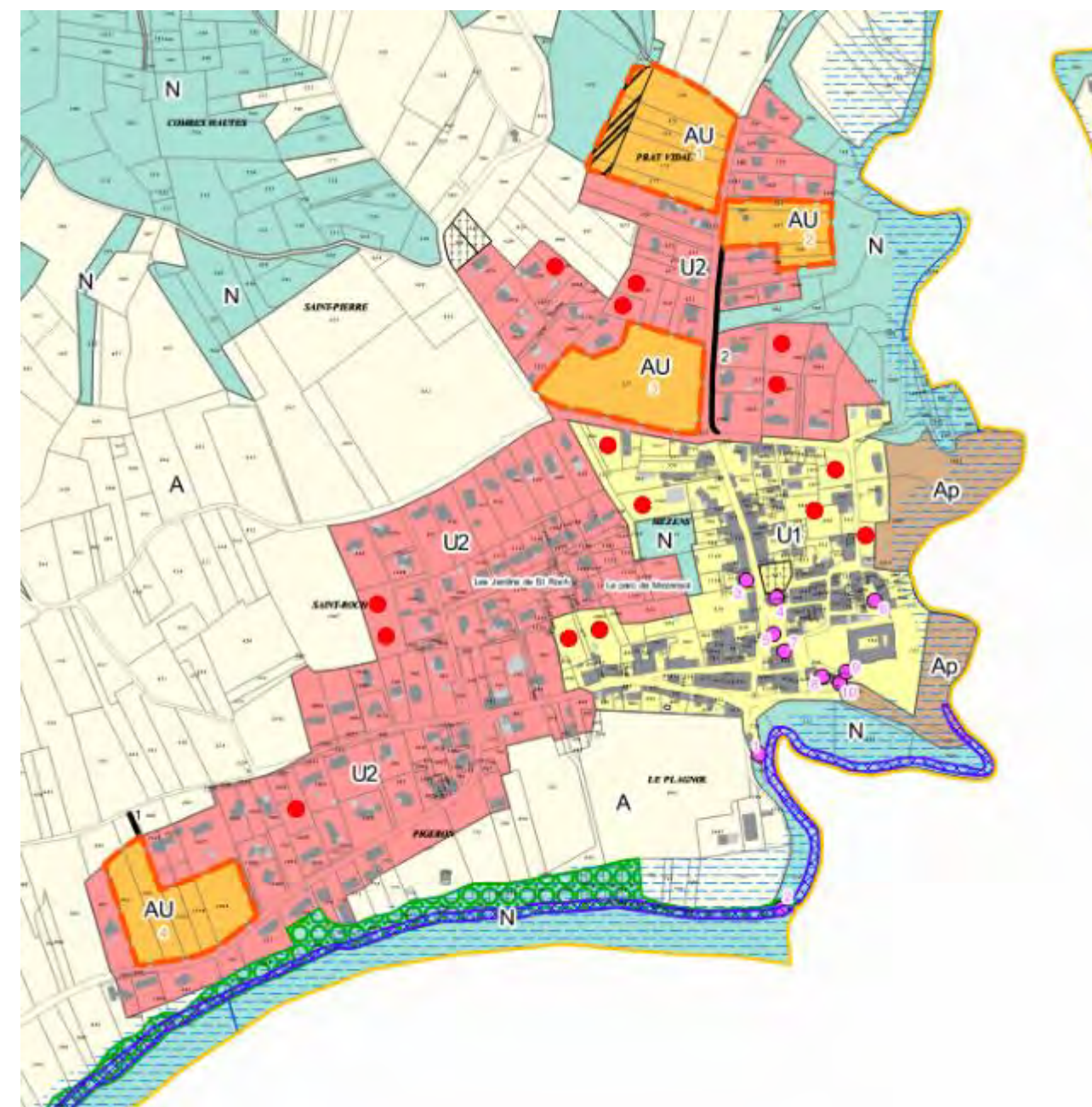
La zone AU peut potentiellement accueillir environ 40 logements

Tableau de surface en ha

Zone	Surface	Surface non bâtie disponible pour l'habitat
U1	9,46	1,21
U2	22,15	1,62
U3	3,00	0,14
AU	5,24	4,49
A	307,67	0,00
Ae	7,56	0,00
Ap	2,40	0,00
N	240,09	0,00
TOTAL	590	7,45



● Surface non bâtie disponible pour l'habitat



● Surface non bâtie disponible pour l'habitat

Carte comparative des surfaces constructibles entre le PLU et carte communale, le potentiel constructible entre les deux documents est diminué de 4,84 ha

2.3 JUSTIFICATION DU ZONAGE PAR RAPPORT À LA CARTE COMMUNALE

Les évolutions du zonage entre carte communale et le présent projet de PLU se justifient et se traduisent dans les principes et choix retenus suivants :

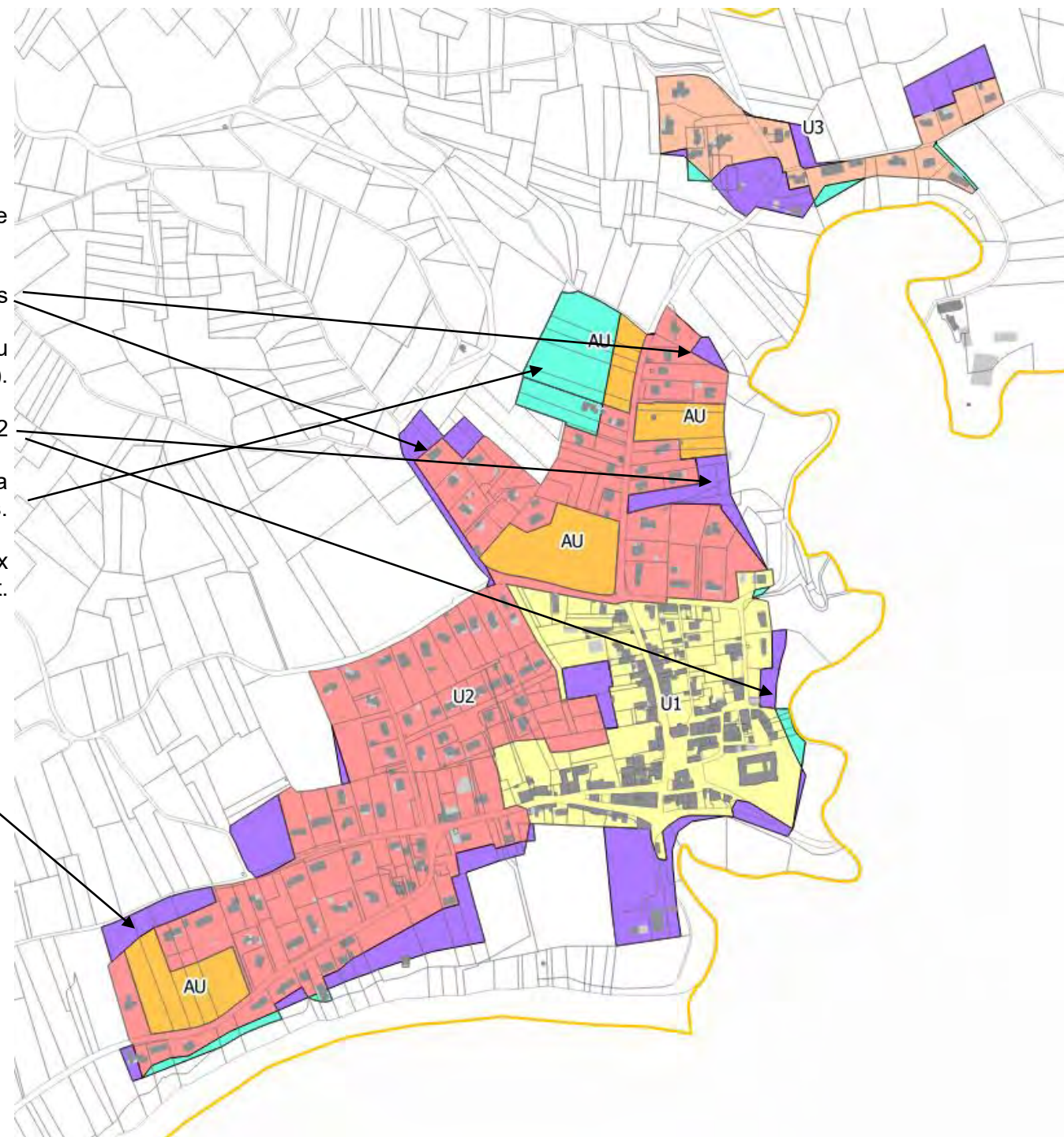
Déclasser des terrains difficilement desservis

Déclassement des terrains impactant les activités agricoles (notamment le secteur de Plagnol) ou pouvant se traduire par un deuxième front bâti inapproprié (notamment à Janoye).

Lisser certaines franges urbaines uniquement dans le bourg et sur des parcelles en U1 et U2

Éviter une urbanisation trop linéaire et renforcer la lisibilité de l'entrée nord du village, notamment par la création d'une zone à urbaniser coincée entre une zone constructible et des espaces boisés.

Déclasser des terrains inadaptés à la construction en raison de problématique d'écoulement des eaux de ruissellement.

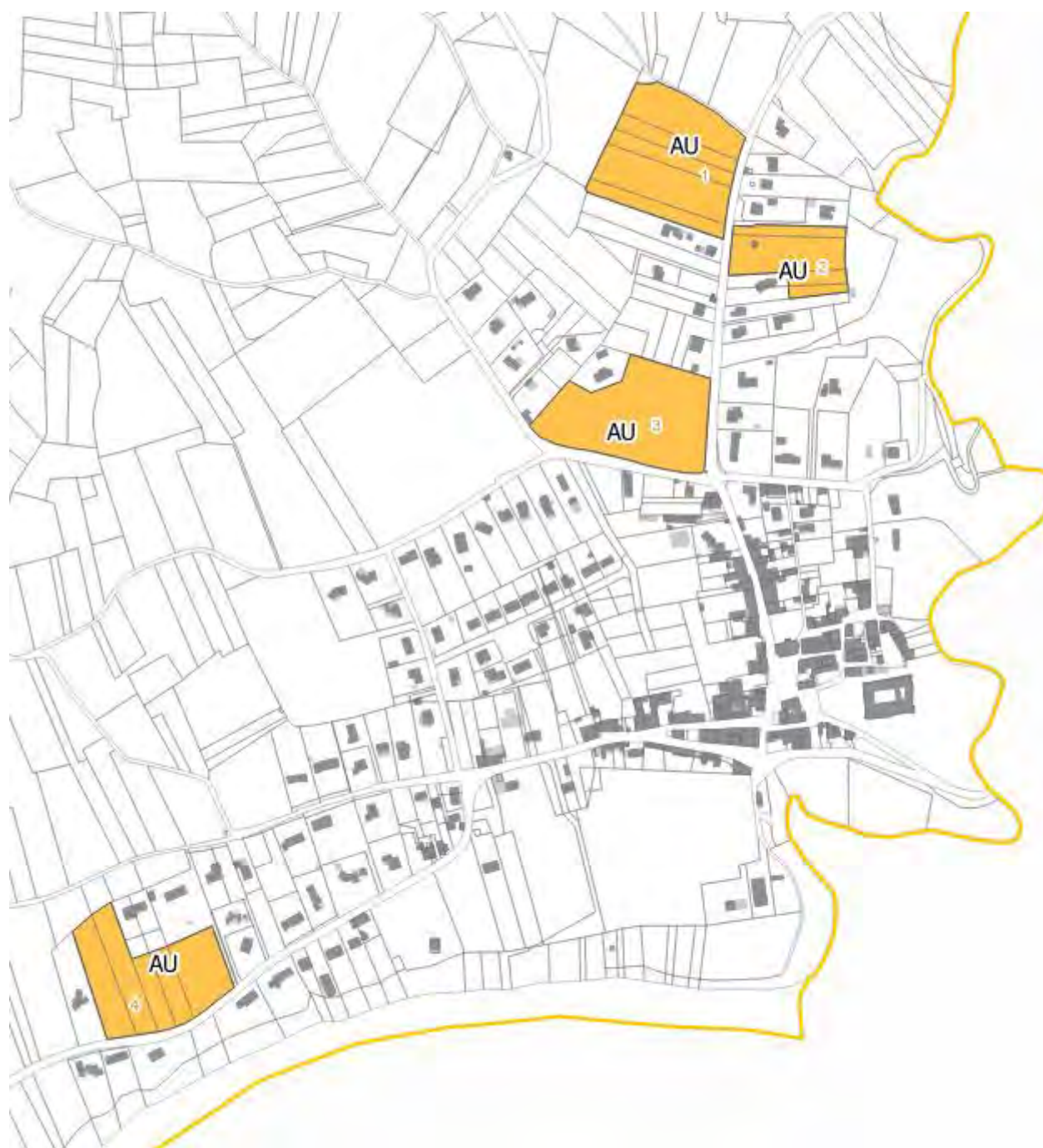


Légende

- Surface en moins par rapport à la carte communale
- Surface en plus par rapport à la carte communale

2.4 JUSTIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Afin d'optimiser le développement urbain de la commune, mais aussi pour encadrer les futures opérations d'aménagement d'ensemble cela pour répondre à des impératifs de qualité du cadre de vie, la collectivité s'est dotée de 4 orientations d'aménagement et de programmation. Conformément aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme, une OAP est prévue pour chaque zone à urbaniser.



Les différentes OAP traitent des problématiques de dessertes, d'espaces en commun, du parking de midi, d'implantation du bâti dans certains cas, de densité moyenne des opérations et de découpage indicatif du parcellaire, orientation du bâti. Ces OAP doivent être interprétées dans un souci de

compatibilité lors de l'instruction ultérieure des autorisations d'urbanisme dans les différentes zones concernées. Ces différentes OAP sont pensées également en adéquation avec les capacités techniques et financières de la collectivité, mais aussi selon les coups déjà partis en matière d'aménagement. Par ailleurs, une partie des actions en matière de déplacement doux sont conçus sur des espaces publics où il n'y a pas lieu de prévoir des emplacements réservés. Seule l'OAP 4 présente une insuffisance en matière de défense incendie, c'est pourquoi un Projet Urbain Partenarial sera mis en place pour parfaire le niveau d'équipements sur ce point. Soucieuse de concilier au mieux une préservation de la qualité du cadre de vie et une densité acceptable du bâti, la collectivité a pris le parti de créer des espaces communs dans presque toutes les OAP.

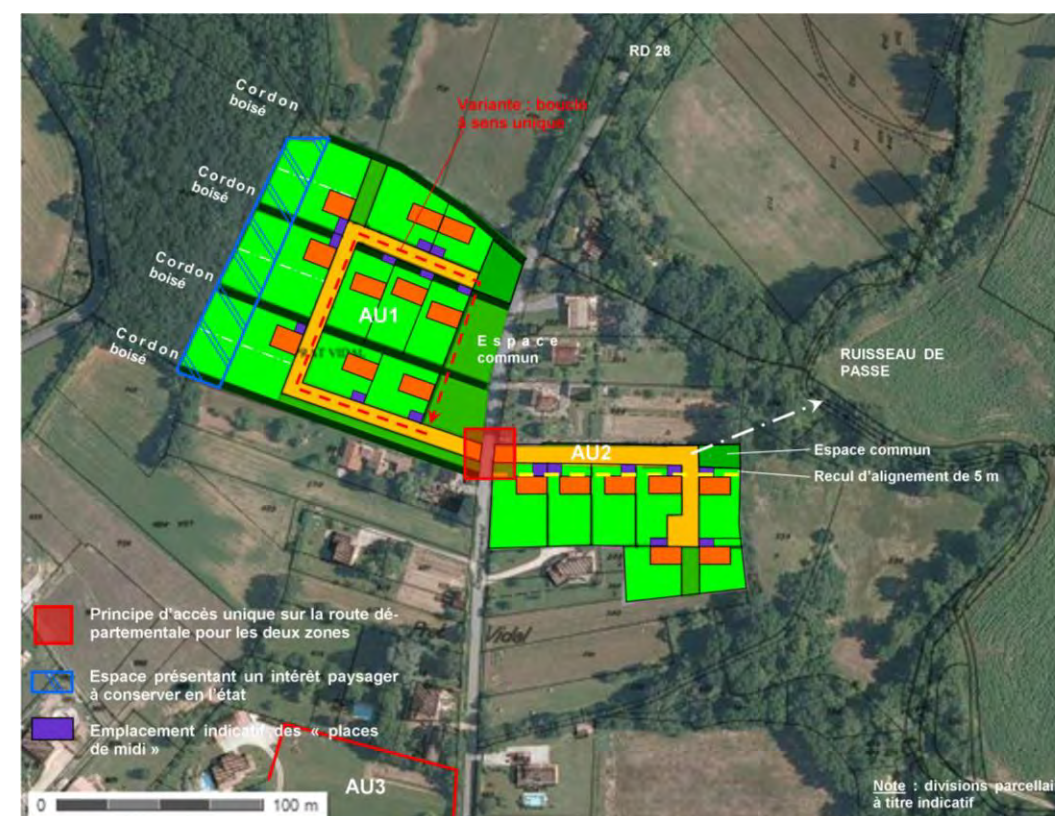


Schéma de principe d'aménagement d'une zone

2.5 JUSTIFICATION DU RÈGLEMENT LOCAL D'URBANISME

Pour les zones urbaines. En lien avec des problématiques de densité et d'implantation du bâti, la zone urbaine comprend 3 secteurs :

- **Secteur U1**

Ensemble bâti lié au centre bourg de Mézens, les constructions déjà existantes dans cette zone, sont implantées à l'alignement ou avec un retrait relativement faible vis-à-vis de la voie ou emprise publique.

- **Secteur U2**

Ce secteur comprend des constructions implantées en retrait de la voie ou emprise publique, avec une densité plus faible que dans le secteur U1. Il existe quelques dents creuses au sein de ce secteur, l'urbanisation de celle-ci respectera des règles ayant pour but de ne pas dénaturer l'existant et au contraire d'avoir un ensemble ancien et nouveau relativement homogène.

• Secteur U3

Ce secteur comprend des constructions implantées en retrait de la voie ou emprise publique, avec une densité plus faible que dans le secteur U1. Localisé à l'écart du centre du village et en bordure de la route départementale, cet ensemble n'a pas vocation à être plus densifié. Sur un plan identitaire et patrimonial, Janoye constitue un véritable hameau et mérite à ce titre un classement en zone U.

Article U 1- Occupations et utilisations du sol interdites

Ces trois secteurs ont une vocation essentiellement résidentielle, c'est pourquoi de manière à éviter les conflits de voisinage les constructions à usage d'activités industrielles et agricoles sont interdites, sauf celles liées aux exploitations agricoles déjà existantes.

Dans un souci de préservation du cadre de vie quotidien des administrés, plusieurs occupations et utilisations du sol sont interdites, comme le camping-caravanage ou encore le stockage des déchets ou les éoliennes non domestiques (c'est-à-dire de plus de 12m de haut).

Article U 2- Occupations et installations du sol soumises à des conditions particulières

Dans un souci de sécurité et de salubrité publique, il est rappelé la nécessité de prendre en compte les espaces soumis à des risques naturels.

Afin de garantir la prise en compte des principes d'aménagement définis dans les orientations d'aménagement et de programmation, un lien est fait dans cet article.

Soucieuse de s'inscrire dans une logique qualitative d'intégration paysagère, la collectivité a fixé des prescriptions pour les affouillements et exhaussements des sols, mais aussi pour ces constructions à vocation économique

Article U 3 – Accès et voirie

Les accès et voies sont encadrés pour répondre à des impératifs de fonctionnalité et de sécurité.

Cet article est réglementé afin de limiter les accès donnant directement sur les voies communales et départementales et de réduire les risques au niveau des intersections :

- Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.
- Toute opération doit prendre le minimum d'accès sur les voies publiques.

Les voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et dans tous les cas elles doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de secours et de lutte contre l'incendie.

Article U 4 – Desserte par les réseaux**1. Eau potable :**

Dans un souci de salubrité publique, toute nouvelle construction devra être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

2. Assainissement**3.1. Eaux usées**

L'assainissement autonome doit répondre aux normes en vigueur. Conformément au code de la santé publique, il est imposé le raccordement au réseau d'assainissement collectif quand il sera réalisé

3.2. Eaux pluviales :

En l'absence de réseau d'eaux pluviales, ou en cas de réseau insuffisant, il peut être demandé des dispositifs de rétention des eaux pluviales d'orage ou de réinfiltration dans le sol naturel des eaux pluviales issues des espaces imperméabilisés, cela afin de limiter les problématiques de ruissellement des eaux pluviales.

3. Electricité, téléphone :

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'électricité. Pour des raisons d'intégration paysagère, les réseaux secs devront être enterrés sauf contraintes techniques avérées.

Article U 5 – Caractéristiques des terrains

Cet article a été supprimé par la loi ALUR

Article U 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques

L'implantation des constructions est définie en cohérence avec la trame urbaine existante que ce soit dans le secteur U1, dans le secteur U2 ou U3.

Dans un souci de souplesse et de pragmatisme, des adaptations sont envisagées :

- Pour l'extension de bâtiments anciens dont l'implantation n'est pas conforme aux prescriptions générales
- Pour les installations de service public ou d'intérêt collectif à condition que cela soit justifié par des raisons techniques
- Pour les constructions implantées sur des terrains bordés par plusieurs voies

Article U 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

L'implantation des constructions est définie en cohérence avec la trame urbaine existante que ce soit dans le secteur U1, dans le secteur U2 ou U3.

Dans un souci de souplesse et de pragmatisme, des adaptations sont envisagées :

- Pour l'extension de bâtiments anciens dont l'implantation n'est pas conforme aux prescriptions générales
- Pour les installations de service public ou d'intérêt collectif à condition que cela soit justifié par des raisons techniques

Article U 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Dans un souci de pragmatisme et de souplesse dans l'instruction des autorisations d'urbanisme, cet article n'est pas réglementé

Article U 9 – Emprise au sol

Cet article est renseigné uniquement dans le secteur U1, afin d'éviter des constructions trop massives pouvant avoir un impact négatif dans le paysage

Article U 10 – Hauteur des constructions

L'ensemble des hauteurs sont mesurées à partir d'un même point de référence pour une meilleure compréhension, à savoir du sol naturel avant travaux jusqu'à l'égout du toit le plus haut. La hauteur maximale des constructions tient compte du bâti existant.

Afin de ne pas entraver des opérations urbaines plusieurs adaptations sont envisagées, notamment : Pour les installations de service public ou d'intérêt collectif, pour les constructions attenantes à des bâtiments existants, dans le but d'une meilleure intégration urbaine et architecturale et pour la restauration ou la reconstruction à l'identique de bâtiments ne respectant pas à l'origine les règles générales de hauteur.

Article U 11 – Aspect extérieur des constructions

L'ensemble de la zone urbaine est concerné par un périmètre de protection des Monuments Historiques. Aussi, les élus ont souhaité garder un cadre réglementaire relativement souple, sachant que dans ce périmètre tout projet est soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France. Néanmoins, les clôtures et les volets ont été réglementés. En cohérence avec le bâti plus ancien prédominant dans le secteur U1 des prescriptions particulières ont été définies.

Il est également fait référence aux principales dispositions de l'article L111-6-2 du code de l'urbanisme qui permet de rendre possible les constructions ou installations bioclimatiques favorisant la production d'énergie renouvelable tout comme les toitures en terrasse à condition d'une bonne intégration et d'être en-dehors du périmètre relatif à un monument historique.

Article U 12 – Stationnement

Les élus précisent que le stationnement doit être assuré en dehors des voies publiques de manière à ne pas avoir de stationnement qui générerait des problèmes de sécurité.

Les règles pour le stationnement ont été dissociées pour les habitations individuelles, les bureaux et les commerces afin d'avoir dû sur mesure vis-à-vis des besoins engendrés par les différentes typologies de bâtiments et pour éviter tout stationnement « sauvage » sur le domaine public, mais aussi en fonction des types de secteurs urbains, car le secteur U1 dispose d'une trame urbaine plus contraignante.

Article U 13 – Espaces libres et plantations

Dans la perspective de verdir les zones urbaines et de définir un cadre de vie agréable, Il est imposé un minimum de 30% d'espaces verts sur chaque parcelle uniquement dans le secteur U3. La collectivité a considéré qu'une nécessaire densification du secteur U1 et dans une moindre mesure du secteur U2 (cf article 9) implique de ne pas systématiser un pourcentage minimal d'espaces verts dans ces secteurs précités.

Par ailleurs, Les plantations de thuyas (haies), conifères, sapinettes, lauriers palme, d'usage courant dans l'habitat traditionnel, sont à modérer ou éviter au profit d'essences locales.

Article U 14 – Possibilités maximale d'occupation des sols

Cet article a été supprimé par la loi ALUR

Article U 15 – Les Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales

Cet article n'est pas réglementé

Article U 16 – Les Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et de communications électriques

Dans la perspective d'un passage ultérieur de la fibre optique cet article est réglementé uniquement dans le cadre des opérations d'ensemble.

- **Zone AU**

La zone à urbaniser correspond à la zone urbaine de demain et plus particulièrement au secteur U2. Aussi, seules les principales différences avec le secteur U2 de la zone urbaine sont mentionnées ci-après. Afin de garantir l'application des orientations d'aménagement et de programmation, plusieurs liens sont établis entre le règlement et les OAP (articles 2, 3 et 13) Ainsi dans un souci de gestion économe de l'espace, l'implantation des constructions par rapport à la limite des voies et emprises publiques est fixée à un maximum de 10m (contre aucune exigence dans le secteur U2).

- **Zone A**

Article A 1- Occupations et utilisations du sol interdites**Article A 2- Occupations et installations du sol soumises à des conditions particulières**

Les règles définies en zone A, ont été déterminées de manière à préserver l'activité agricole et à autoriser des constructions sous des conditions particulières très strictes pour limiter les incidences dans le paysage mais aussi pour les activités agricoles voisines, notamment pour les extensions des constructions d'habitation et les annexes, ou encore pour les changements potentiels de destination des bâtiments agricoles. En cohérence avec la logique de préservation des espaces soumis à des enjeux de continuités écologiques, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites en Ap.

Les articles 3 et 4, relatifs aux accès et voirie, mais aussi à la desserte par les réseaux répondent aux mêmes logiques de sécurité publique et de salubrité que dans la zone urbaine.

Article A 5 – Caractéristiques des terrains

Cet article a été supprimé par la loi ALUR

Article A 6 – Implantation des constructions par rapport aux voies et aux emprises publiques**Article A 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Les implantations des constructions sont fixées en cohérence avec la trame bâtie actuelle, mais aussi pour respecter les impératifs de sécurité le long des routes départementales.

Article A 8 – Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Dans un souci de pragmatisme et pour limiter les incidences sur les activités agricoles voisines, cet article est renseigné uniquement dans le cadre des annexes des habitations

Article A 9 – Emprise au sol

Toujours dans le même souci d'encadrer les incidences pour les activités agricoles voisines, cet article est renseigné pour encadrer l'emprise au sol des annexes.

Article A 10 – Hauteur des constructions

L'ensemble des hauteurs sont mesurées à partir d'un même point de référence pour une meilleure compréhension, à savoir du sol naturel avant travaux jusqu'à l'égout du toit le plus haut.

Différentes hauteurs de bâtiments sont prévues pour tenir compte des besoins des bâtiments agricoles ou à usage économique d'une part, mais aussi des habitations d'autre part et des annexes. Des adaptations sont également prévues pour toutes les constructions existantes non conformes aux dispositions prévues par le règlement local d'urbanisme.

Article A 11 – Aspect extérieur des constructions

Les élus ont défini des règles permettant de définir un cadre réglementaire relativement souple et pour ne pas obérer de futurs projets de constructions agricoles. Dans un souci d'intégration paysagère des prescriptions sont fixées pour les clôtures des habitations et les volets des habitations.

Il est également fait référence aux principales dispositions de l'article L111-6-2 du code de l'urbanisme qui permet de rendre possible les constructions ou installations bioclimatiques favorisant la production d'énergie renouvelable tout comme les toitures en terrasse à condition d'une bonne intégration et d'être en-dehors du périmètre relatif à un monument historique.

Article A 12 – Stationnement

Les places de stationnement nécessaires aux constructions et installations seront prévues en dehors du domaine public.

Article A 13 – Espaces libres et plantations

Des prescriptions sont prévues pour favoriser la bonne intégration paysagère des constructions

Les élus ont choisi de privilégier les essences végétales issues de la flore régionale.

Article A 14 – Possibilités maximale d'occupation des sols

Cet article a été supprimé par la loi ALUR

Article A 15 – Les Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales**Article A 16 – Les Obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et de communications électriques**

Ces articles ne sont pas réglementés car jugés inappropriés par rapport aux enjeux des espaces agricoles

• Zone N

Par définition, les droits en matière d'occupations et d'utilisations du sol sont extrêmement limitées en zone naturelle. Seules les occupations et utilisations du sol présentant un intérêt général sont autorisées dans cette zone, ainsi que certaines occupations et utilisations du sol en lien avec l'agriculture ou la forêt. Par ailleurs, la surface de plancher de certaines constructions autorisées est encadrée afin de limiter l'impact dans le paysage. C'est pourquoi, plusieurs articles ne sont pas renseignés et un cadre réglementaire très souple est fixé dans les articles 3 (accès et voirie), 6 et 7 (implantations par rapport au voie et emprise publique et par rapport aux limites séparatives), 10 (hauteur des constructions) et 11 (aspects extérieurs des constructions) afin de ne pas obérer la réalisation de projet pouvant présenter un intérêt général. En lien avec l'identification d'espaces présentant un enjeu paysager et/ou écologique, l'article 13 encadre les impératifs de préservation d'espaces boisés, notamment en imposant la conservation des espaces boisés à la date d'approbation du PLU.

Rappel d'articles du code de l'urbanisme qui restent applicables sur le territoire communal.

Outre les grands principes précités justifiant les différentes composantes du règlement graphique du PLU, il convient de rappeler que certains articles du règlement national d'urbanisme restent applicables sur le territoire communal, cela quel que soit le type de zone. Il s'agit des articles suivants :

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles [L. 110-1](#) et [L. 110-2 du code de l'environnement](#). Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

MESURES COMPENSATOIRES

Lorsque des incidences négatives sur l'environnement sont identifiées, elles doivent être évitées, réduites, ou compensées, de manière à ce que les incidences résiduelles (après mise en place de ces mesures) soient négligeables.

Ainsi, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme « présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et rappelle que le plan fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation ».

Le présent chapitre a ainsi pour objet la définition de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des dommages mis en évidence dans les parties précédentes. Force est de constater qu'aujourd'hui, la grande faiblesse des enjeux n'implique pas de prescription réglementaire particulière.

Le règlement local d'urbanisme, mais aussi le document graphique de zonage, notamment par l'affectation de terrains en zone naturelle ou agricole spécifique (Ap) (enjeux de préservation du paysage) et Ae (enjeux écologiques en préservant les abords d'un cours d'eau), contribuent à la préservation du milieu naturel. Les mesures ou plutôt les préconisations permettant de réduire les incidences sur les milieux, la faune et la flore, des différents projets d'aménagement prévus dans le cadre du PADD de Mézens, consisteront essentiellement à :

1. Planifier les périodes de travaux (plutôt de septembre à février) pour éviter le dérangement des espèces animales et notamment l'avifaune lors des périodes de nidification.
2. Préserver au maximum les haies et bosquets, en particulier pour les chiroptères et les coléoptères patrimoniaux potentiellement présents, préserver les abords des ruisseaux et ripisylves. Cela évitera la destruction d'habitats et la perturbation des axes de déplacement (corridors).
3. Eviter la réalisation des travaux lourds (terrassement, mouvements de terres) lors des journées pluvieuses.
4. Réduire les risques de pollution des eaux de surface et les atteintes au lit de Tarn, notamment en établissant des modalités précises d'intervention des engins de chantier à proximité ou en bordure du lit (procédures de travaux et d'intervention en cas d'incident), ou en veillant à l'emploi d'un matériel en parfait état ou en préconisant le recours à du matériel léger.

Plus particulièrement, pour éviter toute pollution accidentelle par hydrocarbures des eaux, conformément au décret n° 77-254 du 8 mars 1977 relatif à la réglementation du déversement des huiles et lubrifiants dans les eaux superficielles, souterraines et de mer, aucun déversement d'huiles ou de lubrifiants ne sera effectué dans les eaux superficielles ou souterraines, ces produits devront être collectés par un récupérateur agréé pour leur recyclage.

De plus, les engins de chantier, qui seront en conformité avec les normes actuelles et en bon état d'entretien, devront être régulièrement contrôlés.

Lors des ravitaillements des engins de chantier en hydrocarbures, un bac étanche mobile sera systématiquement utilisé pour piéger les éventuelles égouttures d'hydrocarbures.

En cas de constat de déversement accidentel sur le sol, les matériaux souillés seront immédiatement enlevés et évacués par une entreprise agréée qui en assurera le traitement ou le stockage.

Les éventuelles aires de chantier et zone de parking des engins seront éloignées de la berge et de tout réseau d'écoulement secondaire pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux.

Les travaux devront aussi faire l'objet des prescriptions suivantes :

- * le chantier sera maintenu en état permanent de propreté,
- * le nettoyage des chaussées aux abords du chantier sera réalisé régulièrement.

Les éventuels sanitaires des installations de chantier seront autonomes. Les effluents seront stockés en bacs étanches avant d'être vidangés par une entreprise spécialisée qui se chargera de les évacuer vers la station d'épuration pour leur traitement. Ainsi, aucun rejet ne sera effectué directement dans le milieu naturel.

INDICATEURS POUR LE BILAN ET SUIVI DU PLU

Conformément aux dispositions prévues par le code de l'urbanisme, la collectivité retient plusieurs indicateurs pour évaluer son PLU.

Ces indicateurs sont en lien avec plusieurs points du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Nota Bene

Ces indicateurs peuvent être mesurés :

- Par un examen quantitatif des pièces techniques des différents permis de construire (ou permis d'aménager), notamment pièce PCMI4 décrivant le terrain et présentant le projet (selon l'imprimé Cerfa n°13406-02 ou n°13409-02)
- En utilisant les données mises à jour transmises par l'INSEE

Objectifs	Indicateurs	Périodicité et source des données
Orientation 1 du PADD Accueillir de nouveaux habitants de manière cohérente et maîtrisée	Nombre de logements créés dans les zones U Nombre de logements créés par typologie : Maisons individuelles/Logement collectif Consommation d'espace des maisons individuelles (À comparer à l'objectif de 1000m ² en moyenne du SCOT)	Bilan tous les 3 ans, à partir d'une analyse des permis de construire Bilan tous les 3 ans, à partir d'une analyse des permis de construire Bilan tous les 3 ans, à partir d'une analyse des permis de construire
Orientation 3 du PADD Conforter et permettre le développement des différentes activités économiques présentes sur le territoire	Nombre de permis lié à une activité agricole ou économique	Bilan tous les 3 ans, à partir d'une analyse des permis de construire
Orientation 4 du PADD Orientations générales en matière d'environnement, d'espaces naturels remarquables et sensibles, agricoles et du paysage	Surface artificialisée supplémentaire	Bilan tous les 3 ans, à partir d'une analyse des permis de construire ou analyse de photographies aériennes
Autres	Mesure de la qualité de l'eau du Tarn, à hauteur du village et en aval % de constructions raccordées au réseau d'assainissement collectif	Bilan tous les 3 ans, à partir d'une campagne de prélèvement à effectuer Bilan tous les 3 ans, à partir d'une analyse des permis de construire

DESCRIPTION DES METHODES UTILISEES POUR EVALUER LES INCIDENCES ET DES DIFFICULTES RENCONTREES

Conformément à l'article R.123-2-1 du Code de l'Urbanisme, le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme « comprend un résumé non technique [de l'évaluation environnementale] et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée ».

Le présent chapitre a ainsi pour objet de présenter la démarche employée pour l'élaboration de l'évaluation environnementale ainsi que les éventuelles difficultés rencontrées.

1 MÉTHODE POUR L'ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL

L'analyse de l'état initial a été réalisée à partir d'un recueil de données disponibles auprès des différents détenteurs d'informations, complété par des analyses documentaires et des investigations sur le terrain. Néanmoins, les limites d'utilisation de ces données sont de plusieurs ordres : leur date de validation, parfois ancienne, leur forme (données brutes, mode de calcul, données interprétées), la surface géographique considérée...

2 MÉTHODE POUR L'ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU ET LA DÉFINITION DES MESURES

La phase d'analyse des incidences du PLU et de définition des mesures a été réalisée avec l'appui du cabinet environnementaliste IDE Environnement.

L'évaluation environnementale est une démarche itérative tout au long de l'élaboration du PLU.

Avec l'avancement de la démarche d'élaboration du PLU, une première analyse des incidences a pu être réalisée en mars 2014, sur la base du PADD validé en conseil municipal, d'une première ébauche des plans de zonage et des premiers éléments concernant les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Cette évaluation a ensuite été actualisée et complétée suite à la réception des derniers éléments constitutifs du PLU et d'une analyse terrain, en juin 2014.

L'évaluation des incidences environnementales du PLU consiste à apprécier, pour chaque action envisagée, les effets de celle-ci sur l'environnement au regard des enjeux environnementaux prioritaires identifiés dans l'état initial de l'environnement.

Afin d'éviter, réduire ou compenser chaque incidence mise en évidence, des mesures correctrices ont ensuite été établies et intégrées, grâce à la démarche itérative, dans l'élaboration des pièces constitutives du PLU.

3 LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Aucune difficulté majeure n'a été rencontrée. Toutefois la démarche d'évaluation environnementale portant sur un document de planification urbaine et non sur un projet opérationnel, toutes les incidences sur l'environnement ne sont pas connues précisément à ce stade, et seules les études d'impact propres à chaque projet traiteront dans le détail des effets précis sur l'environnement.

RESUME NON TECHNIQUE

1 ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU SUR

L'ENVIRONNEMENT

Le projet de PLU de Mézens présente des incidences positives sur les thématiques environnementales suivantes :

- Mobilité et déplacements, en raison d'une compacité de la zone urbaine et de la définition de cheminements doux.
- Questions énergétiques, en raison d'un projet urbain n'allant pas l'encontre de l'usage domestique de dispositifs de production d'énergie renouvelable.
- Préservation de la biodiversité en protégeant toutes les zones sensibles en la matière.
- Sols, sous-sols et agriculture, en raison de la délimitation d'importantes zones agricoles couvrant plus de 20% de la superficie communale et de la prise en compte des nuisances inhérentes aux activités agricoles (périmètres agricoles).

Il présente une incidence dite « maîtrisée » sur les thèmes suivants :

- Consommation et organisation globale de l'espace, en raison d'une urbanisation au sein des dents creuses et dans la continuité du bâti existant.
- Assainissement des eaux usées et des eaux pluviales du territoire et adduction en eau potable.
- Paysages et patrimoine notamment en raison du classement des éléments patrimoniaux du territoire au titre de l'article L.123-1-5-III-2° du Code de l'Urbanisme.
- Nuisances liées à l'activité agricole, en raison de la délimitation de périmètres de protection servant à la définition des zonages.
- Les risques naturels majeurs.

Enfin, il présente des incidences négatives limitées concernant les thématiques suivantes :

- Les déchets en raison de l'augmentation inévitable de la population du territoire.
- Mobilité et déplacements, en raison de l'augmentation des déplacements routiers engendrée par un accroissement programmé de la population et de la pollution atmosphérique engendrée par cette augmentation des déplacements routiers.
- L'adaptation au changement climatique, notamment concernant les risques climatiques.

2 INDICATEURS POUR LE BILAN DU PLU

Conformément aux dispositions prévues par le Code de l'Urbanisme, quelques indicateurs ont été proposés afin de permettre la future évaluation du PLU par la collectivité. Ces indicateurs sont en lien avec les orientations définies dans le cadre du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

3 MÉTHODOLOGIE RETENUE POUR L'EVALUATION


ENVIRONNEMENTALE

Après une analyse bibliographique et un travail de photointerprétation de vues aériennes, des investigations sur le terrain ont été menées sur tous les secteurs à enjeux, notamment en matière de continuité écologique mais aussi de développement urbain. Compte tenu de la faiblesse des enjeux, qu'une seule campagne de mesure a été effectuée sur le terrain.

ANNEXE – CHANGEMENT DE DESTINATION



Pour le Président,
Par délégation :


Pascal NÉEL
Vice-Président

